

CDG CAPITAL

Rapport financier annuel

2020



Sommaire

Rapport de gestion 2020.....	3
Rapport des CAC sur les comptes consolidés 2020.....	39
Rapport des CAC sur les comptes sociaux 2020.....	101
Rapport des CAC sur les conventions réglementées 2020.....	156
Etat des honoraires versés aux contrôleurs de comptes 2020.....	164
Rapport ESG 2020.....	165

CDG CAPITAL

Rapport de gestion

Exercice 2020



Sommaire

1	Activité.....	3
1.1	Faits marquants de l'année 2020.....	3
1.2	Activités et PNB analytiques.....	12
2	Risques et fonds propres.....	14
2.1	Stratégie de gestion des risques.....	14
2.2	Mode de gouvernance des risques	14
2.3	Présentation du profil de risque	15
2.4	Fonds propres et profil de solvabilité.....	23
2.4	Système de contrôle permanent.....	23
3	Analyse des comptes arrêtés au 31 décembre 2020	25
3.1	Résultats et indicateurs consolidés.....	25
3.2	Résultats et indicateurs sociaux.....	26
3.3	Informations sur les dettes fournisseurs.....	28
4	Mise en conformité aux dispositions légales	30
5	Perspectives d'avenir	31
6	Proposition d'affectation du résultat	31

Annexe : Liste des mandats des administrateurs

1 Activité

1.1 Faits marquants de l'année 2020

1.1.1 METIERS

✓ Pôle Investment Management

Portfolio Management

L'année 2020 s'est caractérisée par un contexte de crise sanitaire sévère, ayant fortement impacté l'économie du Maroc. Les effets de cette crise sur le marché financier comprennent notamment une accentuation des besoins en financement du Trésor ainsi que le creusement du déficit de liquidité. Face à ce nouvel environnement, la banque centrale a procédé à l'assouplissement de sa politique monétaire, avec des baisses successives de son taux directeur, ainsi que l'alimentation du marché en cash. La courbe des taux a en conséquence connu une forte baisse, favorisant les levées à moindre coûts.

Les encours gérés par la direction Portfolio Management pour les mandats exposés sur la classe d'actifs obligataires ont ainsi profité de l'impact positif de la baisse des taux d'intérêts, ce qui a permis de compenser l'impact négatif de la crise, y compris sur la classe d'actifs actions. L'encours annuel moyen se renforce de 5% en 2020 pour atteindre 140.3 milliards de dirhams.

En plus de l'évolution favorable du marché obligataire en 2020, l'activité de gestion sous mandat a bénéficié de souscriptions importantes de la part de certains clients institutionnels.

Gestion collective

CDG Capital Gestion représente un acteur de référence du marché marocain de la gestion collective, un positionnement reconnu par l'agence de notation Fitch Ratings en 2020, qui confirme encore une fois sa note nationale « Excellent (mar) » avec perspective stable, soit la meilleure note attribuée par l'agence. La société de gestion a par ailleurs obtenu l'attestation de maturité ISO 26000 niveau avancé par VIGEO-EIRIS, également niveau le plus élevé sur l'échelle de notation de l'agence.

L'encours sous gestion fin de période a évolué de 9% en 2020 pour atteindre 75 milliards de dirhams, avec une hausse de la collecte sur le segment institutionnel et corporate hors-groupe de 14% et 8% respectivement. L'encours moyen est quant à lui en stabilisation vs. 2019, et s'établit à 70 milliards de dirhams.

La société de gestion a pu adjuger deux nouveaux fonds (obligataire et action) en 2020 pour un montant total de 750 MDH. Elle a par ailleurs noué plusieurs partenariats avec CDG Capital Bourse et deux grandes banques de la place pour la commercialisation de nouveaux fonds ouverts.

✓ Pôle Investors Services

Les actifs en conservation ont évolué de 2% à 360 milliards de dirhams à fin décembre 2020, parallèlement à la centralisation d'importantes émissions obligataires pour un encours global 10.7 milliards de dirhams.

Le portefeuille du pôle s'est enrichi par la domiciliation de huit nouveaux fonds OPCVM d'une taille cible de 4 milliards de dirhams, ainsi que par la domiciliation d'un 2^{er} fonds OPCI d'une taille de 1.7 milliards de dirhams.

L'année 2020 a également été marquée par le renouvellement de la certification ISO 9001 version 2015 de l'ensemble des processus du Pôle.

✓ Pôle Corporate and Investment Banking

Global Markets :

L'année 2020 a connu le déclenchement de la crise sanitaire COVID-19 qui a secoué le marché financier marocain, et nécessité une orientation expansionniste de la politique monétaire de Bank Al Maghrib, comprenant des injections de liquidités et des baisses du taux directeur. Les levées du Trésor ont par ailleurs fortement augmenté en 2020 vs. 2019 (+46%¹ à 152,6 milliards de dirhams), en lien avec les besoins de financements nécessaires pour pallier les conséquences de cette crise. L'ampleur des besoins ont en effet nécessité également le recours aux marchés internationaux, avec de levées de 1 milliard d'euros (pour le remboursement d'une tombée en devise) et 3 milliards de dollars (pour le renflouement des réserves) en septembre 2020 et décembre 2020 respectivement.

Dans ce contexte marché, CDG Capital a réussi à monétiser le mouvement baissier de la courbe, et ce au moyen de repositionnements pertinents et opportuns de ses portefeuilles de tradings sur les différentes maturités d'exposition, ainsi que d'un maintien des efforts de *market-making* permettant des transactions efficaces de titres.

Avec le déclenchement de la crise, le marché de la dette privée a connu une période d'aversion au risque, avant de reprendre son dynamisme face à la hausse des besoins de financement de différents opérateurs, et l'amélioration des conditions de marché. CDG Capital a ainsi placé cinq émissions obligataires et deux titrisations en 2020. La banque a par ailleurs clôturé l'année par le conseil et placement de la première émission obligataire garantie par le Fonds de Garantie des Etablissements et Entreprises Publics (FGEEP), géré par la Caisse Centrale de Garantie (CCG), pour le compte de l'ONCF et totalisant 2 milliards de dirhams. CDG Capital continue ainsi de confirmer son positionnement auprès des établissements publics, avec une part de marché de 41% sur le placement de leurs titres.

Activité de conseil et de financement :

Un nouvel axe majeur de l'activité de CDG Capital est le financement des délais de paiements des grands donneurs d'ordre, un enjeu important au vu de la taille des écosystèmes de ces opérateurs, et des problématiques de financements de cycles d'exploitation auxquelles sont confrontées les PME les constituant. CDG Capital a dans ce cadre procédé en 2020 à la co-structuration d'un fonds de garantie OCP (sous forme d'un FPCT synthétique), permettant de faciliter l'accès de ses fournisseurs éligibles, aux financements nécessaires, un montage réalisé en partenariat avec Finéa. CDG Capital a contribué par ailleurs à la mise en place des cadres réglementaires nécessaires auprès du Ministère des Finances et des régulateurs clé. Cette opération représente une première nationale et régionale, et ouvre ainsi la voie à d'autres grands opérateurs nationaux.

CDG Capital a également travaillé sur l'adaptation de la garantie du Fonds de Garantie des Etablissements et Entreprises Publics (FGEEP) aux marchés des capitaux, en accompagnant l'ONCF dans le conseil et la structuration du premier emprunt obligataire assorti de la garantie FGEEP, et ce pour un montant de 2 milliards de dirhams. .

Ces opérations pionnières sur le marché s'inscrivent dans le cadre de réflexions stratégiques et innovantes menées par CDG capital, qui se veut comme contributeur à la maturation des marchés des capitaux, mais également comme conseiller privilégié des principaux opérateurs nationaux (OCP, ONEE, ONCF, ADM, TMSA).

CDG Capital œuvre également à renforcer ses relations d'affaires avec les grands groupes privés diversifiés.

¹ Levées brutes

CDG Capital Bourse :

Les principales réalisations commerciales et opérationnelles de CDG Capital Bourse au titre de l'exercice 2020 comprennent :

- La participation à l'augmentation de capital Immorente (IPO)
- La commercialisation de nouveaux fonds de CDG Capital Gestion
- Le lancement de la Bourse en Ligne avec CIH Bank
- Le conseil et la participation à l'opération de fusion-absorption Atlanta-Sanad
- La participation à l'introduction en bourse Aradei
- Le lancement d'un projet de mise en conformité LAB avec le Groupe
- Les habilitations des collaborateurs (Habilitations AMMC).

Maghreb Titrisation (MT) :

Les principaux faits marquants de l'exercice 2020 sont comme suit :

- Titrisation synthétique : publication de l'arrêté ministériel fixant les modalités de réalisation des opérations de titrisation de la garantie des risques de financement par le FPCT et les conditions en matière de règles prudentielles et de contrôle qui leur sont applicables ;
- Financement de la relance économique post crise : grâce aux efforts déployés par MT et l'Association des Gestionnaires de Fonds de Titrisation (AGFT) courant 2020 auprès de l'AMMC, cette dernière a défini la titrisation comme axe stratégique du plan de relance économique post-COVID 19. Elle a ainsi favorisé le recours à la titrisation comme instrument de financement aux entreprises de toute taille. C'est ainsi que trois chantiers sont lancés en collaboration avec l'AMCC pour promouvoir cet outil :
 - o 1^{er} chantier : élaboration d'un guide à l'attention des initiateurs potentiels afin d'expliquer la titrisation et son fonctionnement ;
 - o 2^{ème} chantier : Institution d'une procédure de délivrance accélérée des agréments par l'AMMC grâce à la standardisation des opérations et de la documentation juridique ;
 - o 3^{ème} chantier : Travaux relatifs au développement réglementaire et aspects « liquidité » des titres.
- Structuration et gestion :
 - o Clôture de la 2^{ème} opération de titrisation d'actifs immobiliers pour le compte de Label Vie d'un montant de 507 millions de dirhams
 - o Clôture de la 1^{ère} opération de titrisation d'actifs immobiliers pour le compte d'un office avec une garantie de l'Etat d'un montant de 457,5 millions de dirhams

Maghreb Titrisation a su conserver sa place de leader sur le marché de la titrisation. A fin 2020, elle gère 47% des fonds de titrisation sur le marché, avec un encours sous gestion qui s'élève à 4,5 milliards de dirhams.

- Certifications: reconduction en 2020 de la certification ISO 9001 V 2015 pour l'ensemble des activités de Maghreb Titrisation (l'origination, l'arrangement et la gestion des Fonds de Placement Collectifs en Titrisation).

1.1.2 FONCTIONS SUPPORT

✓ Transformation Digitale et Systèmes d'Information

L'année 2020 a été marquée par le lancement et/ou la poursuite de plusieurs projets couvrant l'ensemble des métiers et activités de la banque, qu'il s'agisse d'applicatifs, d'urbanisation technique ou de système de management de la sécurité informatique (SMSI). Il en est ainsi des réalisations ci-après :

- Urbanisation Technologique : Migration des applications vers le nouveau socle hyperconvergé (Nutanix) : avec une réalisation de 70% du programme ;
- La remise à niveau bancaire en ce qui concerne l'alignement aux normes CSP (Customer Security Programme) pour la plateforme SWIFT qui a été réalisée à 100% à fin 2020 en plus de la réalisation de la montée en version annuelle. Les autres adaptations ont concerné les SI Métiers et les impératifs de reporting réglementaire ;
- Système de Management de la Sécurité de l'Information (SMSI) : Réalisation des audits de sécurité et tests d'intrusion et mise en place des recommandations, ainsi que la finalisation de la documentation SMSI ;
- L'harmonisation et la sécurisation des opérations IT à travers l'extension de l'outil IT Service Management aux scopes infrastructures et infogérance, ainsi que le l'industrialisation de la chaîne de développement et déploiement ;
- Acquisition de solutions modernes et spécialisées : Ces acquisitions ont concerné les socles d'investment management, Marché, Reporting Risque ;
- Mise en place des fondations Data de la banque (Data lake et référentiels banque) ;
- Créations de services différenciants notamment les services en ligne et l'administration de fonds OPCI.
- Développement d'une architecture et gouvernance numérique à travers le déploiement de la stratégie d'outsourcing, l'élargissement du périmètre de contrôle I-SCOPE et la mise en place du référentiel pour l'excellence opérationnelle.

✓ Direction financière

La fonction finance a poursuivi ses actions visant la conformité aux évolutions normatives comptables et réglementaires, l'efficacité opérationnelle et l'accompagnement des métiers dans le lancement de nouveaux produits. Les actions engagées en 2020 ont porté principalement sur les volets ci-après :

- Projet interpréteur comptable : Inventaire, formalisation et livraison des schémas comptables de l'activité bancaire et démarrage des travaux sur le SI Marché ;
- Reporting réglementaire (BAM) : Prise en charge, avec la DTDSI et l'éditeur, des évolutions relatives aux états de reporting édictés par BAM et participation aux travaux liés à l'upgrade BRS2 vers BRS3 et BRS Analytics ;
- Réalisation de l'upgrade OEBS et participation aux tests et recettes pour les modules sous périmètre de l'entité ;
- Prise en charge des évolutions du référentiel comptable (plan de comptes, clés analytiques, schémas comptables) induits par l'intégration de nouveaux lots/produits sur le SI dépositaire.

✓ Contrôle de Gestion

- Pilotage de la Performance :
 - Analyse et update des schémas de répartition utilisés dans la production des résultats analytiques, ainsi que des découpages métiers et autres au vu des différentes réorganisations opérées ;
 - Elaboration d'un modèle d'analyse analytique pour les activités des filiales dans l'optique d'étendre le périmètre de la comptabilité analytique ;
 - Réflexions autour de la stratégie de tarification des pôles métiers et réalisation des simulations.
- Pilotage et Gestion des Budgets :
 - Travaux préalables en vue de l'automatisation du processus d'élaboration budgétaire et reporting et préparation du projet de CPS.
 - Proposition et mise en place de solutions facilitant la gestion et le pilotage des coûts et de la performance dans le contexte de crise COVID-19.
- Project Management Office :
 - Création de la structure avec détermination de la vision, des missions, de la feuille de route et du plan de développement ;
 - Réalisation de l'état des lieux des projets de la banque ;
 - Préparation du projet de charte de gestion du portefeuille des projets de la banque

✓ Achats et Support Logistique

Plusieurs réalisations ont marqué l'année 2020 :

- Pandémie Covid-19
 - Soutient des activités de la banque, et gestion proactive du processus Achats, Logistique et Ordonnancement des factures.
 - La DASL a su faire face aux conséquences de cette pandémie : confinement, distanciation sociale, répercussions sur la trésorerie des fournisseurs, en mettant en place les actions suivantes : Espacement des bureaux ; Gestion des séances d'ouverture des plis via teams ; Validation des documents de manière électronique et Optimisation des délais de règlement des factures pour soulager la trésorière des fournisseurs
 - La Direction Achats et Support Logistique a été mobilisée également pour déployer les mesures sanitaires déclinées par la Cellule de Crise Décisionnelle et par les autorités marocaines pour lutter contre la propagation du virus Covid-19 : Organisation des opérations de désinfection des locaux siège, annexe et Casablanca ; Organisation des actions d'acquisition et de distribution de gels hydroalcooliques, masques ; Déploiement de robinets à capteur infrarouge, distributeurs automatique de gel et de savon ; Acquisition et mise à disposition de pc portable, clefs 4g pour assurer le télétravail.
- Effort de modernisation et rafraichissement des espaces de travail
 - Aménagement d'un espace bureau au 1ère étage avec capacité de 62 PT pour les consultants ; Aménagement d'un espace de détente et de co-working en terrasse "Factory";

- Changement de porte d'accès principal et déploiement des mesures de sécurité pour l'agence bancaire
- Renégociation des contrats importants pour améliorer, assainir et optimiser les prestations acquises (Location, gardiennage et sécurité et autres)
- ✓ [Direction du Capital Humain](#)

Plusieurs actions ont marqué l'activité de la Direction du Capital Humain durant l'année 2020 tant en matière de développement RH, que de formations ou de prestations sociales :

- Mise en place d'une cellule d'écoute et de soutien suite à la pandémie Covid 2020
- Lancement du projet de stratification des postes ;
- Digitalisation des processus « formation » et « recrutement » sur le système AGIRH ;
- Lancement des programmes de Formation « Passeport intégration carrière et mobilité » en faveur des collaborateurs de CDG Capital & Filiales ;
- Réalisation de 8 formations métiers et 5 formations transverses en ligne, 4 formations Certifiantes et 2 formations diplômantes.
- Participation aux chantiers RH Groupe CDG : « HAUTS POTENTIELS », « Mobilité Groupe », « Schéma Directeur Formation », « Pilotage de la performance & harmonisation des Systèmes d'évaluation » et la « Mise en place d'un système de classification et d'une politique de rémunération ».
- Projet d'élaboration et de mise en œuvre d'une politique sociale groupe : Participation aux réflexions sur la politique sociale du groupe (étude de l'existant, identification des axes d'amélioration et lancement d'une enquête auprès des collaborateurs pour la conception de la nouvelle Politique Sociale).

✓ [Développement Durable et RSE](#)

Le bilan annuel 2020, comprend les réalisations ci-après :

- Soumission du rapport règlementaire ESG AMMC en avril 2020
- Obtention de l'évaluation de maturité Vigéo de niveau « Avancé »
- Mise en place d'une charte mixité au sein de la banque et sensibilisation des collaborateurs sur le sujet
- Tenue d'une formation sur les critères d'investissement du GCF à l'attention des collaborateurs et des membres du COMEX, financée par la GIZ
- Accompagnement des équipes métiers dans l'instruction de projets à soumettre au GCF (dessalement, projet d'éclairage public)
- Participation à un atelier organisé par Bank Al Maghrib au sujet du projet de circulaire relative à l'intégration des risques environnementaux et des risques climatiques dans le processus de décision des banques
- Participation au Sherpa meetings de l'IDFC (Budapest au mois de mars 2020 et de manière digitale en septembre) ainsi qu'à l'annual meeting en octobre
- Participation au Sommet des banques de développement (Finance in Common) qui s'est tenu le 12 novembre 2020 sous format digital (sujets abordés: role public equity dans la relance et défis de financement de l'eau)

- Pilotage d'un groupe de travail sur le business model des banques de développement au sein de l'IDFC, production d'un rapport et présentation finale des résultats lors du Sherpa meeting de Septembre 2020
- Réalisation d'une étude au Maroc pour analyser les facteurs clés de succès de la coopération entre les banques de développement régionales et nationales en vue de financer les ODDs (CDG et JICA/AFD et KfW)
- Participation à l'animation de webinaires sur le GCF et sur l'impact investing dans le cadre du Forum des Caisses de Dépôt
- Modération de la session de restitution des travaux de recherche externe sur les business models, sponsorisée par IDFC

✓ Direction du Marketing et de la Communication (DMC)

- Communication Interne :
 - Conception et mise en place d'une nouvelle politique de communication interne ;
 - Réalisation d'une communication de crise en période de confinement ;
 - Lancement du blog interne de la banque.
- Communication Externe :
 - Changement de l'identité visuelle de CDG Capital ;
 - Pérennisation de la relation presse et publication presse régulière
 - Webinars COVID19 : marché boursier, économie nationale, ciment
 - Conception et production du rapport d'activité 2019
 - Lancement d'une campagne de communication dédiée au rapport d'activité 2019 (impact)
 - Organisation du webinar sur la finance verte (en partenariat avec l'institut CDG)
 - Communication active autour de la participation de CDG Capital aux principaux événements nationaux et internationaux (finance durable)
- Communication Digitale :
 - Lancement site web Maghreb Titrisation
 - Poursuite de la stratégie d'inbound marketing via notre site web et linkedin
 - Lancement d'une campagne de publicité bourse en ligne et OPCVM

1.1.3 FONCTIONS PILOTAGE ET CONTROLE

✓ Gestion Globale des Risques (GGR)

PCA Pandémie :

- Conception, mise en place et pilotage permanent du dispositif PCA pandémie CDG Capital
- Revue de la méthodologie de provisions IFR9 pour l'établissement des comptes consolidés CDG Capital en y intégrant l'impact Covid 19.
- Revue des portefeuilles de crédit et dette privées pour statuer sur les provisions à l'aube de l'impact de la crise sanitaire covid-19.
- Revue du budget risque suite à la crise sanitaire covid-19 et aux nouveaux besoins métier.

Projets / Actions clés

- Mise en place de limites structurelles de taux et de guidelines d'allocation du passif.
- Renforcement du DLI par des limites de stop loss et de portage.
- Mise en place du système d'information de gestion des risques conjointement avec DG Corporates et Finéa.
- Contribution aux projets transverses: LAB/FT, OPCI et la chaine de valeur Risque DTDSI.
- Mise en place d'un plan de financement d'urgence.
- Mise en place de la cartographie de la chaine dépositaire suivant la démarche « ORSA ».
- Mise en place d'une politique d'externalisation.
- Mise en place d'un dispositif de pilotage des opérations dites décalées.

✓ Organisation et qualité

PCA Pandémie :

- Co-élaboration du référentiel du télétravail applicable à la pandémie : modalités arrêtées avec DCH et DTDSI, normes et règles à observer, Revue et modélisation des modes dégradés des opérations clientèles et des délégations
- Identification des initiatives prioritaires et des opportunités : axes clients et produits
- Accompagnement permanent des métiers et proposition de solutions appropriées pour faire face à différentes circonstances dictées par de multiples facteurs internes et externes

Projets / Actions clés

- Revue organisationnelle de la Banque.
- Revue du dispositif de pilotage exécutif de la Banque.
- Co-pilotage du projet LAB CDG capital et Filiales en collaboration avec la Conformité CDG capital (Chef de projet).
- Montage du projet SAFAKAT, coordination des besoins CDG CAPITAL pour le déploiement du projet avec la CDG.
- Etude des impacts d'un nouveau produit et contribution à la rédaction du cahier des charges de l'outillage du client pour digitaliser la chaine de valeur.

- Pilotage du projet de définition de la chaîne de valeur Risque DTDSI en collaboration avec le Contrôle Permanent, la DGGR et la Conformité.
- Contribution aux projets transverses : OPCI

✓ [Conformité](#)

PCA Pandémie :

- Veille réglementaire pour se conformer aux mesures réglementaires mises en place pour faire face à la situation de crise sanitaire.
- Contribution à toute démarche ayant pour objectif, d'alléger le processus en place, fluidifier l'échange et accélérer les traitements pour répondre aux besoins des clients dans le respect des exigences réglementaires.
- Accompagnement permanent des métiers et proposition de solutions appropriées pour faire face à différentes circonstances dictées par de multiples facteurs internes et externes.

Projets / Actions clés

- Co-pilotage du projet LAB sur le périmètre CDGK et filiales (Responsable de la prestation).
- Elaboration et diffusion d'une version actualisée du Code d'éthique et de Déontologie.
- Renforcement du dispositif d'accès et contrôle des enregistrements téléphoniques.
- Avis sur des projets de revue de politiques groupe (LBC/FT, Fraude et Corruption, Politique Conformité et Charte Conformité)
- Appui permanent aux métiers dans les affaires courantes.
- Contribution aux projets transverses : OPCI et la chaîne de valeur Risque DTDSI

✓ [Juridique](#)

PCA Pandémie :

- Mise en place de dispositifs adaptés au PCA Pandémie (Délégations des pouvoirs, traitements des opérations clientèles...).
- Accompagnement permanent des métiers et proposition de solutions appropriées pour faire face à différentes circonstances dictées par de multiples facteurs internes et externes.

Projets / Actions clés

- Réalisation de l'augmentation de capital de 150 millions de dirhams et accomplissement des formalités légales y afférentes.
- Réalisation de l'opération d'acquisition de la participation de 3CIF dans le capital de Maghreb titrisation.
- Contribution aux projets transverses : LAB/FT et OPCI.
- Appui permanent aux métiers dans les affaires courantes.

✓ Contrôle Permanent

PCA Pandémie :

Mise en place d'un dispositif de contrôle permanent adapté au PCA pandémie pour couvrir les risques inhérents au nouveau mode organisationnel (télétravail partiel ou total, confinement...) :

- Augmentation de la fréquence et l'étendue des contrôles critiques.
- Focus sur la maîtrise des risques opérationnels et du risques de fraude.
- Contrôle renforcé des plateformes de règlement.
- Surveillance des opérations sensibles, atypiques, de forçage, d'annulation et de régularisation post date de valeur.

Projets / Actions clés :

- Réorganisation de la Direction Contrôle Permanent avec comme objectif d'intégrer le DPM et l'instauration du Contrôle Fédéral.
- Refonte du corpus procédural du Contrôle Permanent.
- Elaboration du rapport sur le Contrôle Interne au titre de 2019.
- Contribution aux projets transverses : LAB/FT et OPCI et la chaine de valeur Risque DTDSI

1.2 **Activité des métiers**

PNB par métier

Montants en MDH	2020	2019	Variation
Global Market	106	72	47%
Debt and Equity Finance 'DEFI'	20	24	-17%
CDG Capital Bourse	15	18	-17%
Pôle Corporate & Investment Banking 'CIB'	142	114	25%
Portfolio Management 'DPM'	83	74	12%
CDG Capital Gestion	98	111	-12%
Pôle Investment Management 'PIM'	181	184	-2%
Asset Servicing	70	67	4%
Services Bancaires	13	11	18%
Pôle Securities Services 'P2S'	83	78	6%
Autres Produits	52	18	189%
PNB Social	344	266	29%
PNB Agrégé	405	376	8%

✓ Corporate and Investment Banking :

Le PNB CIB est en évolution de 27 MDH entre 2020 et 2019, cette évolution s'explique par :

- Global Market : Une bonne monétisation de la baisse de la courbe des taux, la réalisation d'opérations de placement de dette privée et le traitement d'opérations de couverture avec des clients dans un contexte d'aversion au risque.
- DEFI : Un Glissement de la concrétisation de certaines missions de Conseil et l'impact du contexte sanitaire sur l'activité de crédit impliquant une absence de visibilité pour les entreprises.
- CDG Capital Bourse : Effet combiné de la baisse du volume du Marché Primaire (-119 MDH) et la hausse du volume Normal (+2 milliards de dirhams).

✓ Investment Management :

Le PNB PIM est en quasi-stabilité rapport à 2019 (-2%), compte tenu des évolutions contrastées ci-après :

- Direction Portfolio Management : hausse de +12% tirée principalement par l'évolution de 3% des actifs et la surperformance des indices de références traduite par une hausse de 5% des performance fees, ainsi que la réalisation d'une mission de conseil en gestion de portefeuille ;
- CDG Capital Gestion : contraction de 12% sous l'effet de la baisse de 47% des performance fees, atténuée par la progression de 10% des frais de gestion fixes (effet plein tarification) .

✓ Pôle Securities' Services (P2S):

Le PNB P2S s'améliore de 6% par rapport à 2019. Cette réalisation s'explique principalement par la hausse des encours moyens facturables affiliés et la hausse des dépôts à vue.

✓ Autres Produits

Les « autres produits nets » totalisent 52 MDH, incluant principalement les dividendes perçus des filiales de CDG Capital pour 48 MDH contre 26 MDH en 2019.

2 Risques et fonds propres

2.1 Stratégie de gestion des risques

CDG Capital s'inscrit dans une approche de gestion intégrée des risques qu'elle encourt dans le cadre de ses activités. Dans ce sens, la Banque accorde une importance majeure à la mise en œuvre d'un dispositif de gestion des risques qui soit efficace, efficient et adapté en permanence. Ce dispositif fait partie intégrante du fonctionnement général de la banque en se greffant sur l'ensemble des phases stratégiques, décisionnelles, commerciales, opérationnelles et de suivi des activités.

L'approche de gestion des risques de CDG Capital est axée autour des objectifs suivants :

- Accompagner les différents métiers de la banque dans leur développement par l'optimisation de leur rentabilité au regard des paramètres risques inhérents à leurs activités ;
- Sécuriser l'ensemble des activités de la banque par la mise en œuvre permanente de dispositifs proactifs de mesure et de maîtrise des risques.

2.2 Mode de gouvernance des risques à CDG Capital :

La gestion des risques au sein de CDG Capital s'applique à l'ensemble des activités de la banque et revêt une dimension transversale de par l'implication de l'ensemble des collaborateurs dans sa mise en œuvre. Elle est régie dans le respect des recommandations des autorités de supervision et en application des normes professionnelles et des meilleures pratiques en la matière.

La gestion des risques à CDG Capital est assurée à tous les niveaux organisationnels, notamment :

- Le Conseil d'Administration ;
- La Direction Générale ;
- La Direction de Gestion Globale des Risques ;
- Les Comités Spécialisés : Comité d'Audit, Comité de Gestion des Risques, ALCO (Comité ALM), Comité de Crédit/Comité des Grands Risques ;
- Les Entités opérationnelles.

A cet effet, CDG Capital a entrepris une série d'actions :

Intégrer la notion de risque dans les processus de prise de décisions business :

- En distillant une culture risque forte dans toute l'organisation via des formations ciblées et continues et des procédures internes ;
- En développant des outils et des méthodes permettant une prise en compte systématique de la composante risque dans la prise de décision business : octroi d'un crédit, prise ferme « *Underwriting* », tarification des transactions, sélection de titres d'investissement, gestion globale de portefeuille ;
- En renforçant la capacité d'analyse des risques crédit et de contrepartie (entreprises, banques, projets, opérations de marché) notamment, par la mise en place d'un système de notation interne des contreparties aligné sur les meilleures pratiques en la matière ;
- En systématisant la prise en compte des risques encourus (réglementaires et modélisés) dans la prise de décision, la compréhension et l'analyse des performances générées.

Focaliser l'attention des collaborateurs sur la réduction du risque opérationnel :

- En recentrant l'attention de l'ensemble des collaborateurs vers une réduction systématique des risques opérationnels à travers des actions de sensibilisation, de formation ciblée et de renforcement des processus opérationnels.
- En affinant la cartographie des risques à travers l'adoption d'une démarche reflétant de manière plus spécifique la réalité des activités de la banque.
- En développant les mesures nécessaires pour mitiger les différents risques opérationnels encourus et pour assurer la continuité de l'activité.

2.3 Présentation du profil de risque de CDG Capital

La typologie des risques retenue par CDG Capital évolue au rythme du développement de l'activité et des exigences réglementaires. La gestion des risques s'articule autour des principales catégories suivantes :

- Risques de crédit ou de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risques de marché ;
- Risques structurels de taux et de liquidité ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays.

2.3.1 RISQUES DE CREDIT ET DE CONCENTRATION

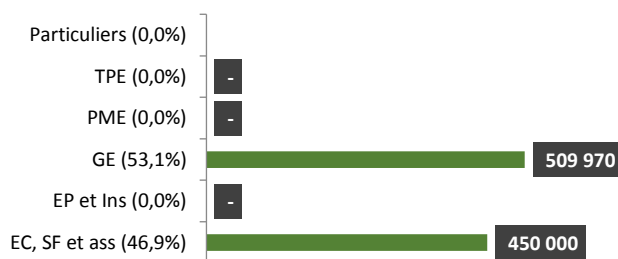
✓ Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate. Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus repris dans la notice technique de gestion des dossiers d'engagements en sa version de référence, définit le fond de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du Comité de Crédit ou du Comité des Grands Risques ;
 - Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie ;
 - Un dispositif de limite d'exposition aligné sur les seuils réglementaires, notamment sur le coefficient maximum de division des risques et calibré en fonction de la notation interne ;
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier ;
 - Un système de revue périodique de portefeuille ;
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles (à risques) composé de deux listes de suivi interne : la Weak et la Watch list.

- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate.
 - Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.
- ✓ [Structure des engagements portés par CDG Capital au 31/12/2020 :](#)

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin 2020 :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement des crédits corporate et de trésorerie, avec une prédominance structurelle des crédits corporate (77,6%).

✓ [Qualité du Risque Crédit porté par CDG Capital \(rating interne\)](#)

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi du crédit (ou de prise d'engagement) et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

Elle représente l'un des instruments de détection de la dégradation ou de l'amélioration d'un risque lors des revues annuelles de portefeuilles. Elle n'a pas pour objectif de se substituer à une décision de prise d'engagement qui nécessite une analyse approfondie du profil de risque de la contrepartie.

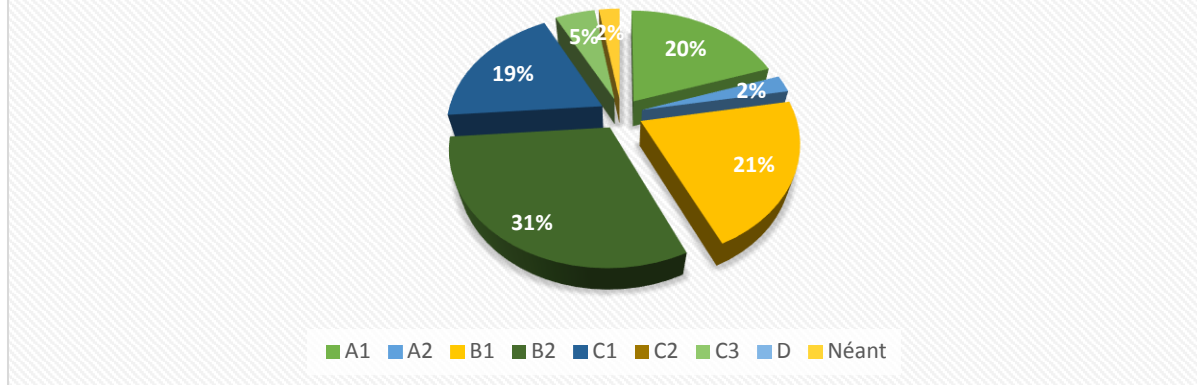
CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises (GE).
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires.
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projet (FP) et l'immobilier professionnel (IP).

o [Focus sur le profil de notation des grandes entreprises](#)

En incluant les expositions crédit et marché (titres de créances, de propriété et engagement de change), la répartition des engagements de CDG Capital sur les grandes entreprises par profil de notation se présente au 31/12/2020 comme suit :

Ventilation en encours de crédit Corporates et en pourcentage par classe de rating interne au 31 décembre 2020



On note une prédominance des contreparties GE dont la notation est qualifiée « Investment Grade ». Elles bénéficient, en effet, des notes internes A1 (20%), A2 (2%), B1 (21%) et B2 (31%) et représentent 74% des engagements GE portés par l'établissement à fin Décembre 2020.

✓ Gestion du risque de concentration

CDG Capital s'inscrit dans l'amélioration continue des pratiques de suivi des engagements et de gestion interne du risque de concentration et de son appréhension par les métiers de la banque.

Cette amélioration s'explique par plusieurs actions, dont notamment :

- Le suivi dynamique des limites internes propres aux grandes entreprises, aux établissements bancaires, aux sociétés de financement et aux fonds gérés par les sociétés de gestion.
- La tenue régulière des reportings internes spécifique au risque de crédit et de contrepartie et permettant de disposer en permanence :
 - D'une vision globale du profil d'exposition en risque de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution.
 - D'un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires fixées par la nouvelle circulaire de Bank Al-Maghrib relative au CMDR.

Par ailleurs, le Comité de Crédit tient compte du risque de concentration dans son examen des différents dossiers d'engagement. Il valide également les dispositifs de limites internes sur les contreparties et examine les demandes de leur dépassement.

✓ Gestion du risque de contrepartie sur les opérations de marché

CDG Capital accorde une importance particulière au suivi de son exposition au risque de contrepartie dans le cadre des opérations de marché afin de minimiser ses pertes en cas de défaillance. Des limites internes et d'autorisation sont définies pour toutes les contreparties (banques, autres institutions financières, entreprises et organismes publics) de la banque et sont mises à jour annuellement. Leur calibrage dépend essentiellement de la qualité du risque de crédit des contreparties, de leur notation interne/externe et des limites de concentration réglementaires dictées par Bank Al Maghrib.

2.3.2 RISQUES DE MARCHÉ :

La gestion des risques de marché est assurée à quatre niveaux hiérarchiquement indépendants :

- Le Front Office Salle des Marchés : tout en cherchant à réaliser les objectifs de performance fixés, il constitue le premier niveau de gestion des risques liés aux opérations et positions qu'il gère. Il est notamment responsable de la déclinaison des stratégies de placement et du respect des limites internes validées ;
- Le Middle Office : s'assure quotidiennement de la régularité des opérations et du respect des limites d'exposition et intuitu personae fixées ;
- La DGGR : chargée d'une part de fixer et de mettre à jour les limites internes d'activité, et d'autre part de détecter, d'analyser et de suivre les différentes positions de la banque en matière de taux et de devises puis de rationaliser ses positions par des autorisations formalisées. Elle édite dans ce sens un reporting adressé à la Direction Générale ;
- La Direction Audit Interne : qui réalise des analyses critiques et indépendantes de la qualité du dispositif, soit dans le cadre des missions d'audit ou ponctuellement à la demande de la Direction Générale ou du Comité d'Audit.

La gestion et le suivi des risques de marché ont été renforcés par la mise en place d'une approche avancée VaR homologuée par Bank Al-Maghrib. La mise en place par CDG Capital d'un modèle interne des risques de marché a été motivée principalement par la volonté de renforcer les outils d'encadrement et de mesure des risques de marché et d'assurer l'alignement des dispositifs de gestion de risques de marché aux meilleures pratiques en la matière

En complément des différents dispositifs en vigueur, CDG Capital dispose d'un système de limites internes des positions et des opérations de la Salle des Marchés. Son objectif est d'assurer la maîtrise des risques de marché encourus.

○ **Modèle interne du risque de marché**

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la *Value at Risk* (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par BAM pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché. L'indicateur VaR a été intégré dans la gestion opérationnelle des risques de marché à travers l'analyse de son évolution quotidienne, la fixation et le suivi de limites de VaR ainsi qu'un reporting hebdomadaire adressé à la Direction Générale et aux opérateurs de la Salle des Marchés. De surcroît, le modèle permet la réalisation de simulations dans le cadre du pilotage global du profil de risque de marché et du développement stratégique de l'activité.

○ **Dispositif des limites internes**

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites :

- Encours des portefeuilles ;
- VaR (globale et par portefeuille) ;
- Encours par émetteur (Corporate, Banques, Institutionnels et OPCVM) ;

- Limites règlementaires de change ;
- Limites par opérateur.

Le suivi des limites fait l'objet d'un état quotidien de la consommation des limites d'encours, de concentration des émetteurs, de VaR et de sensibilité aux taux d'intérêt adressé à la DGGR et aux responsables des lignes-métiers.

En outre, un flash hebdomadaire est communiqué à la Direction Générale illustrant les expositions aux risques de marché ainsi que les résultats dégagés par activité.

Enfin, un reporting trimestriel plus exhaustif, établi par le Middle Office et validé par la DGGR récapitule l'utilisation des limites notifiées à chaque activité et fait état des éventuels dépassements enregistrés.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

La mise à jour des limites internes est cadrée par une procédure interne décrivant la méthodologie et la démarche suivies pour la révision, la mise en place ou la suppression d'une limite. Ainsi, la revue du dispositif intervient à une fréquence annuelle ou à la demande de la Direction Générale, du Front Office ou de l'entité chargée de la gestion des risques.

- **Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres**

Les simulations de scénarii de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

Calculés dans l'outil interne de VaR de CDG Capital, les stress tests visent à estimer la perte résultant d'une évolution défavorable des paramètres de marché. Ceci s'appuie sur des scénarii historiques, des scénarii théoriques ou hypothétiques ainsi que des scénarii adverses :

- Les **stress historiques** consistent à reproduire des ensembles de variations de paramètres de marché observées sur des périodes de crises passées, afin de simuler ex-post les ordres de grandeurs des variations de résultat enregistrés. Si ces jeux de stress n'ont aucun pouvoir prédictif, ils permettent de juger de l'exposition du périmètre à des scénarii connus.
- Les **stress hypothétiques** consistent à simuler des variations de paramètres de marché sur l'ensemble des activités, en s'appuyant sur des hypothèses plausibles de réaction d'un marché par rapport à un autre, en fonction de la nature d'un choc initial. La détermination des chocs est le fruit d'un travail de réflexion et de collaboration avec le front office et les gestionnaires de portefeuilles. Ces scénarii peuvent être définis en fonction de critères économiques, de considérations socio-politiques ou autres.
- Les **stress adverses** ont pour objectif de détecter les situations les plus défavorables pour la banque sur la base des caractéristiques de son portefeuille. Il s'agit de mettre en exergue les vulnérabilités des portefeuilles de CDG Capital parallèlement aux capacités de réaction ou d'ajustement dont elle dispose afin de permettre une prise de décision optimale.

Les différents scénarii de stress tests font l'objet de révisions régulières et leurs mises à jour sont validées dans le cadre du Comité de Gestion de Risques.

En outre, CDG Capital a engagé un chantier permettant de mesurer l'adéquation des fonds propres compte tenu du niveau de risque encouru dans le cadre des activités de marché de la banque. L'objectif

étant de mesurer l'impact des scénarii de stress tests et d'identifier les actions à mettre en œuvre pour faire face aux pertes y afférentes afin de maintenir la solvabilité de la banque à des niveaux acceptables.

2.3.3 RISQUES STRUCTURELS DE TAUX ET DE LIQUIDITE

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

De ce fait, la gestion du risque structurel de taux repose essentiellement sur l'analyse de la structure du bilan et du hors bilan par nature de taux (taux fixe/ taux variable), et vise la réduction du degré d'exposition aux variations du taux d'intérêt au vue de maîtriser la sensibilité sur le résultat prévisionnel et les fonds propres de la banque.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

A fin décembre 2020, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de 4,14% des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'un déplacement parallèle de la courbe de taux de 200 bps.

Pour sa part, le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le *Liquidity Coverage Ratio* (LCR) et une approche globale basée sur un *matching* de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, outre son caractère réglementaire, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarii stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR, avec une moyenne sur l'année 2020 de 257% et un LCR à fin décembre 2020 de 117%.

L'approche globale, quant à elle, repose sur la détermination des impasses de liquidité à travers deux approches d'évaluation (impasse statiques et impasse dynamiques) et sur l'analyse de la structure du bilan. Elle assure ainsi une vision globale sur le profil de liquidité de CDG Capital et permet l'adéquation de la structure des ressources (nature et maturités) à celle des placements. CDG Capital dispose d'un système de limites internes dont la fonction est d'assurer en permanence sa capacité de se prémunir contre les crises de liquidités.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

2.3.4 RISQUES OPERATIONNELS

Au cours des dernières années, CDG Capital a développé des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

- **Sécurité de l'information**

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

- **La surveillance des pertes internes**

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de CDG Capital, depuis 2012. Ce processus a permis aux opérationnels : - de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ; - de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ; - d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ; - de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

2.3.5 PLAN DE CONTINUITE DE L'ACTIVITE (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG CAPITAL, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2013, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2014 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA de la filiale casablancaise CDG Capital Gestion.

L'exercice 2020 a été marqué principalement par l'activation du PCA Pandémie CDG CAPITAL en date du 15 mars 2020. La gestion de crise COVID19 a été placée au centre des actions programmées courant de l'année 2020.

2.4 Fonds propres et profil de solvabilité

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont fixées par les dispositions de la circulaire N° 14/G/2013 de Bank Al-Maghrib relative aux fonds propres des établissements de crédit.

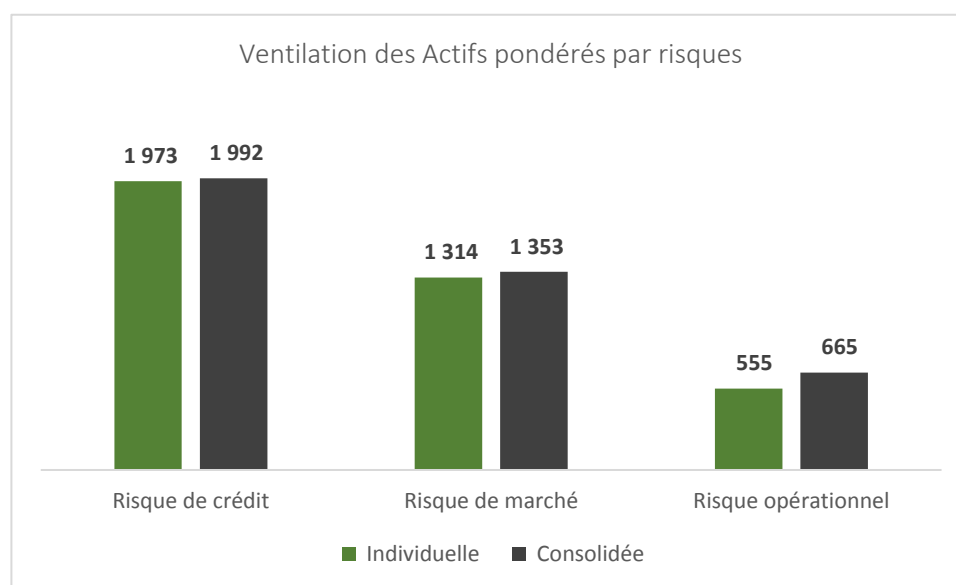
A fin décembre 2020, les fonds propres prudentiels sur base sociale et consolidée s'établissent respectivement à 920 MDH et 987 MDH et demeurent composés pour l'essentiel (96%) des fonds propres de catégorie 1.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par BAM.

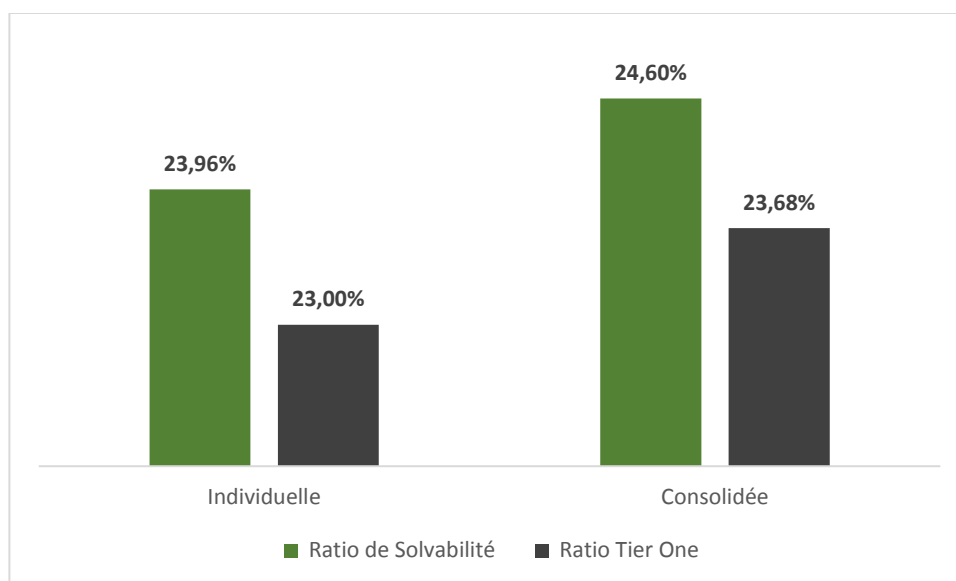
L'exigence en fonds propres globale de CDG Capital couvre les risques de crédit, de marché et opérationnel, et elle est déterminée selon les approches suivantes :

- Approche avancée au titre des risques de marché conformément aux dispositions de la circulaire N° 08/G/2010. CDG Capital procède au calcul de l'exigence marché via son modèle interne de Value at Risk homologué par Bank Al Maghrib en 2013 ;
- Approche standard au titre des risques de crédit conformément aux dispositions de la circulaire N° 26/G/2006 ;
- Approche indicateurs de base au titre des risques opérationnels conformément aux dispositions de la circulaire N° 26/G/2006.

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2020 sur base sociale et consolidée (en MDH) :



A fin décembre 2020, les ratios de solvabilité et Tier One sur base sociale individuelle et consolidée se présentent comme suit :



CDG Capital possède ainsi un excellent profil de solvabilité et une marge significative de prise de risque.

2.5 Système de contrôle permanent

Le groupe s'est doté d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, le groupe a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. L'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

Le contrôle permanent au sein du groupe est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels impliquant ainsi la vigilance de l'ensemble des collaborateurs. Il est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir au courant de l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

Le système de contrôle permanent est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

3 Analyse des comptes au 31 décembre 2020

3.1 Résultats et indicateurs consolidés au 31 décembre 2020

Sans changement par rapport à l'exercice 2019, le périmètre de consolidation du groupe à fin décembre 2020 se présente comme suit :

Dénomination	Secteur d'activité	% du contrôle	% d'intérêt	Méthode de consolidation
CDG Capital	Banque	100,00%	100,00%	Société Mère
CDG Capital Gestion	Gestion d'actifs	100,00%	100,00%	IG
CDG Capital Bourse	Intermédiation boursière	100,00%	100,00%	IG
CDG Capital Real Estate	Gestion de fonds immobiliers et touristiques	100,00%	100,00%	IG

Selon notre appréciation, aucune filiale ne présente de risques spécifiques de nature à influencer l'activité et la situation financière du groupe.

L'évolution des principaux indicateurs consolidés se présente comme suit :

En MDH	2020	2019	Var
PRODUIT NET BANCAIRE	393	357	10%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	171	146	17%
RESULTAT D'EXPLOITATION	155	147	6%
RESULTAT AVANT IMPÔT	156	147	6%
RESULTAT NET	94	91	3%
RESULTAT NET - PART DU GROUPE	94	91	3%
Résultat de base par action (<i>en dirhams</i>)*	10,08	11,72	-14%
Résultat dilué par action (<i>en dirhams</i>)*	10,08	11,72	-14%

(*) Le nombre d'action formant le capital de CDG Capital est passé de 7.800.000 au 31/12/2019 à 9.300.000 actions à fin 2020 suite à l'augmentation de capital réalisée à hauteur de 150 MDH.

Au terme de l'exercice 2020, le PNB consolidé affiche une croissance de 10%, atteignant 393 MDH contre 357 MDH en 2019 (+37 MDH). Cette évolution intègre l'effet contrasté des éléments ci-après :

- L'amélioration de 17,4 MDH de la marge d'intérêt, tirée principalement par la hausse des produits de placements interbancaires et des coupons sur titres en portefeuille, couplée à la quasi-stabilité du coût de refinancement ;
- La hausse de 8% (+ 13 MDH) de la marge sur commissions, portée principalement par les commissions de gestion et de conservation d'actifs ainsi que les commissions sur prestations de conseil financier ;
- La hausse de 17% (+ 19 MDH) des gains nets sur instruments financiers à la juste valeur, attribuable à la bonne performance du portefeuille taux et des placements en OPCVM relevant des activités de marché ;

- La baisse de 14% (- 20,5 MDH) des produits liés aux autres activités, liée notamment à la contraction des frais de gestion dits variables facturés sur des fonds OPCVM sous gestion, en raison d'un contexte de marché moins favorable qu'en 2019.

Au terme de l'exercice 2020, les charges générales d'exploitation évoluent dans l'ensemble de 6% à 198 MDH. Cette variation s'analyse comme suit :

- Les charges de personnel augmentent de 3% à 127 MDH reflétant la progression de la masse salariale ;
- Les impôts et taxes, composés principalement de taxes professionnelles, augmentent de 3% à 3,2 MDH ;
- Les services extérieurs et autres charges augmentent de 12% à 67 MDH.

Pour leur part, les dotations aux amortissements et aux provisions enregistrent une hausse de 1,2 MDH à 24,8 MDH. Cette variation fait suite aux nouveaux investissements en immobilisations corporelles et incorporelles réalisés en 2020 à hauteur de 5,6 MDH.

Dans ce contexte, le résultat brut d'exploitation affiche une progression de 17% atteignant 171 MDH contre 146 MDH en 2019.

Le coût du risque s'établit à 15 MDH contre une reprise nette de 1 MDH en 2019. Cette évolution découle d'une approche prudente d'anticipation des risques dans le contexte de crise sanitaire liée à la Covi19.

Dans ces conditions, le résultat net part du groupe évolue de 3% à 94 MDH tenant compte d'une charge d'impôt en hausse de 10% à 62 MDH.

CDG Capital et de CDG Capital Gestion demeurent les principaux contributeurs en termes d'activité et de résultat, avec des parts respectives de 73% et 24% pour le PNB et de 53% et 48% pour le RNPG.

3.2 Résultats et indicateurs sociaux au 31 décembre 2019

✓ Compte de Résultat

L'évolution des principaux indicateurs de résultat se présente comme suit :

En MDH	2020	2019	Var
PRODUIT NET BANCAIRE	344	266	29%
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	168	95	78%
RESULTAT COURANT	142	109	30%
RESULTAT NON COURANT	-6	-2	NS
RESULTAT NET	92	81	13%

Produit net bancaire (PNB)

Le PNB s'affiche en progression de 29,4% à 343,8 MDH contre 266 MDH une année auparavant (+78 MDH). Cette évolution provient principalement des éléments ci-après :

- Amélioration de la marge d'intérêt de 17 MDH, passant de -40,3 MDH en 2019 à - 23.2 MDH en 2020, sous l'effet conjugué de la hausse des produits d'intérêts de 14 MDH et la baisse des intérêts servis de 2.9 MDH ;
- Hausse de la marge sur commissions de 13.6 MDH à 172 MDH, tirée par la bonne tenue des commissions de gestion et de conservation d'actifs (+12 MDH) ainsi que l'amélioration de 3,9 MDH des commissions de placement de dette privée.
- Augmentation de 25 MDH du résultat des opérations de marché, atteignant 149.2 MDH en 2020 contre 124.1 MDH en 2019. Cette performance est liée principalement à la bonne tenue des portefeuilles taux et OPCVM.
- Hausse des dividendes perçus de 21.7 MDH, atteignant 47.8 MDH en 2020 portée majoritairement par la remontée de dividendes de CDG Capital Gestion.

Résultat Brut d'Exploitation (RBE)

Le RBE s'apprécie de 78% à 168.4 MDH, tirant profit d'une progression du PNB (+29.4%) plus soutenue que celle des charges générales d'exploitation (+11%). Celles-ci se sont élevées à 180.3 MDH à fin 2020, déclinées comme suit :

- des charges de personnel pour 101.3 MDH (+5.5 MDH) ;
- des impôts et taxes pour 2.4 MDH (en quasi-stabilité par rapport à 2019) ;
- des charges externes pour 47 MDH (+4.7 MDH)
- des dotations aux amortissements pour 19.6 MDH (+4.3 MDH)
- des autres charges d'exploitation pour 10 MDH (+2.7 MDH).

Résultat courant

Le résultat s'affiche en hausse de 30% à 142.1 MDH après prise en compte de dotations nettes de reprises aux provisions à hauteur de 26.3 MDH contre des reprises nettes de provisions de 14.3 MDH en 2019.

Résultat non courant

Le résultat non courant inclut principalement la charge liée à la contribution de solidarité sociale pour 5.6 MDH.

Résultat net

Tenant compte d'une charge d'impôt de 44.3 MDH, le Résultat Net de CDG Capital ressort à 91.8 MDH, en hausse de 13% par rapport à l'exercice précédent.

✓ Bilan

Le total bilan de la banque évolue de 18% à 11.8 milliards de dirhams à fin décembre 2020 et demeure structurellement composé majoritairement de titres à l'Actif à hauteur de 78% et de ressources de marché (dettes interbancaires et certificats de dépôt émis) pour 56% du Passif.

ACTIF (en MDH)	déc.-20	déc.-19	Var %
Trésorerie	73	22	232%
Créances interbancaires	659	715	-8%
Créances sur la clientèle	746	386	93%
Titres de transaction & de placement	9 193	7 810	18%
Autres actifs	837	790	6%
Titres de participation	249	246	1%
Immobilisations	76	66	14%
TOTAL ACTIF	11 832	10 035	18%

A l'Actif, cette évolution provient pour l'essentiel des variations ci-après :

- La hausse de 93% de l'encours net des créances à la clientèle, tirée principalement par la nouvelle production de crédits de trésorerie (+ 150 MDH) et la réalisation d'opérations de pensions reçues pour 218 MDH;
- L'augmentation de 18% des portefeuilles titres suite à de nouveaux placements en bons de Trésor (+13%) et en dette privée (+31%) ;

PASSIF (en MDH)	déc.-20	déc.-19	Var %
Dettes interbancaires	4 660	3 310	41%
Dépôts clientèle	1 567	1 506	4%
Titres de créance émis	1 926	1 715	12%
Autres passifs	2 450	2 322	6%
Provisions pour risques et charges	46	21	120%
Capitaux propres	1 182	1 161	2%
dont Résultat net	92	81	13%
TOTAL PASSIF	11 832	10 035	18%

Au passif, l'évolution des ressources met en évidence un recours plus important aux financements interbancaires (+41%) et aux émissions de certificats de dépôts (+12%).

Le poste « Autres passifs » loge principalement la dette sur titres empruntés pour 2 245 MDH contre 2 129 MDH à fin décembre 2019.

✓ Engagements hors-bilan

L'évolution des engagements donnés et reçus se présente comme suit (en MDH) :

Engagements donnés	déc.-20	déc.-19	Var %
Engagements de financement	63	167	-62%
Engagements de garantie	3	1 256	-100%
Autres titres à livrer	2 152	1 573	37%
TOTAL	2 218	2 995	-26%

Engagements reçus	déc.-20	déc.-19	Var %
Engagements de financement	500	500	0%
Engagements de garantie	-	9	-100%
Autres titres à recevoir	140	712	-80%
TOTAL	640	1 221	-48%

La baisse des engagements de financement donnés fait suite aux débloqués de la période.

L'évolution de l'encours des engagements de garantie tient compte de l'arrivée à échéance de l'engagement de garantie de capital liée à un fonds sous mandat de gestion.

L'encours des titres à livrer et à recevoir correspond aux opérations sur titres conclues en 2020, dont les dates de règlement-livraison sont postérieures au 31/12/2020.

Au même titre que l'exercice précédent, les engagements de financement reçus logent principalement une ligne de trésorerie stand-by pour 500 MDH.

3.3 Informations sur les dettes fournisseurs

Conformément aux dispositions de la loi 32-10 relative aux délais de paiement, il convient de noter que la décomposition par échéance des dettes fournisseurs au 31 décembre 2020 se présente comme suit (montants en milliers de dirhams) :

Date d'arrêté	Montant des dettes fournisseurs à la clôture	Montant des dettes non échues	Montant des dettes échues			
			(B) Dettes échues de moins 30 jours	(C) Dettes échues entre 31 et 60 jours	(D) Dettes échues entre 61 et 90 jours	(E) Dettes échues de plus de 90 jours
	A+B+C+D+E	(A)				
31/12/2018	3 343	0	235	280	90	2 738
31/12/2019	3 001	1944	274	365	241	177
31/12/2020	3 521	1 402	820	194	18	1 087

Au moment de la clôture des comptes, aucune notification, ni aucun risque de pénalité n'a été recensé par CDG Capital.

4 Mise en conformité aux dispositions légales

Conformément aux dispositions de l'article 142 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée, il est repris, en annexe, la liste des mandats des administrateurs de CDG Capital dans d'autres conseils d'administration ou conseils de surveillance ainsi que leurs emplois ou fonctions principaux au cours de l'exercice 2020.

5 Perspectives d'avenir

CDG Capital continue de développer ses activités et de contribuer à la maturation du marché financier dans lequel elle évolue. Pour cela, CDG Capital repose sur six éléments qui reflètent sa mission :

- 1) Clients : Nos clients sont notre première priorité et leur satisfaction est notre préoccupation principale ;
- 2) Performance Financière : Nos résultats financiers doivent être à la hauteur des attentes de nos actionnaires ;
- 3) Capital Humain : Nos collaborateurs sont notre réel capital et nous cultivons leur excellence ;
- 4) Plateforme Opérationnelle : Notre plateforme est constamment améliorée la rendant plus robuste et fluide pour permettre le bon fonctionnement de notre activité ;
- 5) Gestion de Risque : Au-delà de la prudence, notre approche risque nous permet de maximiser notre rendement et celui de nos clients pour le niveau de risque accepté ;
- 6) Innovation : L'innovation nous permet de nous démarquer de la compétition en offrant des solutions sur mesure pour nos clients, et ainsi encourager le développement du marché financier Marocain.

Le management de CDG Capital reste à l'écoute des besoins de l'organisation en allouant les moyens nécessaires, aussi bien humains que matériels pour permettre à la Banque d'atteindre ses ambitions.

6 Proposition d'affectation du résultat

Le Conseil d'Administration propose d'affecter le bénéfice net de l'exercice 2020 comme suit :

Bénéfice de l'exercice	91 800 733,05
Réserve légale	(4 590 036,65)
Nouveau solde à répartir	87 210 696,40
Report à nouveau des exercices antérieurs	396 494,88
Bénéfice distribuable	87 607 191,28
Dividendes à distribuer	(87 420 000,00)
Réserve facultative	-
Report à nouveau	187 191,28

En conséquence de cette affectation, il sera attribué à chacune des 9 300 000 actions composant le capital social, un dividende brut de 9.40 dirhams (neuf dirhams et quarante centimes) par action libérée en totalité.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

Abdellatif ZAGHNOUN
Président du Conseil d'Administration

Annexe : Mandats sociaux exercés au 31 décembre 2020

1. Monsieur ABDELATTIF ZAGHOUN

Société	Instance de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Membre
Bank Of Africa	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
BARID AL MAGHRIB "BAM"	Conseil d'administration	Membre
Société Centrale de Réassurance "SCR"	Conseil d'administration	Président
CFCA	Conseil d'administration	Membre
CDG Capital	Conseil d'administration	Président
CDG Invest	Conseil d'Administration	Président
Fipar Holding	Conseil d'administration	Président
CIMAR	Conseil d'administration	Vice-Président
Orange	Conseil d'administration	Membre
TMPA	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Fonds Marocain de Placement "FMP"	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Président
Société Marocaine de Valorisation des Kasbahs "SMVK "	Conseil d'administration	Vice-Président
UIR	Conseil d'administration	Membre
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Président
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Président
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Président
Institut Marocain des Administrateurs	Conseil d'administration	Président
Société d'Aménagement Ryad	Conseil d'administration	Président
TMSA	Conseil de surveillance	Membre
CDG Développe	Conseil d'administration	Président
NOVEC	Conseil d'administration	Président
MEDZ	Conseil de surveillance	Président
CGI	Conseil d'administration	Président
SONADAC	Conseil d'administration	Vice-Président
AUDA	Conseil d'administration	Président
SAZ	Conseil d'administration	Président
PATRILOG	Conseil d'administration	Président
Société de Développement de Saidia "SDS"	Conseil d'administration	Président
Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de Taghazout "SAPST "	Conseil d'administration	Président
Al Akhawayn University (AUI)	Conseil d'administration	Membre
Al Omrane	Conseil de Surveillance	Membre
Oued Chbika Développement	Conseil d'administration	Membre

2. Madame Latifa ECHIHABI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Administrateur
AL BARID BANK	Conseil de Surveillance	Représentant permanent CDG
FINEA	Conseil d'administration	Président du CA
AJARINVEST	Conseil d'administration	Président du CA
SOCIETE CENTRALE DE REASSURANCE	Conseil d'administration	Administrateur
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Administrateur
CDG INVEST	Conseil d'Administration	Administrateur
Fipar Holding	Conseil d'administration	Administrateur
MADAEF	Conseil d'administration	Administrateur
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Administrateur
CDG Développement	Conseil d'administration	Administrateur
NOVEC	Conseil d'administration	Administrateur
MEDZ	Conseil d'administration	Administrateur
CGI	Conseil d'administration	Administrateur
Société d'Aménagement de Zenata	Conseil d'administration	Administrateur
FONDATION CDG	Conseil d'administration	Administrateur
FONDATION AHLY	Conseil d'administration	Administrateur

3. Monsieur Mustapha LAHBOUBI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Membre
Massira Capital Management "MCM"	Conseil d'administration	Président
MCM	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Crédit Agricole du Maroc "CAM"	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
SCR	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
SBVC	Conseil d'administration	Membre
UMNIA BANK	Conseil d'administration	Membre
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	RP CDG
CDG Invest	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Fonds Maroc Forêts	Conseil d'administration	Président
FONDS INFRAMAROC	Conseil d'administration	Président
FONDS INFRAMAROC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CAPMEZZ I	Conseil d'administration	Président
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Mdina Bus	Conseil d'administration	Membre
UIR	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Membre
DXC TECHNOLOGY	Conseil de surveillance	Président
CDG Dév	Conseil d'administration	Membre
MEDZ	Conseil de surveillance	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
Société de Développement de Saidia	Conseil d'administration	Membre
Société d'Aménagement et de Promotion de la Station de Taghazout "SAPST"	Conseil d'administration	Membre

4. Monsieur Mohamed Amine FILALI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	RP MCM
Nama Holding (ex Acacia Participations)	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
FINEA	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
SOCIETE CENTRALE DE REASSURANCE	Conseil d'administration	Membre
CDG CAPITAL	Conseil d'administration	Membre
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
CDG DEV	Conseil d'administration	Membre
FIPAR	Conseil d'administration	Membre
MEDZ	Conseil de surveillance	Représentant permanent CDG
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre

5. Monsieur Khalid EL HATTAB

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
CIH	Conseil d'administration	Membre
Maroclear	Conseil d'administration	Membre
FINEA	Conseil d'administration	Membre
AJARINVEST	Conseil d'administration	Membre
UMNIA BANK	Conseil de surveillance	Membre
CDG PREMIUM IMMO	Conseil d'administration	Président
CDG Pierre SECURE	Conseil d'administration	Président
Atlanta-Sanad	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CDG Capital	Conseil d'administration	Membre
Fipar Holding	Conseil d'administration	Membre
CDG Invest	Conseil d'administration	Membre
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Président
CAPMEZZ II	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
MADAEF	Conseil d'administration	Membre
SHRA	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
FONCIERE UIR	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Foncière Chellah	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
Lafarge Holcim Maroc	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
FEC	Conseil d'administration	Représentant permanent CDG
CDG DEV	Conseil d'administration	RP CDG
SAZ	Conseil d'administration	Membre
CGI	Conseil d'administration	Membre
Fondation CDG	Conseil d'administration	Administrateur

6. Monsieur Nouaman AL AISSAMI

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
Africa 50	Conseil d'administration	Membre
Fonds de Solidarité contre les Catastrophes Naturelles	Conseil d'administration	Membre

7. Monsieur Thierry Jean-Philippe SCIARD (administrateur indépendant)

Sociétés	Instances de Gouvernance	Qualité
VTB Capital Plc	Conseil d'administration	Membre Indépendant
VTB Holdco	Conseil d'administration	Membre Indépendant



CDG CAPITAL

Place Moulay El Hassan, Tour Mamounia,
BP 1045, Rabat

Tél. : 05 37 66 52 52 (LG)

Fax : 05 37 66 52 00

E-mail : cdgcapital@cdgcapital.ma

www.cdgcapital.ma

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc

mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

GROUPE CDG CAPITAL S.A

**RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS
FINANCIERS CONSOLIDES**

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Aux Actionnaires de

CDG CAPITAL S.A

Rabat

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR LES ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Audit des états financiers consolidés

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de CDG Capital et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2020, ainsi que l'état consolidé du résultat global, l'état consolidé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes annexes, y compris un résumé des principales méthodes comptables. Ces états financiers consolidés font ressortir un montant de capitaux propres consolidés de KMAD 1.190.779, dont un bénéfice net consolidé de KMAD 93.714.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 11 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie du Covid-19, sur la base des éléments disponible à cette date.

Nous certifions que les états financiers consolidés cités au premier paragraphe ci-dessus, sont réguliers et sincères et donnent dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du groupe au 31 décembre 2020, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date, conformément aux Normes Internationales d'Information Financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants du groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Maroc et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états financiers consolidés de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états financiers consolidés pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Évaluation des instruments financiers classés en niveau 2	
<p>Comme indiqué au niveau des notes annexes 5.1.2 et 5.1.3 aux comptes consolidés, les instruments financiers classés en niveau 2 s'élèvent à 8.962.267 KMAD au 31 décembre 2020.</p> <p>L'estimation de la juste valeur de ces instruments financiers est déterminée selon les principes décrits au niveau de la note 3.1 « Instruments financiers » de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation de ces instruments financiers constitue un point clé de l'audit, ces instruments financiers étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation en date de clôture.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne du Groupe et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Examiner le dispositif de gouvernance autour des modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau du Groupe ;- Tester par sondage l'évaluation des instruments financiers classés en niveau 2 ;- Examiner les informations relatives à l'évaluation des instruments financiers présentées au niveau des annexes aux comptes consolidés.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions se rapportant à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le groupe ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du groupe.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du groupe ;

- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation ;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant les informations financières des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe. Nous assumons l'entière responsabilité de l'opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT



Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi

Associée

MAZARS AUDIT ET CONSEIL



MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél.: 05 22 42 34 25
Fax: 05 22 42 34 00

Taha Ferdaous

Associé

COMPTES CONSOLIDES - Au 31 DECEMBRE 2020

NOTES AUX COMPTES CONSOLIDES

NOTE 1 : REFERENTIELS APPLICABLES

REFERENTIEL COMPTABLE

Les comptes consolidés du Groupe CDG Capital sont établis conformément aux normes comptables internationales (International Financial Reporting Standards – IFRS). Le Groupe n'a pas anticipé l'application des nouvelles normes, amendements et interprétations lorsque l'application en 2020 est optionnelle.

BASES DE PRESENTATION

En l'absence de modèle standard préconisé par le référentiel IFRS, le format des états de synthèse utilisé est conforme au modèle des états de synthèse proposé au chapitre IV du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC).

Les états financiers consolidés sont exprimés en milliers de dirhams, sauf mention contraire.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL

Pour Identification

NOTE 2 : PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les comptes consolidés de CDG Capital sont établis à partir des comptes individuels de CDG Capital et de toutes les entités sur lesquelles elle exerce un contrôle exclusif, contrôle conjoint ou influence notable.

La nature du contrôle détermine la méthode de consolidation à retenir : intégration globale pour les entités contrôlées exclusivement selon la norme IFRS 10 « États financiers consolidés » et la mise en équivalence pour les entreprises associées et les coentreprises selon la norme IAS 28 « Participations dans des entreprises associées et des coentreprises ».

A fin décembre 2020, le périmètre de consolidation du Groupe CDG Capital inclut les entités ci-après :

Dénomination sociale	31/12/2020		31/12/2019		Méthode de consolidation
	% Intérêt	% Contrôle	% Intérêt	% Contrôle	
CDG Capital	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Consolidante
CDG Capital Gestion	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Bourse	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale
CDG Capital Real Estate	100,00%	100,00%	100,00%	100,00%	Intégration Globale

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés conformément à la méthode de l'acquisition. Dans le cas d'une première consolidation d'une entité, le Groupe procède dans un délai n'excédant pas un an à compter de la date d'acquisition à l'évaluation de tous les actifs, passifs et passifs éventuels à leur juste valeur.

Pour les regroupements d'entreprise intervenus avant le 1^{er} janvier 2007, date de transition au référentiel IFRS pour le Groupe, l'écart d'acquisition (goodwill) est maintenu à son coût présumé qui représente le montant comptabilisé selon les

principes comptables marocains, conformément à l'option offerte par la norme IFRS 1 « Première adoption des normes IFRS ».

Les écarts d'acquisition font l'objet d'une revue régulière par le Groupe et de tests de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur et au minimum une fois par an.

NOTE 3 : PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

3.1 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les actifs financiers sont classés au coût amorti, à la juste valeur par capitaux propres ou à la juste valeur par résultat selon le modèle de gestion et les caractéristiques contractuelles des instruments lors de la comptabilisation initiale.

Les passifs financiers sont classés au coût amorti ou à la juste valeur par résultat lors de la comptabilisation initiale.

Les actifs et les passifs financiers sont comptabilisés au bilan lorsque le Groupe devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument.

Actifs financiers à la juste valeur par résultat

Cette rubrique est constituée des instruments détenus à des fins de transaction, y compris les dérivés, les instruments de capitaux propres pour lesquels l'option d'un classement en juste valeur par capitaux propres n'a pas été retenue, ainsi que les autres instruments de dette qui ne remplissent pas le critère du modèle de gestion « collecte » ou « collecte et vente », ou celui des flux de trésorerie.

Ces instruments financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, les frais de transaction initiaux étant directement comptabilisés en compte de résultat. En date d'arrêté, les variations de la juste valeur sont portées en résultat. Il en est de même des revenus, des dividendes et des plus et moins-values de cession réalisées.

Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

Les instruments de dette sont classés en juste valeur par capitaux propres si les deux critères suivants sont réunis : l'objectif du modèle est atteint à la fois par la perception des flux de trésorerie contractuels et la vente des actifs financiers (« collecte et vente »), et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Lors de leur comptabilisation initiale, les actifs financiers sont comptabilisés à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération. Ils sont évalués ultérieurement à la juste valeur et les variations de valeur de marché sont enregistrées en capitaux propres recyclables. Ces actifs financiers font également l'objet d'un calcul de pertes attendues au titre du risque de crédit.

Par ailleurs, les intérêts sont comptabilisés au compte de résultat selon la méthode du taux d'intérêt effectif déterminé à l'origine du contrat.

Détermination de la juste valeur des instruments financiers

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

CDG CAPITAL

Le Groupe détermine la juste valeur des instruments financiers, soit en utilisant des prix obtenus directement à partir de données externes, soit en utilisant des techniques de valorisation fondées sur l'utilisation au maximum de données observables. Dans ces conditions, les instruments financiers évalués à la juste valeur sont répartis selon la hiérarchie ci-après :

- **Niveau 1** : les valeurs de marché utilisées correspondent aux prix cotés sur des marchés réglementés, de même que sur des marchés assimilés, dès lors qu'ils sont actifs ; ce qui implique l'existence d'un volume et d'une fréquence suffisants de transactions ainsi qu'une disponibilité continue des prix.
- **Niveau 2** : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs sont observables sur les marchés. Ces techniques sont régulièrement calibrées pour refléter les conditions actuelles du marché.
- **Niveau 3** : les valeurs de marché sont déterminées avec des techniques de valorisation dont les paramètres significatifs utilisés sont non observables ou ne peuvent être corroborés par des données de marché (par exemple en raison de l'absence de liquidité de l'instrument ou d'un risque de modèle significatif).

Actifs financiers au coût amorti

Les actifs financiers sont classés au coût amorti si les deux critères suivants sont remplis : le modèle de gestion consiste à détenir l'instrument afin d'en collecter les flux de trésorerie contractuels (« collecte ») et les flux de trésorerie sont uniquement constitués de paiements relatifs au principal et d'intérêts sur le principal.

Les actifs financiers sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, y compris les coûts de transaction directement imputables à l'opération ainsi que les commissions liées à la mise en place des crédits. Ils sont évalués ultérieurement au coût amorti. Ces actifs financiers font également l'objet dès l'origine d'un calcul de dépréciation pour pertes attendues au titre du risque de crédit.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Dépréciation des instruments financiers

Le modèle de dépréciation pour risque de crédit est fondé sur les pertes attendues. Le Groupe identifie trois strates (buckets) correspondant chacune à une situation spécifique au regard de l'évolution du risque de crédit de la contrepartie depuis la comptabilisation initiale de l'actif :

- Pertes de crédit attendues à 12 mois (« bucket 1 ») : si, à la date d'arrêt, le risque de crédit de l'instrument financier n'a pas augmenté de manière significative depuis sa comptabilisation initiale, cet instrument fait l'objet d'une provision pour dépréciation pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à 12 mois (résultant de risques de défaut dans les 12 mois à venir).
- Pertes de crédit à maturité pour les actifs non dépréciés (« bucket 2 ») : la provision pour dépréciation est évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues sur la durée de vie (à maturité) si le risque de crédit de l'instrument financier a augmenté de manière significative depuis la

comptabilisation initiale sans que l'actif financier soit déprécié.

- Pertes de crédit attendues à maturité pour les actifs financiers dépréciés (« bucket 3 ») : Lorsqu'un actif est déprécié, la provision pour dépréciation est également évaluée pour un montant égal aux pertes de crédit attendues à maturité.

Ce modèle est appliqué à l'ensemble des instruments dans le champ de la dépréciation d'IFRS 9, à l'exception des actifs dépréciés dès leur acquisition ou leur émission et des instruments pour lesquels un modèle simplifié est autorisé.

Augmentation significative du risque de crédit

L'augmentation significative du risque de crédit est apprécié sur une base individuelle en tenant compte de toutes les informations raisonnables et justifiables et en comparant le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de clôture avec le risque de défaillance sur l'instrument financier à la date de la comptabilisation initiale.

L'appréciation de la détérioration repose notamment sur la comparaison des probabilités de défaut et des notations en date de comptabilisation initiale des instruments financiers avec celles existant en date de clôture.

Définition du défaut

La définition du défaut est alignée avec la réglementation de Bank AL-Maghrib relative aux créances en souffrance, avec une présomption réfutable que l'entrée en défaut se fait au plus tard au-delà de 90 jours d'impayés.

Mesure des pertes de crédit attendues

Les pertes de crédit attendues sont calculées de manière individuelle, pour chaque exposition.

En pratique, pour les expositions classées en strate 1 et en strate 2, les pertes de crédit attendues sont calculées comme le produit de la probabilité de défaut (PD), la perte en cas de défaut (Loss Given Default, LGD) et le montant de l'exposition en cas de défaut (Exposure at Default, EAD) actualisés au taux d'intérêt effectif de l'exposition. Le Groupe applique une LGD forfaitaire de 45% ; taux dérivé de l'approche standard de Bâle II. Lorsque il n'y a pas suffisamment de données pour calibrer les paramètres du risque (PD, LGD), le calcul de l'ECL est fondé sur les pertes et / ou provisions individuelles observées historiquement sur le portefeuille concerné.

Pour les expositions classées en strate 3, les pertes de crédit attendues sont calculées comme la valeur actualisée au taux d'intérêt effectif des déficits de trésorerie sur la durée de vie de l'instrument.

Informations prospectives

Le Groupe prend en compte des informations prospectives à la fois dans l'estimation de l'augmentation significative du risque de crédit et dans la mesure des pertes de crédit attendues.

CDG capital a fait le choix de mettre en place trois scénarii macro-économiques couvrant un large panel de conditions économiques futures potentielles :

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

- Un scénario de base qui correspond à la situation actuelle de l'économie marocaine dont la probabilité de réalisation est estimée à 50% ;
- Un scénario optimiste dont la probabilité de réalisation est estimée à 20% ;
- Un scénario adverse où la situation macroéconomique globale du Maroc se dégrade et dont la probabilité de réalisation est estimée à 30%.

Pour l'élaboration desdits scénarii prospectifs, CDG Capital a analysé les principaux facteurs macroéconomiques déterminants et leurs impacts sur le portefeuille actuel. CDG Capital revoit à fréquence annuelle la pertinence et le champ d'application en fonction de l'évolution de la nature et la composition du portefeuille émetteur interne.

Décomptabilisation d'actifs ou de passifs financiers

Le Groupe décomptabilise tout ou partie d'un actif financier (ou d'un groupe d'actifs similaires) lorsque les droits contractuels aux flux de trésorerie de l'actif expirent ou lorsque le Groupe a transféré les droits contractuels à recevoir les flux de trésorerie de l'actif financier et la quasi-totalité des risques et avantages liés à la propriété de cet actif.

Le Groupe décomptabilise un passif financier (ou une partie de passif financier) seulement lorsque ce passif financier est éteint, c'est-à-dire lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou arrivée à expiration.

3.2 IMMOBILISATIONS

Les immobilisations incluent les immobilisations corporelles et incorporelles d'exploitation ainsi que les immeubles de placement. Elles font l'objet d'un test de dépréciation lorsqu'à la date de clôture, d'éventuels indices de perte de valeur sont identifiées, conformément aux dispositions de la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs ».

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont inscrites au bilan à leur coût d'acquisition initial, diminué du cumul des amortissements et des éventuelles pertes de valeur.

Les immobilisations incorporelles identifiables acquises dont la durée d'utilité est définie sont amorties linéairement en fonction de leur propre durée d'utilité dès la date de leur mise en service.

Les éléments comptabilisés en immobilisations incorporelles sont constitués essentiellement par des logiciels acquis, comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et/ou des dépréciations constatés depuis leur date d'acquisition. Les logiciels créés sont comptabilisés à leur coût de production diminué des amortissements ou des dépréciations constatés depuis leur date d'achèvement.

Les logiciels dont la durée d'utilité est définie sont amortis sur une période allant de 5 à 10 ans.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût d'acquisition historique, diminué du cumul des amortissements et, le cas échéant, du cumul des pertes de valeur.

Les coûts d'emprunts relatifs aux capitaux utilisés pour financer les investissements, pendant la période de construction ou d'acquisition, sont intégrés dans le coût historique lorsque les actifs concernés sont éligibles selon la norme IAS 23 « coûts d'emprunts ».

Les coûts d'entretien courants sont comptabilisés en charges de la période à l'exception de ceux qui prolongent la durée d'utilisation ou augmentent la valeur du bien concerné, qui sont immobilisés.

Les amortissements sont pratiqués linéairement en fonction des durées d'utilité des immobilisations corporelles ou de leurs composants.

➤ Immeubles et constructions :

		CATÉGORIE A	CATÉGORIE B	CATÉGORIE C	CATÉGORIE D
COMPOSANTS		Terrassement	Menuiserie extérieure	Étanchéité	Plomberie et sanitaire
		Gros œuvre	Menuiserie intérieure	Électricité	Détection et protection incendie
			Revêtement sol et mur intérieur	Pré câblage tél. & inf.	Ascenseurs
			Revêtement façade	Grands travaux de construction	Climatisation VMC
			Faux plafond		Stores
			Cloisons amovibles		Peinture Miroiterie
			Faux plancher informatique		Réseau téléphonique
			Couvre joint de dilatation		Signalisation
			Aménagement extérieur		
DUREE D'UTILITE		70 ans	30 ans	15 ans	10 ans

➤ Autres immobilisations corporelles :

Eléments	Durée d'amortissement
Matériel de transport	5 ans
Matériel de bureau	5 à 10 ans
Mobilier de bureau	10 ans
Matériel informatique	5 à 20 ans
Agencements et aménagements	10 ans

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

L'ensemble de ces dispositions concernant les immobilisations corporelles est également appliqué aux actifs corporels détenus par l'intermédiaire d'un contrat de location financement.

Immeubles de placement

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi.

Conformément à l'option offerte par la norme IAS 40 « immeubles de placement », les immeubles de placement sont comptabilisés au coût amorti diminué des éventuelles pertes de valeur, avec indication de la juste valeur en annexes.

3.3 CONTRATS DE LOCATION

La norme IFRS 16 est d'application obligatoire pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2019. Imposant ainsi pour les locataires un modèle visant à comptabiliser au bilan tous les contrats de location « location simple et location financement » :

- Un droit d'utilisation et son amortissement ;
- Un passif de location actualisé.

Le Groupe a retenu la possibilité offerte de ne pas appliquer les dispositions de la norme IFRS 16 aux contrats de courte durée et les contrats portant sur des actifs de faible valeur.

Les principales hypothèses utilisées dans l'évaluation des droits d'utilisation et dettes de location sont les suivantes :

- Les durées de location correspondent à la période non résiliable des contrats, complétée le cas échéant des options de renouvellement dont l'exercice est jugé raisonnablement certain ;
- Le taux d'actualisation utilisé pour le droit d'utilisation comme pour le passif de location est le taux d'emprunt marginal pour une durée correspondant à la durée du contrat.

3.4 ACTIFS NON COURANTS DETENUS EN VUE DE LA VENTE ET ACTIVITES ABANDONNEES

Lorsque le Groupe décide de vendre des actifs non courants, et lorsqu'il est hautement probable que cette vente interviendra dans les douze mois, ces actifs sont présentés séparément au bilan dans le poste « Actifs non courants destinés à être cédés ». Les passifs qui leur sont éventuellement liés sont présentés séparément dans le poste « Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés ».

Les actifs non courants détenus en vue de la vente et les groupes d'actifs destinés à être cédés sont évalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de sortie. A compter de la date d'une telle classification, l'actif cesse d'être amorti.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

En cas de perte de valeur constatée sur un actif ou un groupe d'actifs et de passifs, une dépréciation est constatée en résultat. Les pertes de valeur comptabilisées à ce titre sont réversibles.

3.5 IMPOTS DIFFERES

La norme IAS 12 « Impôts sur le résultat » impose la comptabilisation d'impôts différés pour l'ensemble des différences temporelles existantes entre les valeurs fiscales et comptables des actifs et des passifs de l'état de la situation financière, à l'exception des goodwill.

Les taux d'impôt retenus sont ceux dont l'application est attendue lors de la réalisation de l'actif ou du passif dans la mesure où ces taux ont été adoptés ou quasi adoptés à la date de clôture de l'exercice.

Le montant d'impôts différés est déterminé au niveau de chaque entité fiscale.

Les actifs d'impôts relatifs aux différences temporelles et aux reports déficitaires ne sont comptabilisés que dans la mesure où il est probable qu'un profit taxable futur déterminé avec suffisamment de précision sera dégagé au niveau de l'entité fiscale.

Les impôts exigibles et/ou différés sont comptabilisés au niveau de l'état du résultat global de la période sauf s'ils sont générés par une transaction ou un événement comptabilisé directement en capitaux propres.

Le calcul des impôts différés ne fait pas l'objet d'une actualisation.

3.6 COUT DU RISQUE

Le coût du risque comprend, au titre du risque de crédit, les dotations et reprises de provisions couvrant les pertes de crédit attendues à 12 mois et à maturité (buckets 1 et 2), les dotations et reprises de provisions des actifs dépréciés (bucket 3), les pertes sur créances irrécouvrables ainsi que les récupérations sur créances amorties.

3.7 PROVISIONS

Le Groupe comptabilise une provision dès lors qu'il existe une obligation actuelle juridique ou implicite envers un tiers qui se traduira par une sortie de ressources, sans contrepartie attendue, nécessaire pour éteindre cette obligation et pouvant être estimée de façon fiable.

Les montants comptabilisés sont actualisés lorsque l'effet du passage du temps est significatif. Cet effet est comptabilisé en résultat financier.

Les passifs éventuels hors regroupement d'entreprises ne sont pas comptabilisés. Toutefois, il y a lieu de les mentionner en annexes s'ils sont significatifs.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

NOTE 4 : JUGEMENTS UTILISES DANS LA PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

La préparation des états financiers du Groupe exige du management la formulation d'hypothèses et la réalisation d'estimations qui se traduisent dans la détermination des produits et des charges comme dans l'évaluation des actifs et passifs du bilan et dans la confection des notes annexes qui leur sont rattachées.

Le Groupe procède à ces estimations et appréciations de façon continue sur la base de son expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement de ces appréciations.

Les montants qui figurent dans ses futurs états financiers consolidés sont susceptibles de différer de ces estimations en fonction de l'évolution de ces hypothèses.

Les principales estimations significatives faites par le Groupe portent notamment sur les éléments ci-après :

- Le calcul des pertes de crédit attendues avec plus particulièrement l'évaluation du critère d'augmentation significative du risque de crédit, les modèles et hypothèses utilisés pour la mesure des pertes de crédit attendues, la détermination des différents scénarios économiques et de leur pondération ;
- L'usage de modèles internes pour le calcul de la valeur de marché des instruments financiers non cotés sur un marché actif ;
- Des tests de dépréciation effectués sur les actifs incorporels (goodwill principalement) ;
- Des provisions pour risque et charges entrant dans le champ d'application de la norme IAS 37.

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

NOTE 5 À 12 : INFORMATIONS RELATIVES À L'ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2020

5.1

En milliers de dirhams

ACTIF	Notes	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	5.1.1	73 027	21 636
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	5.1.2	7 215 827	5 865 792
Actifs financiers détenus à des fins de transaction		6 702 718	5 253 132
Autres Actifs financiers à la juste valeur par résultat		513 109	612 661
Instruments dérivés de couverture		-	-
Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	5.1.3	2 176 617	2 173 668
Instruments de dettes comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables		2 127 344	2 124 394
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables		49 274	49 274
Titres au coût amorti	5.1.4	-	-
Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés, au coût amorti	5.1.5	710 951	772 919
Prêts et créances sur la clientèle, au coût amorti	5.1.6	739 330	384 650
Ecart de réévaluation actif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Placements des activités d'assurance		-	-
Actifs d'impôt exigible		4 871	5 594
Actifs d'impôt différé		17 106	6 274
Comptes de régularisation et autres actifs		821 022	865 834
Actifs non courants destinés à être cédés	5.1.7	-	-
Participations dans des entreprises mises en équivalence		-	-
Immeubles de placement		-	-
Immobilisations corporelles	5.1.8	92 890	61 911
Immobilisations incorporelles	5.1.9	58 000	46 083
Ecart d'acquisition	5.1.10	98 235	98 235
TOTAL ACTIF		12 007 876	10 302 595

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour l'identification

ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉ

31/12/2020

5.2

PASSIF	Notes	En milliers de dirhams	
		31/12/2020	31/12/2019
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux		-	-
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	5.2.1	42 524	64 233
Passifs financiers détenus à des fins de transaction		42 524	64 233
Passifs financiers à la juste valeur par résultat sur option		-	-
Instruments dérivés de couverture		-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	5.2.2	4 723 759	3 338 889
Dettes envers la clientèle	5.2.3	1 550 452	1 480 906
Titres de créance émis	5.2.4	1 926 197	1 714 786
Ecart de réévaluation passif des portefeuilles couverts en taux		-	-
Passifs d'impôt exigible		45 834	41 482
Passifs d'impôt différé		-	-
Comptes de régularisation et autres passifs	5.2.5	2 524 471	2 487 172
Dettes liées aux actifs non courants destinés à être cédés		-	-
Passifs relatifs aux contrats des activités d'assurance		-	-
Provisions	5.2.6	3 861	2 775
Subventions et fonds assimilés		-	-
Dettes subordonnées et fonds spéciaux de garantie		-	-
Capitaux propres		1 190 779	1 172 351
Capitaux propres part du groupe		1 190 779	1 172 351
Capital et réserves liées		930 000	780 000
Réserves consolidées		174 222	305 397
Gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres		(7 157)	(4 449)
Résultat net de l'exercice		93 714	91 402
Intérêts minoritaires		-	-
TOTAL PASSIF		12 007 876	10 302 595

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

	31/12/2020		31/12/2019	
	Actif	Passif	Actif	Passif
Caisse	370	-	370	-
Banques Centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	72 656	-	21 265	-
Total	73 027	-	21 636	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2020			31/12/2019			Total	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2		Niveau 3
Actifs financiers détenus à des fins de transaction				6 702 718	-	5 253 132	-	5 253 132
Bons du Trésor	-	4 483 407	-	4 483 407	-	4 070 989	-	4 070 989
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	2 110 455	-	2 110 455	-	1 060 725	-	1 060 725
Actions et autres titres à revenu variable	-	-	-	-	-	-	-	-
Titres de participation non consolidés	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments dérivés	-	108 855	-	108 855	-	121 418	-	121 418
Autres actifs financiers détenus à la juste valeur par résultat	379 492	132 205	1 412	513 109	479 185	132 644	832	612 651
Total	379 492	6 834 923	1 412	7 215 827	479 185	5 385 776	832	5 865 792

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

	31/12/2020			31/12/2019				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Instruments financiers et hiérarchie des actifs financiers à la JVOCI*								
Instruments de dette comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres recyclables	-	2 127 344	-	2 127 344	-	2 124 394	-	2 124 394
Bons du Trésor	-	527 190	-	527 190	-	340 098	-	340 098
Obligations et autres titres à revenu fixe	-	1 600 153	-	1 600 153	-	1 784 296	-	1 784 296
Instruments de capitaux propres comptabilisés à la juste valeur par capitaux propres non recyclables	-	-	49 274	49 274	-	-	49 274	49 274
Total	-	2 127 344	49 274	2 176 617	-	2 124 394	49 274	2 173 668

*JVOCI: Juste valeur par capitaux propres

	31/12/2020			31/12/2019				
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des instruments de dette à la JVOCI* sous IFRS 9								
Encours bruts	2 086 081	56 832	-	2 142 913	2 132 895	-	-	2 132 895
Dépréciations	11 261	4 309	-	15 569	8 501	-	-	8 501
Net	2 074 820	52 523	-	2 127 344	2 124 394	-	-	2 124 394

*JVOCI: Juste valeur par capitaux propres

5.1.4

Titres au coût amorti

	31/12/2020				31/12/2019			
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket des titres au coût amorti sous IFRS 9								
Encours bruts	-	-	50 000	50 000	-	-	50 000	50 000
Dépréciations	-	-	50 000	50 000	-	-	50 000	50 000
Net	-	-	-	-	-	-	-	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

5.1.5

Prêts et créances sur les établissements de crédit et assimilés

	31/12/2020	31/12/2019
A vue	191 219	231 536
Comptes ordinaires	191 219	231 536
Prêts et comptes au jour le jour	-	-
Valeurs reçues en pension au jour le jour	-	-
A terme	522 918	544 103
Prêts et comptes à terme	513 424	433 333
Prêts subordonnés et participants	-	-
Valeurs reçues en pension à terme	-	100 000
Créances rattachées	9 494	10 769
Encours bruts	714 137	775 639
Dépréciations	3 185	2 720
Encours nets	710 951	772 919

	31/12/2020			31/12/2019				
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Total
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9								
Encours bruts	714 137	-	-	714 137	775 639	-	-	775 639
Dépréciations	3 185	-	-	3 185	2 720	-	-	2 720
Net	710 951	-	-	710 951	772 919	-	-	772 919

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

	Secteur public		Secteur privé		Total	Total	Total
	Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle	31/12/2020			
Crédits de trésorerie	-	197 320	1 457	198 777	198 777	22 888	22 888
- Comptes à vue débiteurs	-	197 320	1 457	198 777	198 777	22 888	22 888
- Créances commerciales	-	-	-	-	-	-	-
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	-	-	-
Crédits à la consommation	-	-	2 577	2 577	2 577	2 248	2 248
Crédits à l'équipement	-	325 234	-	325 234	325 234	358 658	358 658
Crédits immobiliers	-	-	1 090	1 090	1 090	1 276	1 276
Intérêts courus à recevoir	-	605	-	605	605	453	453
Valeurs reçues en pension	-	-	-	-	-	-	-
Créances acquises par affacturage	-	217 579	-	217 579	217 579	-	-
Autres créances	-	-	7 477	7 477	7 477	8 661	8 661
Encours bruts	-	217 579	12 601	753 339	753 339	394 183	394 183
Dépréciations	-	7 071	6 938	14 009	14 009	9 533	9 533
Encours nets	-	217 579	5 662	739 330	739 330	384 650	384 650

	31/12/2020			31/12/2019		
	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3	Bucket 1	Bucket 2	Bucket 3
Encours et dépréciations par Bucket sous IFRS 9						
Encours bruts	721 357	25 044	6 938	387 228	-	6 955
Dépréciations	7 049	22	6 938	2 714	-	6 819
Net	714 308	25 022	-	384 514	-	135
			Total			Total
			753 339			394 183
			14 009			9 533
			739 330			384 650

5.1.7

Comptes de régularisation et autres actifs

	31/12/2020	31/12/2019
Dépôts de garantie versés et cautionnements constitués	2 224	1 590
Créances fiscales	190 497	162 070
Produits à recevoir et charges comptabilisées d'avance	50 796	43 830
Débiteurs divers	566 323	641 331
Comptes de liaison	11 182	17 012
Total	821 022	865 834

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Valeurs brutes	Valeurs brutes au 31/12/2019	Acquisitions	Mises hors services et sorties	Valeurs brutes au 31/12/2020
Terrains et constructions	38 028	875	-	38 903
Matériel, outillage et transport	5 742	661	25	6 378
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	57 286	4 045	17	61 314
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	254	277	-	530
Droits d'utilisation	54 658	54 386	30 776	78 269
Total	155 968	60 244	30 818	185 393

Amortissements	Cumul amortissements au 31/12/2019	Dotations	Reprises	Cumul amortissements au 31/12/2020
Terrains et constructions	21 223	2 550	3	23 769
Matériel, outillage et transport	2 927	846	25	3 748
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	40 534	5 600	17	46 118
Autres immobilisations corporelles	-	-	-	-
En-cours	-	-	-	-
Droits d'utilisation	29 372	6 594	17 098	18 868
Total	94 057	15 590	17 143	92 503

Valeurs nettes	Valeurs nettes au 31/12/2019	Valeurs nettes au 31/12/2020
Terrains et constructions	16 805	15 134
Matériel, outillage et transport	2 815	2 630
Mobiliers, matériel de bureau et aménagements divers	16 752	15 196
Autres immobilisations corporelles	-	-
En-cours	254	530
Droits d'utilisation	25 286	59 401
Total valeurs nettes	61 911	92 890

Droits d'utilisation	31/12/2019	31/12/2020
Immobilier		
Valeurs brutes	54 658	78 269
Amortissements & dépréciations	29 372	18 868
Valeurs nettes	25 286	59 401
Matériel, outillage et transport		
Valeurs brutes	-	-
Amortissements & dépréciations	-	-
Valeur nette	-	-
Total valeurs nettes	25 286	59 401

5.1.9

Immobilisations incorporelles

	Valeurs brutes au 31/12/2019	Acquisitions	Cessions ou retraits	Dotation de l'exercice	Valeurs brutes au 31/12/2020
Valeurs brutes	117 778	27 474	2 534	-	142 719
Amortissements	71 696		-	13 023	84 719
Valeurs nettes	46 083	27 474	2 534	13 023	58 000

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Ecart d'acquisition

	31/12/2019	Augmentations (acquisition)	Diminutions (cession)	Perte de valeur de la période	Autres mouvements	31/12/2020
Valeurs brutes	98 235	-	-	-	-	98 235
CDG Capital Gestion	93 424					93 424
CDG Capital Bourse	4 802					4 802
CDG Capital Real Estate	9					9
Cumul des pertes de valeur	-	-	-	-	-	-
CDG Capital Gestion	-					-
CDG Capital Bourse	-					-
CDG Capital Real Estate	-					-
Valeurs nettes	98 235	-	-	-	-	98 235

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Passifs financiers à la juste valeur par résultat	31/12/2020			31/12/2019			Total	
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total	Niveau 1	Niveau 2		Niveau 3
Portefeuille de transaction	-	42 524	-	42 524	-	64 233	-	64 233
Instruments en valeur de marché sur option	-	-	-	-	-	-	-	-
Total	-	42 524	-	42 524	-	64 233	-	64 233

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc			Etablissements de crédit à l'étranger	Total	
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc		31/12/2020	31/12/2019
Comptes ordinaires créditeurs	-	4 495	122 016	1 173	127 684	61 292
Valeurs données en pension	1 722 793	-	-	-	1 722 793	2 278 264
- au jour le jour	-	-	-	-	-	501 779
- à terme	1 722 793	-	-	-	1 722 793	1 776 485
Emprunts de trésorerie	-	169 191	2 640 000	-	2 809 191	970 063
- au jour le jour	-	-	2 640 000	-	2 640 000	970 063
- à terme	-	169 191	-	-	169 191	-
Emprunts financiers	-	-	-	-	-	-
Intérêts courus à payer	286	79	114	-	479	501
Autres dettes	-	2 942	-	-	2 942	-
Dettes locatives	-	60 669	-	-	60 669	28 769
Total	1 723 079	237 376	2 762 130	1 173	4 723 759	3 338 889

	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Variation des dettes locatives				
Dettes locatives	54 658	54 386	30 776	78 269
Amortissements	25 889	6 254	14 543	17 600
Valeurs nettes	28 769	48 133	16 233	60 669

5.2.3

Dettes envers la clientèle

	Secteur public	Secteur privé		Total	Total	Total
		Entreprises financières	Entreprises non financières			
Comptes à vue créditeurs	56 694	249 725	245 072	173 461	724 952	599 569
Comptes d'épargne	-	-	-	-	-	-
Dépôts à terme	-	560 406	-	2 000	562 406	504 907
Valeurs données en pension		-			-	129 975
Autres comptes créditeurs	198 439	5 461	50 572	-	254 472	237 531
Intérêts courus à payer	-	8 598	24	-	8 622	8 925
Total	255 133	824 190	295 668	175 461	1 550 452	1 480 906

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Titres de créances émis

	31/12/2019	Augmentation	Diminution	31/12/2020
Bons de caisse	-	-	-	-
Titres du marché interbancaire	-	-	-	-
Titres de créances négociables	1 714 786	1 351 800	1 140 389	1 926 197
Emprunts obligataires	-	-	-	-
Autres dettes représentées par un titre	-	-	-	-
Total	1 714 786	1 351 800	1 140 389	1 926 197

5.2.5

Comptes de régularisation et autres passifs

	31/12/2020	31/12/2019
Opération diverses sur titres	2 263 911	2 137 767
Sommes dues à l'Etat	89 427	112 800
Clients avances et acomptes	2 700	2 642
Charges à payer	33 270	27 899
Dividendes à payer	-	-
Autres passifs	135 163	206 065
Total	2 524 471	2 487 172

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

5.2.6

Provisions

Provisions	31/12/2019	Augmentations	Diminutions	31/12/2020
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	2 775	2 550	1 464	3 861
Total	2 775	2 550	1 464	3 861

Ventilation des provisions	31/12/2019	31/12/2020
Court terme	2 775	3 861
Long terme	-	-
Total	2 775	3 861

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ÉTAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ		En milliers de dirhams	
	Notes	31/12/2020	31/12/2019
+ Intérêts et produits assimilés	6.1	122 557	105 205
- Intérêts et charges assimilées	6.1	(145 891)	(145 948)
MARGE D'INTERET		(23 335)	(40 743)
+ Commissions (produits)	6.2	180 394	164 039
- Commissions (charges)	6.2	(8 141)	(5 132)
MARGE SUR COMMISSIONS		172 254	158 907
+/- Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	6.3	128 518	109 513
+/- Gains ou pertes nets des instruments mesurés à la juste valeur par capitaux propres	6.4	12 182	10 447
+ Produits des autres activités	6.5	127 674	148 205
- Charges des autres activités	6.5	(23 916)	(29 640)
PRODUIT NET BANCAIRE		393 378	356 689
- Charges générales d'exploitation	6.6	(197 539)	(186 842)
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	6.7	(24 805)	(23 609)
RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION		171 034	146 238
Coût du risque	6.8	(15 716)	957
RÉSULTAT D'EXPLOITATION		155 318	147 195
+/- Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence		-	-
+/- Gains ou pertes nets sur autres actifs		227	317
+/- Variations de valeurs des écarts d'acquisition		-	-
RÉSULTAT AVANT IMPÔT		155 545	147 513
- Impôt sur les résultats	6.9	(61 831)	(56 110)
+/- Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession		-	-
RÉSULTAT NET		93 714	91 402
Intérêts minoritaires		-	-
RÉSULTAT NET - PART DU GROUPE		93 714	91 402
Résultat de base par action (en dirhams)	6.10	10,08	11,72
Résultat dilué par action (en dirhams)	6.10	10,08	11,72
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES	Notes	31/12/2020	31/12/2019
RÉSULTAT NET		93 714	91 402
Écarts de conversion			
Réévaluation des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres		(2 708)	(9 268)
Réévaluation des instruments dérivés de couverture			
Réévaluation des immobilisations			
Écarts actuariels sur les régimes à prestations définies			
Quote-part des gains et pertes comptabilisés directement en capitaux propres sur entreprises mises en équivalence			
Impôts			
TOTAL DES GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS DIRECTEMENT EN CAPITAUX PROPRES		(2 708)	(9 268)
RÉSULTAT NET ET GAINS ET PERTES COMPTABILISÉS EN CAPITAUX PROPRES		91 006	82 134
Dont Part du Groupe		91 006	82 134
Dont Part des minoritaires		-	-

	31/12/2020	31/12/2019
Sur opérations avec les établissements de crédits	28 147	19 543
Sur opérations avec la clientèle	20 988	21 546
Intérêts courus et échus sur titres	72 004	63 209
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et produits assimilés	1 418	907
Produits d'intérêt	122 557	105 205
Sur opérations avec les établissements de crédits	30 932	44 360
Sur opérations avec la clientèle	55 302	58 857
Sur dettes représentées par titres	57 562	37 665
Sur dettes subordonnées	-	-
Intérêts courus et échus sur instruments de couverture	-	-
Sur opérations de crédit bail	-	-
Autres intérêts et charges assimilées	2 096	5 066
Charges d'intérêt	145 891	145 948

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Commissions

	31/12/2020			31/12/2019		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Gestion et conservation d'actifs	158 027	4 950	153 078	143 888	3 532	140 356
Prestations et services pour conseils financiers	21 678	-	21 678	18 701	-	18 701
Autres	690	3 191	(2 502)	1 449	1 600	(151)
Produits et charges nets des commissions	180 394	8 141	172 254	164 039	5 132	168 907

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Résultat sur instruments financiers à la juste valeur par résultat

	31/12/2020	31/12/2019
Dividendes reçus	-	529
Plus ou moins values réalisées sur cession actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	137 969	94 387
Plus ou moins values latentes sur actifs/passifs à la juste valeur par le résultat	(10 043)	22 377
Solde des relations de couverture des instruments dérivés ne répondant plus aux conditions de la comptabilité de couverture	-	-
Variation de juste valeur des instruments dérivés	593	(7 780)
Inefficacité de couverture à la juste valeur	-	-
Inefficacité de couverture de flux de trésorerie	-	-
Gains ou pertes nets	128 518	109 513

Résultat sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres

	31/12/2020	31/12/2019
Dividendes reçus	-	-
Plus ou moins values sur cession sur actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 182	10 447
Gains ou pertes nets des actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres	12 182	10 447

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Résultat des autres activités

	31/12/2020	31/12/2019
Produits de la promotion immobilière	-	-
Produits sur opérations de location simple	-	-
Variations de juste valeur des immeubles de placement	-	-
Participation aux résultats des assurés bénéficiaires de contrat d'assurance	-	-
Autres produits nets de l'activité d'assurances	-	-
Variation des provisions techniques des contrats d'assurances	-	-
Autres produits (charges) nets	103 758	118 565
Produits et charges nets des autres activités	103 758	118 565

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

6.6

Charges générales d'exploitation

	31/12/2020	31/12/2019
Charges de personnel	126 858	123 282
Impôts et taxes	3 246	3 144
Services extérieurs et autres charges	67 435	60 415
Charges générales d'exploitation	197 539	186 842

Charges du personnel

	31/12/2020	31/12/2019
Charges du personnel	31/12/2020	31/12/2019
Salaires et appointements	53 405	44 816
Primes et indemnités	56 586	60 887
Charges d'assurances sociales, et de retraite	11 963	11 657
Autres charges de personnel	4 904	5 922
Total	126 858	123 282

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Amortissements et dépréciations des immobilisations

	31/12/2020	31/12/2019
Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles	15 590	14 685
Dotations aux amortissements des immobilisations corporelles	13 023	8 924
Dotations nettes aux provisions pour dépréciation	(3 808)	-
Amortissements et dépréciations des immobilisations	24 805	23 609

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

	31/12/2020	31/12/2019
Dotations aux provisions	12 010	100
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	4 941	100
Provisions pour dépréciation des titres	7 069	-
Provisions pour risques	-	-
Reprises sur provisions	1 464	1 057
Provisions pour dépréciation des prêts et créances	-	-
Provisions pour dépréciation des titres	-	890
Provisions pour risques	1 464	168
Variation des provisions	10 546	(957)
Pertes sur prêts et créances irrécouvrables	5 171	-
Récupérations sur prêts et créances amorties	-	-
Autres pertes	-	-
Coût du risque	15 716	(957)

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

6.9

Charge d'impôt reconnue en état du résultat global

	31/12/2020	31/12/2019
Charge d'impôts courants	71 915	52 967
Charge d'impôts différés	(10 084)	3 143
Charge d'impôts de la période	61 831	56 110

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Résultat de base et résultat dilué par action

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat Net Part du Groupe	93 714	91 402
Nombre d'actions ordinaires émises	9 300 000	7 800 000
Résultat par action en dirhams	10,08	11,72

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

En milliers de dirhams

	31/12/2020	31/12/2019
Engagements de financements et de garantie donnés	62 974	1 421 520
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	-	-
Engagements de financement en faveur de la clientèle	62 309	166 832
- Crédits documentaires import	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Ouvertures de crédit confirmés	16 344	166 832
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Engagements irrévocables de crédit-bail	-	-
- Autres engagements de financement donnés	45 965	-
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
- Crédits documentaires export confirmés	-	-
- Acceptations ou engagements de payer	-	-
- Garanties de crédits données	-	-
- Autres cautions, avals et garanties donnés	-	-
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	665	1 254 688
- Garanties de crédits données	-	-
- Cautions et garanties en faveur de l'administration publique	-	-
- Autres cautions et garanties données	665	1 254 688
- Engagements en souffrance	-	-
Engagements de financements et de garantie reçus	500 000	509 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
- Ouvertures de crédits confirmés	-	-
- Engagements de substitution sur émission de titres	-	-
- Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	9 438
- Garanties de crédits	-	9 438
- Autres garanties reçues	-	-
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
- Garanties de crédits	-	-
- Autres garanties reçues	-	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

TABLEAU DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

	En milliers de dirhams								
	Capital	Réserves liées au capital	Actions propres	Réserves et résultats consolidés	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres recyclables	Gains ou pertes comptabilisés en capitaux propres non recyclables	Capitaux propres part Groupe	Intérêts minoritaires	Total
Capitaux propres de clôture 31 décembre 2019	780 000	-	-	396 800	8 782	(13 230)	1 172 351	-	1 172 351
Changement de méthodes comptables	-	-	-	(2 618)	-	-	(2 618)	-	(2 618)
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres d'ouverture 1er janvier 2020	780 000	-	-	394 182	8 782	(13 230)	1 169 733	-	1 169 733
Opérations sur capital	150 000	-	-	-	-	-	150 000	-	150 000
Paiements fondés sur des actions	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations sur actions propres	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Dividendes	-	-	-	(219 960)	-	-	(219 960)	-	(219 960)
Résultat de l'exercice au 31 Décembre	-	-	-	93 714	-	-	93 714	-	93 714
Immobilisations corporelles et incorporelles : réévaluations et cessions	(D)	-	-	-	-	-	-	-	-
Instruments financiers : variations de juste valeur et transfert en résultat	(E)	-	-	-	(2 708)	-	(2 708)	-	(2 708)
Ecart de conversion : variations et transferts en résultat	(F)	-	-	-	-	-	-	-	-
Gains ou pertes latents ou différés	(D) + (E) + (F)	-	-	-	(2 708)	-	(2 708)	-	(2 708)
Variation de périmètre	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres variations	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Capitaux propres clôture 31 Décembre 2020	930 000	-	-	267 935	6 074	(13 230)	1 190 779	-	1 190 779

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

LE TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

En milliers de dirhams

FLUX DE TRESORERIE		31/12/2020	31/12/2019
1. Résultat avant impôts	(A)	155 545	147 513
2. +/- Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles		24 805	23 609
3. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs des écarts d'acquisition et des autres immobilisations		0	0
4. +/- Dotations nettes pour dépréciation des actifs financiers		10 529	(809)
5. +/- Dotations nettes aux provisions		(1 464)	(924)
6. +/- Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence		0	0
7. +/- Perte nette/gain net des activités d'investissement		0	0
8. +/- Produits/charges des activités de financement		0	0
9. +/- Autres mouvements		(2 377)	(1 847)
10. = Total (2) à (9) des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôt et des autres ajustements	(B)	31 492	20 029
11. +/- Flux liés aux opérations avec les établissements de crédits et assimilés		1 414 472	377 703
12. +/- Flux liés aux opérations avec la clientèle		(289 610)	(725 276)
13. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		(1 163 282)	(1 135 750)
14. +/- Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs non financiers		(25 105)	1 407 680
15. - Impôts versés		(72 123)	(53 749)
16. = Diminution/(augmentation) nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles (Total des éléments 11 à 15)	(C)	(135 648)	(129 391)
17. FLUX NET DE TRESORERIE GENERALE PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (Total des éléments A, B et C)	(D)	51 389	38 151
18. +/- Flux liés aux actifs financiers et aux participations		0	0
19. +/- Flux liés aux immeubles de placements		0	0
20. +/- Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles		(36 748)	(59 350)
21. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT (Total des éléments 18 à 20)	(E)	(36 748)	(59 350)
22. +/- Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires		(69 960)	(80 000)
23. +/- Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement		0	0
24. FLUX NET DE TRESORERIE LIE AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT (Total des éléments 22 et 23)	(F)	(69 960)	(80 000)
25. Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et équivalents de trésorerie		0	0
26. AUGMENTATION/(DIMINUTION) NETTE DE LA TRESORERIE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE (Total des éléments D, E et F)		(55 319)	(101 199)
COMPOSITION DE LA TRESORERIE		31/12/2020	31/12/2019
27. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A L'OUVERTURE		191 880	293 079
28. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)		21 636	274 710
29. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		170 244	18 369
30. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE A LA CLOTURE		136 561	191 880
31. Caisse, banque centrales, CCP(actif & passif)		73 027	21 636
32. Comptes (actif et passif) et prêts /emprunts à vue auprès des établissements de crédit		63 535	170 244
33. VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE		(55 319)	(101 199)

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

	31/12/2020	31/12/2019
Résultat net de l'ensemble consolidé	93 714	91 402
Impôts exigibles (IS)	71 915	52 967
Impôts différés	(10 084)	3 143
Total charge fiscale consolidée IFRS	61 831	56 110
Résultat de l'ensemble consolidé avant impôts	155 545	147 513
Taux effectif d'impôt (Total charge fiscale retraitée/résultat comptable IFRS retraité avant impôts)	40%	38%
Montant de différences de taux mère/filiale	2 650	(1 531)
Impôt sur différences temporelles		
Effet des autres éléments		
Charge fiscale recalculée	64 481	54 580
Taux d'impôt légal au Maroc	37%	37%

Variation des impôts différés au cours de la période

	31/12/2019	Montants reconnus en résultat	Montants reconnus en capitaux propres	31/12/2020
Impôts différés actifs	6 274	(10 084)	20 916	17 106
Impôts différés passifs	-	-	-	-
Impôts différés actifs / passifs	6 274	(10 084)	20 916	17 106

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

I- DATATION	
• Date de clôture de l'exercice :	31/12/2020
• Date d'établissement des états de synthèse :	11-mars-21
II. EVÉNEMENTS POSTÉRIEURS AU 31/12/2020	
NÉANT	

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

CDG Capital exerce ses activités sur un seul secteur opérationnel : Banque d'investissement.

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits.

Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives auxdits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes. Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

NOTE 13 : RISQUES ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

1. DISPOSITIF DE GESTION DES RISQUES

1.1 CADRE GENERAL ET GOUVERNANCE

La gestion des risques liée aux activités de CDG Capital est une composante permanente et transversale qui intervient dans l'ensemble des phases commerciales, opérationnelles, décisionnelles et de suivi des risques.

La mise en œuvre de la politique de gestion globale des risques est assurée, au sein de CDG Capital, à tous les niveaux organisationnels, notamment par le Conseil d'Administration et une multitude d'instances opérationnelles et décisionnelles.

Les principales catégories de risques gérées sont :

- Risque de crédit ;
- Risque de contrepartie ;
- Risque de concentration ;
- Risque sectoriel ;
- Risque pays ;
- Risque de marché ;
- Risques structurels du bilan (Risques de taux et de liquidité) ;
- Risques opérationnels et Plan de Continuité des Activités.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

1.2 RISQUE DE CREDIT

Le risque de crédit est défini comme la probabilité qu'une contrepartie (banque, entreprise, office, institution, fonds ou une personne physique) ne remplisse pas ses obligations conformément aux conditions convenues. L'évaluation de cette probabilité de défaut et du taux de recouvrement du prêt ou de la créance en cas de défaut est un élément essentiel dans l'évaluation de la qualité du crédit.

1.2.1 Dispositif de gestion du risque de crédit et de suivi des engagements

CDG Capital a organisé un corps procédural concernant la maîtrise des risques qui rassemble les concepts, principes et règles à observer durant la vie d'un engagement. Toute opération de crédit/engagement nécessite une analyse approfondie de la capacité du client à honorer ses obligations et de la façon la plus efficiente de structurer l'opération, notamment en termes de sûretés, de maturité et de tarification du risque de crédit.

Le Comité de Crédit (CdC) est une instance décisionnelle qui couvre l'ensemble des expositions de la banque, dont le montant dépasse les délégations de pouvoirs en la matière. Il est chargé d'examiner et de statuer sur toute demande de crédit/engagement/exposition de toute nature (activité de marché et de crédit) et contrepartie (entreprise, institution financière, client privé) et sur tout autre dossier que l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements estime nécessaire de présenter.

Le CGR est une instance décisionnelle émanant du Conseil d'Administration de CDG Capital qui a pour rôle d'examiner et de valider toutes les expositions de la banque, dont le montant est fixé par sa charte.

Le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur des processus déclinés suivant les segments de contreparties engagées avec la banque :

- Au niveau du segment corporate (grandes entreprises, contreparties financements spécialisés et office). Ce processus est décliné comme suit :
 - Un encadrement au niveau du processus d'octroi des engagements. Ce processus définit le fonds de dossier d'engagement comme étant le point de départ de l'analyse

des demandes d'engagement. Ce fond de dossier doit être composé de tous les documents nécessaires à la production de l'avis critique de l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements et de la décision du CdC ou du CGR. Les éléments constitutifs du fond de dossier d'engagement sont insérés au niveau d'une check-list interne.

- Un système de notation interne dédiée par catégorie de contrepartie.
 - Un dispositif de limites d'exposition calibré sur les notations internes et en respect des seuils prudentiels.
 - Un système de délégation de pouvoir par Direction Métier.
 - Un système d'échéancier interne de revue des dossiers de crédit, indépendant de la maturité des concours bancaires accordés.
 - Un dispositif de gestion des engagements sensibles composé de deux listes de suivi interne.
- Au niveau du segment des personnes physiques (PP) : le dispositif de gestion du risque de crédit suit le même processus d'octroi des engagements que celui relatif au marché corporate. Autrement dit, il nécessite une analyse et une appréciation approfondie de la capacité de remboursement de l'emprunteur intégrant le dispositif de garanties proposé.
 - Au niveau du segment autre que celui relatif au segment corporate et PP : le dispositif de gestion du risque de crédit repose sur le dispositif de limite interne défini pour chaque contrepartie de la banque. Le calibrage des limites repose sur l'appréciation des fondamentaux économiques et financiers de la contrepartie (y compris notation interne) et sur le respect permanent des seuils prudentiels en la matière.

Par ailleurs, le dispositif de suivi des engagements repose sur la tenue régulière du reporting interne dédié au risque de crédit et au suivi des engagements. Ce dernier reprend l'ensemble des expositions en propre de la banque, de toute nature qu'elles soient issues des activités de crédit ou de marché.

La notation interne joue un rôle principal dans le processus d'octroi des engagements et dans la gestion des risques liés aux positions prises par la banque. Elle constitue plus généralement un outil d'aide à l'évaluation, à la décision et au suivi du risque de contrepartie.

CDG Capital dispose à ce jour de trois systèmes de notation interne :

- Le système de notation propre aux grandes entreprises.
- Le système de notation spécifique aux établissements bancaires (modèle en cours de mise à jour).
- Le système de notation propre à la catégorie de contrepartie des financements spécialisés regroupant les financements de projets et l'immobilier professionnel.

L'exercice de révision des notes est réalisé au moins une fois par an à la réception des liasses fiscales ou encore lors de la revue de portefeuille. Il peut également être provoqué suite à la constatation d'un événement d'alerte.

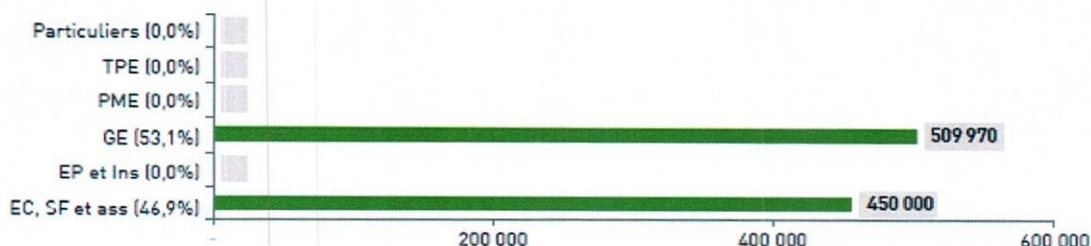
Dans un objectif de couverture des risques (crédit et contrepartie) auxquels CDG Capital se trouve exposée, la DGGR a mis en place un dispositif de gestion et d'évaluation des garanties recueillies par la banque. Ce dispositif repose sur le principe que la recherche de garantie est recommandée pour tout type de financement.

En outre, le risque de contrepartie est la manifestation du risque de crédit à l'occasion d'opérations de marché, d'investissements, et/ou de règlements. Ces opérations comprennent les contrats bilatéraux, que ce soit de gré à gré ou standardisés, qui peuvent exposer CDG Capital au risque de défaut de sa contrepartie. Le montant de ce risque varie au cours du temps avec l'évolution des paramètres de marché affectant la valeur potentielle future des transactions concernées.

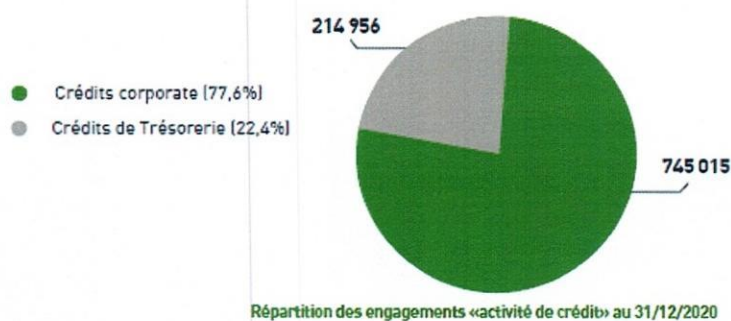
MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

1.2.2 Données quantitatives de mesure et de suivi du risque de crédit

La répartition des contreparties de CDG Capital est faite selon une segmentation prudentielle offrant une classification des différents profils de risque. Ci-dessous un aperçu de cette répartition à fin Décembre 2020 (en milliers de dirhams) :



Le portefeuille des crédits de CDG Capital demeure constitué essentiellement de deux types d'engagement : les crédits corporate et les crédits de trésorerie.



Répartition des engagements «activité de crédit» au 31/12/2020

1.3 RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration est le risque inhérent à une exposition de nature à engendrer des pertes importantes pouvant menacer la solidité financière de CDG Capital ou sa capacité à poursuivre ses activités essentielles. Le risque de concentration peut découler de l'exposition envers des contreparties individuelles, des groupes d'intérêt, des contreparties appartenant à un même secteur d'activité ou à une même région géographique ou des contreparties dont les résultats financiers dépendent d'une même activité ou d'un même produit de base.

La gestion de ce risque est assurée par l'entité Risque de Crédit & Suivi des Engagements. Cette dernière centralise l'ensemble des expositions portées par les entités et filières de CDG Capital et permet de disposer en permanence d'un tableau de bord offrant :

- Une vision globale du profil d'exposition aux risques de crédit/contrepartie de la banque et de son évolution ;
- Un outil de pilotage du risque de concentration conformément aux limites internes et réglementaires en vigueur.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

1.4 RISQUE PAYS

Le risque pays mesure l'impact potentiel des conditions économiques, financières, politiques ou sociales spécifiques d'un pays étranger sur les créances ou expositions de CDG Capital.

Le dispositif de gestion de ce risque repose sur une combinaison d'analyse des environnements macro et micro économiques et politique du pays et sur les notations externes des souverains attribuées par les agences de rating.

1.5 RISQUE DE MARCHÉ

- **Le risque de marché représente le risque de pertes liées à la variation des paramètres de marché notamment :**
 - **les taux d'intérêt** : le risque de taux correspond au risque de variation de juste valeur ou au risque de variation de flux de trésorerie futurs d'un instrument financier du fait de l'évolution des taux d'intérêt ;
 - **les taux de change** : le risque de change correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution du cours d'une devise ;
 - **les prix** : le risque de prix résulte de la variation de prix et de la volatilité des actions et des matières premières, des paniers d'actions ainsi que des indices sur actions;
 - **les spreads de crédit** : le risque de crédit correspond au risque de variation de juste valeur d'un instrument financier du fait de l'évolution des spreads de crédit sur un émetteur ou sur un panier d'émetteurs. Pour les produits structurés de crédit s'ajoute également le risque de variation de juste valeur lié à l'évolution de la corrélation entre les défauts des émetteurs (base-corrélation).
- **Modèle interne du risque de marché**

L'exposition de CDG Capital aux risques de marché est gérée à travers un ensemble d'indicateurs qui font l'objet d'un suivi permanent et qui sont intégrés dans la gestion opérationnelle des risques de marché au quotidien.

L'élément central du dispositif de contrôle des risques de marché est la Value at Risk (VaR). Développé depuis fin 2010, le modèle interne de VaR est homologué par Bank Al-Maghrib pour le calcul des fonds propres réglementaires et pilotage des risques de marché depuis mars 2013.

La mise en place du modèle interne des risques de marché a permis de doter la banque d'un véritable outil de pilotage et d'aide à la décision qui couvre l'essentiel des activités de marché.

L'évaluation des risques de marché repose sur la combinaison de plusieurs types d'indicateurs de mesure formalisés dans le dispositif de limites internes (DLI) validé par la Direction Générale, donnant lieu à un encadrement par des limites de différentes natures et faisant l'objet d'un suivi quotidien.

La gestion des dépassements est régie par une procédure interne qui fixe les modalités à observer ainsi que la démarche à suivre pour l'obtention d'une autorisation de dépassement de limites.

- **Dispositif de stress test et adéquation des fonds propres**

Les simulations de scénarios de crise consistent à appliquer des combinaisons de chocs extrêmes aux paramètres de marché dans le but de mesurer l'impact de conditions particulièrement défavorables sur le portefeuille de négociation de la banque.

Le dispositif de stress test constitue un complément au calcul de VaR et les résultats sont un facteur clé dans l'évaluation du niveau des exigences en fonds propres et de l'adéquation de ces derniers compte tenu de l'exposition de la banque aux risques de marché.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

A fin décembre 2020, les fonds propres prudentiels absorbent les pertes issues de la réalisation du programme de stress tests. Les ratios tier 1 et de solvabilité demeurent supérieurs aux minimums exigés.

1.6 RISQUES STRUCTURELS DU BILAN

La gestion des risques structurels au sein de CDG Capital constitue une composante transverse qui concerne l'ensemble des activités de la banque, à travers une analyse permanente de la structure du bilan et des profils du risque de taux et de liquidité.

Dans ce sens, le dispositif de gestion des risques structurels, validé par les instances de gouvernance de la Banque, s'inscrit dans le cadre des normes professionnelles et réglementaires, des règles définies par le comité de Bâle ainsi que les recommandations de l'autorité de supervision bancaire.

Le risque de taux d'intérêt se définit comme étant le risque que la situation financière de la banque se dégrade suite à une évolution défavorable des taux d'intérêt.

Le suivi du risque de taux d'intérêt s'appuie principalement sur les gaps cumulés de taux d'intérêt à travers le suivi régulier des indicateurs suivants :

- la chronologie de gaps de taux d'intérêt ;
- l'interprétation des gaps mesurés par tranches d'échéances en vue de prévoir les risques encourus face à une baisse ou à une hausse des taux
- la sensibilité de la marge d'intermédiation aux différents scénarios d'évolution des taux ;
- le comportement de la marge d'intérêt suite à des scénarios de stress.

A fin décembre 2020, les résultats de scénarios de stress, font ressortir une perte maximale de **4,20%** des FP de base, obtenue sous l'hypothèse d'un déplacement parallèle de la courbe de taux de 200 bps.

Le risque de liquidité désigne le risque pour la banque de ne pas pouvoir s'acquitter, dans des conditions normales, des engagements financiers prévus.

Le suivi et le pilotage du risque de liquidité est effectué sur la base de deux approches : une approche à court terme via la mesure du ratio de liquidité à court terme stressé, à savoir le Liquidity Coverage Ratio (LCR) et une approche globale basée sur un matching de la nature et des maturités des ressources avec celles des placements de CDG Capital.

L'approche à court terme consiste en un suivi permanent du respect du coefficient réglementaire de liquidité. Ce coefficient constitue, un moyen de mesure de l'adéquation entre les actifs liquides de haute qualité et les ressources exigibles à vue et/ou à court terme. Ce suivi est complété par des scénarios stress test visant à évaluer la capacité de la trésorerie rapidement mobilisable de la banque à couvrir des sorties massives de liquidités.

CDG Capital s'assure du respect permanent de la limite réglementaire du LCR. Ce dernier a affiché des niveaux confortables durant 2020, avec un niveau minimum de **117%** à fin décembre 2020.

Le comité Asset and Liabilities Committee (ALCO) constitue l'occasion de présenter au management de la banque la synthèse de l'examen régulier du profil de taux et de liquidité de la banque, l'analyse de l'évolution du ratio de liquidité et les résultats des stress test appliqués.

1.7 RISQUES OPERATIONNELS

CDG Capital a mis en place des processus, des outils de gestion et une infrastructure de contrôle pour renforcer la maîtrise et le pilotage des risques opérationnels dans l'ensemble de ces métiers. Ces dispositifs comprennent, entre autres, des procédures générales et spécifiques, une surveillance permanente, des plans de continuité d'activité, des Comités nouveaux produits et des comités dédiés à la surveillance et la gestion de risques opérationnels.

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

CDG Capital dispose d'un manuel de procédures qui définit les processus opérationnels des différents segments de ses activités. Ces procédures prévoient des règles de gestion, de contrôle et de séparation de fonction. Elles reposent aussi sur un système de délégation de signature qui permet une définition des responsabilités et une meilleure gestion des « back-up ».

Cette organisation a collaboré, à la mise en place de cartographie des risques par lignes métier qui permet d'identifier, d'évaluer et de contrôler l'ensemble des risques opérationnels.

Contenu de la situation sanitaire mondiale, CDG Capital a mis en place un plan de continuité dédié à la pandémie du « Covid-19 », elle permet d'évaluer l'impact du risque sanitaire sur la continuité d'activité de la banque et met en place des moyens et des procédures, pour traiter éventuellement l'ensemble des risques opérationnels générés par cette crise.

- **Sécurité de l'information**

L'information et plus particulièrement les données numériques constituent une des matières premières principales des activités d'une banque. La dématérialisation quasi achevée, le besoin de rapidité des opérations et leur automatisation toujours plus poussée, renforcent continûment le besoin de maîtrise du risque relatif à la sécurité de l'information.

CDG Capital dispose d'un Système d'Information (SI) organisé de façon à satisfaire les besoins des pôles métiers dans les meilleures conditions techniques et opérationnelles. On classe les applications en trois catégories :

- Cœur de métier (critique pour l'activité de CDG Capital) ;
- Verticale (SI dédié à une direction de CDG Capital) ;
- Horizontale (Transverse aux directions de CDG Capital).
- La sécurité informatique se traduit à travers 2 principaux axes :
- Sécurité réseau ;
- Sécurité opérationnelle et veille de sécurité.

- **La surveillance des pertes internes**

La collecte des pertes internes (mais également des gains et des quasi-pertes) concerne l'ensemble des métiers de la banque. Ce processus a permis aux opérationnels :

- de définir et mettre en œuvre les actions correctrices appropriées (évolution des activités ou des processus, renforcement des contrôles, etc.) ;
- de s'approprier de nouveaux concepts et outils de gestion des risques opérationnels ;
- d'acquérir une meilleure connaissance de leurs zones de risques ;
- de mieux diffuser une culture du risque opérationnel au sein de la banque et de ces filiales.

1.8 PLAN DE CONTINUITÉ DE L'ACTIVITÉ (PCA)

Les dispositifs de gestion de crise et de continuité d'activité visent à minimiser autant que possible les impacts d'éventuels sinistres sur les clients, le personnel ou les infrastructures, et donc à préserver la réputation de CDG Capital, l'image de ses produits et sa solidité financière. Ils répondent également à une obligation réglementaire. La démarche de mise en place et d'optimisation des dispositifs de continuité d'activité de toute entité de la banque s'appuie sur une méthodologie conforme aux standards. Elle consiste principalement à identifier les menaces qui pèsent sur l'entreprise et leurs effets possibles, à mettre en place une capacité de réponse efficace à divers scénarii de crise.

A ce titre CDG Capital a initié depuis début 2009 la mise en place de son Plan de Continuité d'Activité (y compris la composante Plan de Secours Informatique), afin de se prémunir face à l'éventuelle survenance d'une menace de nature à perturber significativement le bon déroulement de son activité.

Suite à la finalisation du projet de déploiement du PCA en 2013, en incluant les scénarios majeurs précédemment cité, l'année 2014 a été consacrée au lancement de la phase de maintien en conditions opérationnelles du PCA. Ceci nous a permis de s'assurer de la fiabilisation des installations. Aussi, l'année nous a permis de finaliser le projet PCA de la filiale casablancaise CDG Capital Gestion.

L'exercice 2020 a été marqué principalement par l'activation du PCA Pandémie CDG Capital en date du 15 mars 2020.

La continuité d'activité et la santé de nos collaborateurs comme objectif pour dépasser cette crise sanitaire.

La gestion de crise Covid-19 a été placée au centre des actions programmées courant de l'année 2020.

2. GESTION DU CAPITAL ET ADEQUATION DES FONDS PROPRES

2.1 Dispositif de gestion du capital

Le dispositif de capital Management repose sur les principes directeurs suivants :

- 1) La tenue de la production réglementaire, notamment le pilier 1 de Bâle portant sur la mesure des exigences minimales de fonds propres au titre des risques prudentiels de crédit, marché et opérationnel ;
- 2) La mise en place des outils internes d'évaluation de l'adéquation du capital économique au profil global de risque de la banque ;
- 3) Le contrôle permanent de la capacité des fonds propres prudentiels à absorber les pertes issues de l'application des scénarios de chocs et de stress tests adaptés à la nature des risques encourus ;
- 4) Le pilotage dynamique des fonds propres, à travers l'anticipation des projections futures du capital requis, permettant la maîtrise du niveau de solvabilité issu des orientations budgétaires et du business plan de la banque.

Le processus d'optimisation et d'allocation des fonds propres vise :

- L'analyse la rentabilité ajustée par le risque, à travers l'appréciation de la performance d'une activité / engagement compte tenu des risques encourus ;
- L'affectation prioritaire des FP aux activités assurant un profil rendement / risque convenable ;
- Le pilotage de la stratégie de développement (lancement de nouvelles activités, nouveaux produits, etc...) ;
- Conformité par rapport aux exigences du régulateur en matière de gestion des FP.

2.2 Composition des fonds propres

Les modalités de détermination des fonds propres prudentiels de CDG Capital sont régies par les dispositions de la circulaire N°14/G/2013 relative aux fonds propres des établissements de crédit.

A fin décembre 2020, les fonds propres prudentiels de CDG Capital aussi bien sur base individuelle que consolidée sont composés de **96%** des fonds propres de catégorie 1.

Les fonds propres de catégorie 2 sont composés des plus-values latentes sur titres de placement et des provisions pour risques généraux conformément aux modalités d'inclusion dictées par Bank Al-Maghrib.

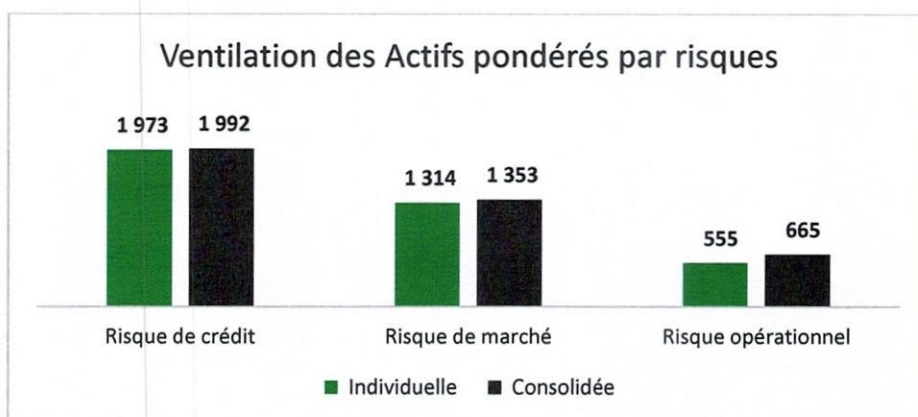
A fin décembre 2020, les fonds propres prudeniels sur base sociale s'établissent à **920 Mdhs**, contre **987 Mdhs** sur base consolidée.

2.3 Actifs pondérés et exigences en fonds propres au titre du risque de crédit, risques de marché et risque opérationnel

Les risques pondérés sont calculés selon les approches suivantes :

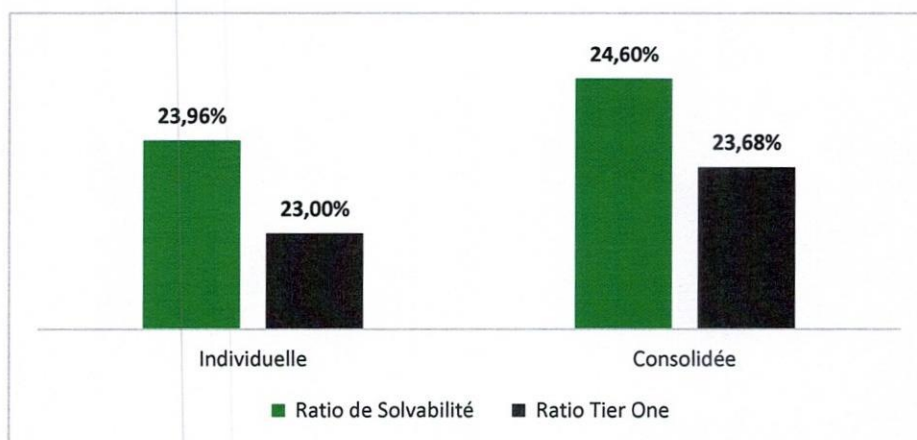
Zone de risque	Approche d'évaluation	Référence réglementaire
Risque de crédit	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque de marché pour les produits homologués par la banque centrale	Méthode avancée	Circulaire N° 08/G/2010
Risque de marché relatif aux produits non homologués par la banque centrale	Méthode standard	Circulaire N° 26/G/2006
Risque opérationnel	Méthode indicateur de base	Circulaire N° 26/G/2006

Le graphe ci-dessous présente la ventilation des actifs pondérés à fin décembre 2020 sur base individuelle et consolidée (en millions de dirhams) :



2.4 Ratio des fonds propres de base et Solvabilité

A fin décembre 2020, les ratios de solvabilité et Tier One sur base individuelle et consolidée se présentent comme suit :



MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

NOTE 14 : DISPOSITIF DE CONTROLE INTERNE

CDG Capital s'est doté depuis sa création d'un système de contrôle interne intégré dont le renforcement continu est au cœur de ses préoccupations. Ce système se base sur les règles de bonne gouvernance, une séparation stricte entre les tâches opérationnelles et les activités de contrôle, un cadrage des responsabilités et une traçabilité intégrale.

Dans ce cadre, CDG Capital a édifié une culture de contrôle interne autour d'un environnement de travail sécurisé et propice au développement durable. Ce dernier est régi par la charte de contrôle interne du groupe CDG Capital et décliné sur le plan opérationnel entre autres par le dispositif et la procédure de contrôle permanent. Notamment, l'ensemble des activités de CDG Capital s'inscrivent dans le cadre d'un système de contrôle à fréquences régulières adaptées à la cotation des risques opérationnels, et ayant pour objectifs de s'assurer que l'ensemble des activités de la banque sont contrôlées et que l'ensemble des risques sont surveillés de façon permanente.

1. DÉFINITION, OBJECTIFS ET NORMES DU CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne « SCI » de CDG Capital se définit par l'ensemble des processus mis en œuvre par la Banque, à tous les niveaux opérationnels et hiérarchiques, destiné à donner, en permanence, une assurance raisonnable quant à la réalisation des objectifs ci-après :

- le respect des procédures internes et orientations du management ;
- la conformité des opérations et des procédures internes aux prescriptions législatives et réglementaires ;
- la fiabilité des conditions de collecte, de traitement, de diffusion et de conservation des données comptables et financières, à l'échelle internes et externes ;
- l'efficacité des systèmes d'information et de communication.

Le système de contrôle interne est aussi en évolution continue en termes de ressources humaines, techniques et logistiques adaptées au développement des activités, aux exigences réglementaires et aux ambitions de la banque de pérenniser un atmosphère de confiance et de bonnes pratiques en interne et vis-à-vis des clients.

2. ORGANISATION DU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le dispositif de contrôle interne du Groupe CDG Capital est organisé autour de trois lignes de maîtrise des risques, sous la responsabilité de la direction générale et la supervision du Conseil d'administration. Cette organisation peut être illustrée comme suit :

La première ligne de maîtrise est constituée par le management opérationnel qui doit veiller au bon fonctionnement et du déploiement du dispositif de contrôle de premier niveau ;

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

La deuxième ligne de maîtrise est opérée par l'entité Contrôle Permanent qui est en charge de la bonne conception et du correct déploiement du dispositif de contrôle permanent en s'appuyant sur les travaux de cartographie des risques de non-conformité et opérationnels.

Le contrôle permanent au sein de CDG Capital est mis en œuvre à tous les niveaux organisationnels et est matérialisé et déployé à travers des répertoires de contrôle couvrant l'ensemble des activités, des plans de supervision et de communication et des restitutions consolidées permettant de tirer des enseignements pertinents et de mettre en place les actions nécessaires. Ses composantes permettent, en effet, de détecter et de régulariser en temps opportun toutes anomalies pouvant survenir courant l'exercice des activités de manière à prévenir tout incident éventuel.

La troisième ligne de maîtrise que représente la direction de l'audit interne. Celle-ci apporte une évaluation indépendante et des revues transverses dans un but d'améliorer le dispositif de contrôle en place.

3. MOYENS AFFECTES AU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) comprend des structures dédiées exclusivement aux activités de contrôle déployées au niveau central. D'autres entités jouent un rôle de support de contrôle interne de par la nature de leurs attributions.

Les structures dédiées aux activités de contrôle sont l'audit interne d'une part, et celles en charge, de la gestion des risques, du contrôle permanent, et de la conformité d'autre part. Rattachées au pôle « Pilotage et Contrôle », ces dernières ont pour rôle d'animer les filières de contrôle, de veiller à l'application des dispositifs de contrôle et à la régularisation des anomalies relevées en temps opportun, de centraliser les données relatives à la gestion et la prévention des risques, ainsi que d'élaborer des analyses et de produire des indicateurs relatifs au contrôle interne selon leur périmètre d'actions.

4. COORDINATION DU DISPOSITIF CONTRÔLE INTERNE

Le Système de Contrôle Interne (SCI) de CDG Capital et de ses filiales est organisé en filière selon l'approche subsidiaire. Le contrôle fédéral assure le référentiel et le reporting Groupe et les fonctions du contrôle interne des filiales déploient le dispositif de contrôle dans le respect de la réglementation et des normes Groupe. A cet égard, le système de contrôle interne est assuré au niveau des filiales par le biais de correspondants contrôle permanent dédiés aux activités y afférentes. Les moyens humains déployés et leurs attributions sont proportionnels à la taille et à la nature des activités de chaque structure notamment aux exigences réglementaires en la matière.

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc

mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

CDG CAPITAL S.A

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Aux Actionnaires de

CDG CAPITAL S.A

Rabat

RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Audit des états de synthèse

Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des états de synthèse ci-joints de CDG Capital SA, comprenant le bilan, le compte de produits et charges, l'état des soldes de gestion, le tableau des flux de trésorerie et l'état des informations complémentaires (ETIC) relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020. Ces états de synthèse font ressortir un montant de capitaux propres et assimilés de KMAD 1.182.429, dont un bénéfice net de KMAD 91.801.

Ces états ont été arrêtés par le Conseil d'Administration le 11 mars 2021 dans un contexte évolutif de la crise sanitaire de l'épidémie du Covid-19, sur la base des éléments disponible à cette date.

Nous certifions que les états de synthèse cités au premier paragraphe ci-dessus sont réguliers et sincères et donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de CDG Capital SA au 31 décembre 2020 conformément au référentiel comptable admis au Maroc

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la Profession au Maroc. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la société conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états de synthèse et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des états de synthèse de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des états de synthèse pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Questions clés de l'audit	Réponse d'audit
Evaluation des titres de transaction et de placement	
<p>Les titres de transaction et de placement figurent à l'actif de CDG Capital au 31 décembre 2020 pour un montant de 9.193.348 KMAD.</p> <p>Les titres de transaction et de placement sont évalués conformément aux principes décrit dans l'état A1 « Principales méthodes d'évaluation appliquées » de l'Etat des Informations Complémentaires (ETIC).</p> <p>Nous avons considéré que l'évaluation des titres de transaction et de placement constitue un point clé de l'audit, ces titres étant de montants significatifs et faisant appel au jugement de la direction dans le recours aux modèles internes de valorisation pour leur évaluation (hors actions cotées) en date de clôture.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de la Banque et des contrôles clés relatifs à l'évaluation des titres de transaction et de placement.</p> <p>Nos travaux d'audit ont principalement consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none">- Examiner le dispositif de gouvernance relatif aux modèles de valorisation et tester les contrôles clés mis en place au niveau de la banque ;- Tester par sondage l'évaluation des titres de transaction et de placement.

Rapport de gestion

Nous nous sommes assurés de la concordance, des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'administration destiné aux actionnaires avec les états de synthèse de la société, prévue par la loi.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états de synthèse

La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états de synthèse, conformément au référentiel comptable admis au Maroc. Cette responsabilité comprend la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation des états de synthèse ne comportant pas d'anomalie significative, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Lors de la préparation des états de synthèse, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la société ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la société.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états de synthèse

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états de synthèse sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes de la profession au Maroc.

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états de synthèse pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes professionnelles permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états de synthèse prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes de la profession au Maroc, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- Nous identifions et évaluons les risques que les états de synthèse comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société ;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière ;
- Nous concluons quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états de synthèse au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas

adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la société à cesser son exploitation ;

- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états de synthèse, y compris les informations fournies dans les états de synthèse, et apprécions si les états de synthèse représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Casablanca, le 29 mars 2021

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT



DELOITTE AUDIT
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 78 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi

Associée

MAZARS AUDIT ET CONSEIL



MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha Ferdaous

Associé

COMPTES SOCIAUX - Au 31 DECEMBRE 2020

CDG CAPITAL
GROUPE CDG

B I L A N
Arrêté au 31/12/2020

En milliers de dirhams

A C T I F	31/12/2020	31/12/2019
Valeurs en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	73 016	21 625
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	658 534	715 355
. A vue	135 616	171 252
. A terme	522 918	544 103
Créances sur la clientèle	745 943	386 565
. Crédits et financements participatifs de trésorerie et à la consommation	201 506	25 247
. Crédits et financements participatifs à l'équipement	325 688	358 999
. Crédits et financements participatifs immobiliers	1 090	1 276
. Autres crédits et financements participatifs	217 660	1 043
Créances acquises par affacturage		
Titres de transaction et de placement	9 193 348	7 809 599
. Bons du Trésor et valeurs assimilées	5 011 471	4 416 460
. Autres titres de créance	3 816 420	2 923 282
. Certificats de Sukuk	31 420	41 002
. Titres de propriété	334 039	428 855
Autres actifs	836 748	789 882
Titres d'investissement	-	-
. Bons du Trésor et valeurs assimilées		
. Autres titres de créance		
. Certificats de Sukuk		
Titres de participation et emplois assimilés	248 716	246 136
. Participation dans les entreprises liées	198 030	196 030
. Autres titres de participation et emplois assimilés	50 685	50 106
. Titres de Moudaraba et Moucharaka	-	-
Créances subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar placés	-	-
Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
Immobilisations données en Ijara	-	-
Immobilisations incorporelles	56 983	44 702
Immobilisations corporelles	18 540	21 473
TOTAL ACTIF	11 831 828	10 035 338

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

En milliers de dirhams

PASSIF	31/12/2020	31/12/2019
Banques Centrales, Trésor Public, Service des Chèques Postaux	-	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 660 148	3 310 291
. A vue	2 767 798	1 533 339
. A terme	1 892 349	1 776 951
Dépôts de la clientèle	1 566 504	1 506 015
. Comptes à vue créditeurs	741 004	754 660
. Comptes d'épargne	-	-
. Dépôts à terme	571 027	513 831
. Autres comptes créditeurs	254 472	237 523
Dettes envers la clientèle sur produits participatifs	-	-
Titres de créance émis	1 926 197	1 714 786
. Titres de créance négociables émis	1 926 197	1 714 786
. Emprunts obligataires émis	-	-
. Autres titres de créance émis	-	-
Autres passifs	2 450 399	2 322 414
Provisions pour risques et charges	46 152	21 245
Provisions réglementées	-	-
Subventions, Fonds publics affectés et Fonds spéciaux de garantie	-	-
Dettes subordonnées	-	-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Istithmar reçus	-	-
Ecart de réévaluation	-	-
Réserves et primes liées au capital	160 231	190 000
Capital	930 000	780 000
Actionnaires. Capital non versé (-)	-	-
Report à nouveau (+/-)	396	109 418
Résultats nets en instance d'affectation (+/-)	-	-
Résultat net de l'exercice (+/-)	91 801	81 169
TOTAL PASSIF	11 831 828	10 035 338

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES

En milliers de dirhams

COMPTE DE PRODUITS ET DE CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS D'EXPLOITATION BANCAIRE	736 281	596 700
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	28 147	19 543
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	20 988	21 546
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 206	60 147
Produits sur titres de propriété	47 800	26 129
Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Commissions sur prestations de service	180 394	165 532
Autres produits bancaires	392 746	303 802
CHARGES D'EXPLOITATION BANCAIRE	392 441	330 909
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	31 481	44 965
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	55 302	58 857
Intérêts et charges assimilées sur titres de créance émis	51 764	37 665
Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Autres charges bancaires	253 895	189 422
PRODUIT NET BANCAIRE	343 840	265 792
Produits d'exploitation non bancaire	4 945	13 281
Charges d'exploitation non bancaire	134	283
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION	180 298	163 069
Charges de personnel	101 280	95 818
Impôts et taxes	2 439	2 290
Charges externes	47 002	42 308
Autres charges générales d'exploitation	9 986	7 329
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	19 591	15 325
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	31 240	21 000
Dotations aux provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	-	-
Pertes sur créances irrécouvrables	5 171	-
Autres dotations aux provisions	26 070	21 000
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	4 987	14 322
Reprises de provisions pour créances et engagements par signature en souffrance	17	19
Récupérations sur créances amorties	-	-
Autres reprises de provisions	4 971	14 303
RESULTAT COURANT	142 100	109 043
Produits non courants	3	-
Charges non courantes	5 956	1 924
RESULTAT AVANT IMPOTS	136 146	107 119
Impôts sur les résultats	44 346	25 949
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	91 801	81 169

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT DES SOLDES DE GESTION

I - TABLEAU DE FORMATION DES RESULTATS

En milliers de dirhams

ETAT DES SOLDES DE GESTION	31/12/2020	31/12/2019
+ Intérêts et produits assimilés	115 341	101 237
- Intérêts et charges assimilées	138 546	141 486
MARGE D'INTERET	(23 205)	(40 250)
+ Produits sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
- Charges sur immobilisations en crédit-bail et en location	-	-
Résultat des opérations de crédit-bail et de location	-	-
+ Commissions perçues	180 394	165 532
- Commissions servies	8 391	7 153
MARGE SUR COMMISSIONS	172 003	158 379
+ Résultat des opérations sur titres de transaction	101 743	80 231
+ Résultat des opérations sur titres de placement	36 427	24 163
+ Résultat des opérations de change	15 719	19 582
+ Résultat des opérations sur produits dérivés	(4 691)	93
RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE	149 197	124 069
+ Divers autres produits bancaires	48 659	26 655
- Diverses autres charges bancaires	2 815	3 063
PRODUIT NET BANCAIRE	343 840	265 792
+ Résultat des opérations sur immobilisations financières	-	(11 460)
+ Autres produits d'exploitation non bancaire	4 945	3 741
- Autres charges d'exploitation non bancaire	134	283
- Charges générales d'exploitation	180 298	163 069
RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	168 353	94 721
- Dotations nettes des reprises aux provisions pour créances et engagements par signature en so	5 154	(19)
- Autres dotations nettes de reprises aux provisions	21 099	(14 303)
RESULTAT COURANT	142 100	109 043
RESULTAT NON COURANT	(5 953)	(1 924)
- Impôts sur les résultats	44 346	25 949
RESULTAT NET DE L'EXERCICE	91 801	81 169

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT DES SOLDES DE GESTION (suite)

II - CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT

En milliers de dirhams

	31/12/2020	31/12/2019
(+) RESULTAT NET DE L'EXERCICE	91 801	81 169
20.(+) Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations incorporelles et corporelles	19 591	15 325
21.(+) Dotations aux provisions pour dépréciation des immobilisations financières		21 000
22.(+) Dotations aux provisions pour risques généraux	17 357	-
23.(+) Dotations aux provisions réglementées		
24.(+) Dotations non courantes		
25.-) Reprises de provisions	-	(14 303)
26.-) Plus-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	(227)	(90)
27.(+) Moins-values de cession des immobilisations incorporelles et corporelles	-	
28.-) Plus-values de cession des immobilisations financières	-	(9 540)
29.(+) Moins-values de cession des immobilisations financières	-	
30.-) Reprises de subventions d'investissement reçues	-	
(+) CAPACITE D'AUTOFINANCEMENT	128 521	93 561
31.-) Bénéfices distribués	(219 960)	(230 000)
(+) AUTOFINANCEMENT	(91 439)	(136 439)

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE

	En milliers de dirhams	
	31/12/2020	31/12/2019
1.(+) Produits d'exploitation bancaire perçus	688 481	570 571
2.(+) Récupérations sur créances amorties		
3.(+) Produits d'exploitation non bancaire perçus	4 718	3 651
4.(-) Charges d'exploitation bancaire versées	-392 441	-330 909
5.(-) Charges d'exploitation non bancaire versées	-11 261	-2 207
6.(-) Charges générales d'exploitation versées	-160 707	-147 744
7.(-) Impôts sur les résultats versés	-44 346	-25 949
I.Flux de trésorerie nets provenant du compte de produits et charges	84 444	67 413
Variation des :		
8.(+) Créances sur les établissements de crédit et assimilés	56 821	12 692
9.(+) Créances sur la clientèle	-359 361	-24 994
10.(+) Titres de transaction et de placement	-1 383 749	-1 478 735
11.(+) Autres actifs	-43 058	86 140
12.(+) Immobilisations données en crédit-bail et en location	-	-
13.(+) Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	1 349 857	191 222
14.(+) Dépôts de la clientèle	60 490	-687 984
15.(+) Titres de créance émis	211 411	406 532
16.(+) Autres passifs	127 985	1 291 791
II.Solde des variations des actifs et passifs d'exploitation	20 395	-203 336
III.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'EXPLOITATION (I + II)	104 839	-135 923

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (suite)

	31/12/2020	31/12/2019
17.(+) Produit des cessions d'immobilisations financières	0	17 540
18.(+) Produit des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles	227	122
19.(-) Acquisition d'immobilisations financières	-2 580	-69 982
20.(-) Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles	-28 935	-10 954
21.(+) Intérêts perçus		
22.(+) Dividendes perçus	47 800	26 129
IV.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES D'INVESTISSEMENT	16 512	-37 146
23.(+) Subventions, fonds publics et fonds spéciaux de garantie reçus		
24.(+) Emission de dettes subordonnées		
25.(+) Emission d'actions	150 000	150 000
26.(-) Remboursement des capitaux propres et assimilés		
27.(-) Intérêts versés		
28.(-) Dividendes versés	-219 960	-230 000
V.FLUX DE TRESORERIE NETS PROVENANT DES ACTIVITES DE FINANCEMENT	-69 960	-80 000
VI.VARIATION NETTE DE LA TRESORERIE (III+ IV +V)	51 391	-253 069
VII.TRESORERIE A L'OUVERTURE DE L'EXERCICE	21 625	274 694
VIII.TRESORERIE A LA CLOTURE DE L'EXERCICE	73 016	21 625

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

HORS BILAN

En milliers de dirhams

HORS BILAN	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DONNES	2 217 515	2 995 483
Engagements de financement donnés en faveur des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de financement donnés en faveur de la clientèle	62 932	166 832
Engagements de garantie d'ordre des établissements de crédit et assimilés	-	-
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3 043	1 255 978
Titres achetés à réméré	-	-
Autres titres à livrer	2 151 540	1 572 673
ENGAGEMENTS RECUS	640 251	1 220 943
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	9 438
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers	-	-
Titres vendus à réméré	-	-
Titres de Moucharaka et Moudaraba à recevoir	-	-
Autres titres à recevoir	140 251	711 505

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION APPLIQUEES PAR L'ETABLISSEMENT

Les comptes individuels de CDG Capital sont établis et présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable des Etablissements de Crédit (PCEC). En particulier, les principales méthodes d'évaluation en matière de titres, créances, dettes et immobilisations sont résumées ci-après.

PORTEFEUILLE TITRES

Les règles de classement et d'évaluation appliquées sont les suivantes :

Titres de transaction	Titres de placement	Titres de participation et emplois assimilés
<p>Sont logés dans cette catégorie, les titres qui à l'origine sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme et ceux détenus par la banque dans le cadre de son activité de mainteneur de marché.</p> <p>Les titres de transaction sont comptabilisés à la date de leur acquisition et pour leur prix d'acquisition frais exclus, en incluant le cas échéant les intérêts courus. Les titres cédés sont évalués suivant ces mêmes règles.</p> <p>À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués au prix de marché du jour le plus récent. Le solde global des différences, résultant des variations de prix de marché, est porté au compte de produits et charges.</p>	<p>Cette catégorie concerne les titres détenus dans une optique de placement pour une période indéterminée et que la banque peut être amenée à céder à tout moment</p> <p>Les titres de placement sont enregistrés à leur prix d'acquisition, frais inclus, coupon couru inclus.</p> <p>À chaque arrêté comptable, les titres sont évalués par référence au prix du marché du jour le plus récent. Les moins-values font l'objet d'une provision pour dépréciation qui peut être appréciée par ensembles homogènes de titres, sans compensation avec les plus-values constatées sur les autres catégories de titres. Les plus-values ne peuvent être constatées en produits.</p>	<p>Sont inscrits dans cette catégorie à leur valeur d'acquisition, les titres dont la possession durable est estimée utile à la banque. Ces titres sont ventilés selon les dispositions préconisées par le PCEC en titres de participation, participations dans les entreprises liées et autres titres immobilisés.</p> <p>A chaque arrêté comptable, leur valeur est estimée sur la base des éléments généralement admis (valeur d'usage, quote-part dans la situation nette, actif net réévalué, discounted cash flow). Seules les moins-values latentes donnent lieu, au cas par cas, à la constitution de provisions pour dépréciation.</p>
CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET SUR LA CLIENTÈLE		DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT ET COMPTES CRÉDITEURS DE LA CLIENTÈLE
<p>Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale ou l'objet économique des concours: en créances à vue et à terme pour les établissements de crédit; crédits de trésorerie, crédits à l'équipement, autres crédits pour la clientèle. Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs.</p> <p>Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.</p> <p>Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.</p>	<p>Les dettes envers les établissements de crédit et la clientèle sont présentées selon leur durée initiale ou leur nature : dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ; comptes à vue, comptes à terme et autres dépôts pour la clientèle.</p> <p>Sont incluses dans ces différentes rubriques, en fonction de la nature de la contrepartie, les opérations de pension, matérialisées par des titres ou des valeurs. Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés au bilan parmi les dettes rattachées.</p>	<p>Les créances sur les établissements de crédit et sur la clientèle sont inscrites au bilan à leur valeur nominale augmentée des intérêts courus non échus.</p> <p>Les créances en souffrance et les provisions y afférentes sont évaluées et comptabilisées conformément à la réglementation en vigueur.</p>
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES		
<p>Les immobilisations incorporelles et corporelles figurent au bilan à la valeur d'acquisition diminuée des amortissements cumulés, calculés selon la méthode linéaire sur les durées de vie estimées.</p>		

CREANCES SUR LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

CREANCES	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des Chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc	Etablissements de crédit à l'étranger	31/12/2020	31/12/2019
COMPTES ORDINAIRES DEBITEURS	73 016	14 907	10 353	110 356	208 632	192 856
VALEURS RECUES EN PENSION	-	-	-	-	-	100 000
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	-	-	-	100 000
PRETS DE TRESORERIE	-	-	50 000	63 424	113 424	-
- au jour le jour	-	-	-	-	-	-
- à terme	-	-	50 000	63 424	113 424	-
PRETS FINANCIERS	-	400 000	-	-	400 000	433 333
AUTRES CREANCES	-	-	-	-	-	22
INTERETS COURUS A RECEVOIR	-	9 295	199	0	9 494	10 769
CREANCES EN SOUFFRANCE	-	-	-	-	-	-
TOTAL	73 016	424 202	60 553	173 779	731 550	736 980

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

CREANCES	Secteur public	Secteur privé		Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières		
CREDITS DE TRESORERIE			197 320	1 457	22 888
- Comptes à vue débiteurs	-	217 569	181 310	1 457	11 273
- Créances commerciales sur le Maroc	-	217 569		1 457	
- Crédits à l'exportation	-	-	-	-	
- Autres crédits de trésorerie	-	-	16 011	-	11 614
CREDITS A LA CONSOMMATION				2 577	2 248
	-	-	-	2 577	
	-	-	-	-	
CREDITS A L'EQUIPEMENT			325 234		358 658
	-	-	325 234	-	358 658
	-	-	-	-	
CREDITS IMMOBILIERS				1 090	1 276
	-	-	-	1 090	1 276
	-	-	-	-	
AUTRES CREDITS				81	1 043
	-	-	-	81	1 043
	-	-	-	-	
CREANCES ACQUISES PAR AFFACTURAGE					
	-	-	-	-	
	-	-	-	-	
INTERETS COURUS A RECEVOIR			454	151	453
	-	10	454	151	453
	-	-	-	-	
CREANCES EN SOUFFRANCE					
- Créances pré-douteuses	-	-	-	-	-
- Créances douteuses	-	-	-	-	-
- Créances compromises	-	-	-	-	-
TOTAL		217 579	523 008	5 356	386 565
	-	217 579	523 008	5 356	386 565

VENTILATION DES TITRES DE TRANSACTION ET DE PLACEMENT ET DES TITRES D'INVESTISSEMENT PAR CATEGORIE D'EMETTEUR

TITRES	Etablissements de crédit et assimilés	Emetteurs publics	Emetteurs privés		Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
			financiers	non financiers		
TITRES COTES	2	-	-	5	7	9 825
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	2	-	-	5	7	9 825
TITRES NON COTES	2 403 613	6 157 471	404 481	198 529	9 164 095	7 765 538
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	127 801	5 004 920	-	-	5 004 920	4 409 947
OBLIGATIONS	2 275 812	1 121 131	39 762	198 529	1 487 223	645 377
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	31 420	30 687	-	2 306 500	2 250 182
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	334 032	-	31 420	41 002
TITRES DE PROPRIETE	-	-	-	-	334 032	419 030
TOTAL	2 403 615	6 157 471	404 481	198 534	9 164 102	7 775 363

* nets de provisions et hors ICFNE

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

31/12/2020

TITRES	Valeur comptable brute	Valeur actuelle	Valeur de remboursement	Plus-values latentes	Moins-Values latentes	Provisions
TITRES DE TRANSACTION						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	6 593 863	6 594 769	6 594 769	-	-	-
OBLIGATIONS	4 483 407	4 483 838	4 483 838	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	794 625	794 953	794 953	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	1 284 410	1 284 558	1 284 558	-	-	-
TITRES DE PROPRIETE	31 420	31 420	31 420	-	-	-
TITRES DE PLACEMENT*						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	2 570 239	2 320 557	1 879 287	20 893	-	-
OBLIGATIONS	521 513	527 190	506 100	5 975	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	692 598	696 102	690 313	6 133	-	-
TITRES DE PROPRIETE	1 022 090	1 030 858	1 020 967	8 033	-	-
	334 039	338 958	-	4 922	-	-
TITRES D'INVESTISSEMENT						
BONS DU TRESOR ET VALEURS ASSIMILEES	-	-	-	-	-	-
OBLIGATIONS	-	-	-	-	-	-
AUTRES TITRES DE CREANCE	-	-	-	-	-	-
CERTIFICATS DE SUKUK	-	-	-	-	-	-

* hors ICNE

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

DETAIL DES AUTRES ACTIFS

Actif	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
INSTRUMENTS OPTIONNELS ACHETES		-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	99 288	-
DEBITEURS DIVERS	737 460	789 882
Sommes dues par l'Etat	182 565	139 694
Débiteurs divers	391 801	509 053
Produit à recevoir	51 135	43 577
Charges constatées d'avance	127	253
Autres comptes	111 833	97 305
TOTAL ACTIF	836 748	789 882

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

ETAT B 6

TITRES DE PARTICIPATION ET EMPLOIS ASSIMILES

31/12/2020

Dénomination de la société émettrice	Secteur d'activité	Capital social	Participation au capital en %	Prix d'acquisition global	Valeur comptable nette
Participations dans les entreprises liées					
CDG CAPITAL GESTION	GESTION D'ACTIFS	1 000	100%	150 000	150 000
CDG CAPITAL BOURSE	INTERMEDIATION BOURSIERE	27 437	100%	44 510	44 510
CDG CAPITAL REAL ESTATE	GESTION DE FONDS IMMOBILIERS	3 000	100%	3 520	3 520
Autres titres de participation					
MAGHREB TITRISATION	TITRISATION FINANCIER IMMOBILIER	5 000	12,9%	1 353	1 353
SOCIETE MAROCAINE DE GESTION DU FCGD		1 000	NS	59	59
CHWITER JDID		1 098 768	6,80%	70 274	49 274
TOTAL PARTICIPATIONS				269 716	248 716
EMPLOIS ASSIMILES					
TOTAL GENERAL				269 716	248 716

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES

AU 31/12/2020

Immobilisations	Montant brut au début de l'exercice	Montant des acquisitions au cours de l'exercice	Montant des cessions ou retraits au cours de l'exercice	Montant brut à la fin de l'exercice	Amortissements et/ou provisions				Montant net à la fin de l'exercice
					Montant des amortis. et/ou prov début de l'ex.	Dotations au titre de l'exercice	Montant des amortis. sur immo. sorties	Cumul	
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	103 797	27 338	2 534	128 601	59 095	12 523	-	71 618	56 983
- Droit au bail									
- Immobilisations en recherche et développement									
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation	100 401	27 338	-	127 739	59 095	12 523	-	71 618	56 121
- Autres immobilisations incorporelles d'exploitation en cours	3 396	-	2 534	862	-	-	-	-	862
- Immobilisations incorporelles hors exploitation									
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	65 017	4 131	24	69 124	43 544	7 068	27	50 584	18 540
- IMMEUBLES D'EXPLOITATION	20 372	875	-	21 247	13 836	2 014	3	15 847	5 401
. Terrain d'exploitation									
. Agen Amen Inst Immeubles d'exploitation, Bureaux	20 372	875	-	21 247	13 836	2 014	3	15 847	5 401
. Immeubles d'exploitation, Logements de fonction									
- MOBILIER ET MATERIEL D'EXPLOITATION	44 644	3 256	24	47 876	29 708	5 054	24	34 737	13 139
. Mobilier de bureau d'exploitation	5 980	434		6 415	3 270	516	-	3 786	2 629
. Matériel de bureau d'exploitation	1 020	124		1 145	841	70		912	233
. Matériel informatique	35 124	2 319	17	37 426	24 759	3 927	17	28 669	8 757
. Matériel roulant rattaché à l'exploitation	2 520	378	7	2 891	837	540	7	1 371	1 520
. Autres matériels d'exploitation									
- AUTRES IMMOB. CORPORELLES D'EXPLOITATION EN COURS									
- IMMOBILISATIONS CORPORELLES HORS EXPLOITAT.									
. Terrains hors exploitation									
. Immeubles hors exploitation									
. Mobilier et matériel hors exploitation									
. Autres immobilisations corporelles hors exploitation									
Total	168 814	31 469	2 558	197 725	102 638	19 591	27	122 202	75 523

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

**ETAT B 9 bis
PLUS OU MOINS VALUES SUR CESSIONS OU RETRAITS D'IMMOBILISATIONS**

31/12/2020

Date de cession ou de retrait	Nature	Montant brut	Amortissements cumulés	Valeur comptable nette	Produit de cession	Plus-values de cession	Moins-values de cession
06/01/2020	Matériel informatique	17	17	-	2	2	
31/01/2020	Matériel de transport	3	3	-	70	70	
28/02/2020	Matériel de transport	4	4	-	156	156	
TOTAL		24	24	-	227	227	-

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

ETAT B10

DETTES ENVERS LES ETABLISSEMENTS DE CREDIT ET ASSIMILES

31/12/2020

DETTES	Etablissements de crédit et assimilés au Maroc				Etablissements de crédit à l'étranger	Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
	Bank Al-Maghrib, Trésor Public et Service des chèques Postaux	Banques au Maroc	Autres établissements de crédit et assimilés au Maroc				
COMPTES ORDINAIRES CREDITEURS	-	4 495	-	-	123 189	127 684	61 292
VALEURS DONNEES EN PENSION	1 722 793	-	-	-	-	1 722 793	2 278 264
- au jour le jour							501 779
- à terme	1 722 793	-	-	-	-	1 722 793	1 776 485
EMPRUNTS DE TRESORERIE	-	169 191	2 640 000	-	-	2 809 191	970 000
- au jour le jour	-	-	2 640 000	-	-	2 640 000	970 000
- à terme	-	169 191	-	-	-	169 191	-
EMPRUNTS FINANCIERS	-	-	-	-	-	-	-
AUTRES DETTES	-	-	-	-	-	-	171
INTERETS COURUS A PAYER	286	79	114	-	-	479	564
TOTAL	1 723 079	173 765	2 640 114	123 189	4 860 148	3 310 291	

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B11
DEPOTS DE LA CLIENTELE

DEPOTS	Secteur public	Secteur privé			Total 31/12/2020	Total 31/12/2019
		Entreprises financières	Entreprises non financières	Autre clientèle		
COMPTES A VUE CREDITEURS	523	243 198	442 366	54 918	741 004	624 676
COMPTES D'EPARGNE	-	-	-	-	-	-
DEPOTS A TERME		560 406	-	2 000	562 406	504 907
AUTRES COMPTES CREDITEURS	198 439	5 461	1 682	48 889	254 472	367 498
INTERETS COURUS A PAYER		8 622	-	-	8 622	8 933
TOTAL	198 962	817 687	444 048	105 807	1 566 504	1 506 015

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

TITRE DE CREANCE EMIS

31/12/2020

NATURE TITRES (1)	CARACTERISTIQUES						MONTANT	Dont		Montant non amorti des primes d'émission ou de remboursement (en DH)
	Date de jouissance	Date d'échéance	Valeur nominale unitaire	Taux nominal	Mode de remboursement (2)	Entreprises liées		Autres apparentés		
CERTIFICATS DE DEPOTS	02/08/2018	02/08/2023	100	3,29%	INFINE		200 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	06/12/2019	01/06/2021	100	2,60%	INFINE		350 000	-	-	-
CERTIFICATS DE DEPOTS	13/03/2020	12/03/2021	100	2,55%	INFINE		300 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	16/06/2020	16/03/2021	100	2,29%	INFINE		401 800			
CERTIFICATS DE DEPOTS	19/11/2020	20/05/2021	100	1,85%	INFINE		300 000			
CERTIFICATS DE DEPOTS	22/12/2020	22/06/2021	100	1,80%	INFINE		350 000			
TOTAL							1 901 800			

(1) Il s'agit de : Certificats de dépôt

Emprunts obligataires

Bons de sociétés de financement

Autres titres de créance

(2) amortissement annuel ou infine

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B13
DETAIL DES AUTRES PASSIFS

Passif	31/12/2020	31/12/2019
INSTRUMENTS OPTIONNELS VENDUS		-
OPERATIONS DIVERSES SUR TITRES	2 263 911	2 137 767
CREDITEURS DIVERS	186 487	184 647
Sommes dues à l'Etat	117 215	118 630
Créditeurs Divers	5 725	4 925
Dettes Fournisseurs	22 413	17 787
Produits constatés d'avance	-	-
Comptes de Régularisation	41 134	43 305
TOTAL PASSIF	2 450 399	2 322 414

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B 14
PROVISIONS

PROVISIONS	31/12/2019	Dotations	Reprises	Autres variations	31/12/2020
PROVISIONS DEDUITES DE L'ACTIF SUR :	91 049	10 102	15 287	-	85 864
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	-	-	-	-	-
Créances sur la clientèle	6 819	-	17	-	6 803
Titres de placement	51 364	8 940	10 300	-	50 004
Titres de participation et emplois assimilés	21 000	-	-	-	21 000
Immobilisations en crédit-bail et en location	-	-	-	-	-
Autres actifs	11 866	1 163	4 971	-	8 057
PROVISIONS INSCRITES AU PASSIF :	21 245	24 907	-	-	46 152
Provisions pour risques d'exécution d'engagements par signature	-	-	-	-	-
Provisions pour risques de change	-	-	-	-	-
Provisions pour risques généraux	20 376	17 357	-	-	37 733
Provisions pour pensions de retraite et obligations similaires	-	-	-	-	-
Provisions pour autres risques et charges	869	7 550	-	-	8 419
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL	112 294	35 009	15 287	-	132 016

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B17
CAPITAUX PROPRES

CAPITAUX PROPRES	31/12/2019	Affectation du résultat	Autres variations	31/12/2020
Réserves et primes liées au capital	190 000	-29 769		160 231
Réserve légale	50 000	8 231		58 231
Autres réserves	140 000	-38 000		102 000
Capital	780 000		150 000	930 000
Capital appelé	780 000		150 000	930 000
Report à nouveau (+/-)	109 419	-109 418	396	397
Résultat net de l'exercice (+/-)	81 169	-81 169		91 801
Total	1 160 588	-220 356	150 396	1 182 429

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B18
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE

ENGAGEMENTS	31/12/2020	31/12/2019
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE DONNES	65 974	1 422 810
Engagements de financement en faveur d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	-	-
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de financement en faveur de la clientèle	62 932	166 832
Crédits documentaires import		
Acceptations ou engagements de payer		
Ouvertures de crédit confirmés	62 932	166 832
Engagements de substitution sur émission de titres		
Engagements irrévocables de crédit-bail		
Autres engagements de financement donnés		
Engagements de garantie d'ordre d'établissements de crédit et assimilés	-	-
Crédits documentaires export confirmés		
Acceptations ou engagements de payer		
Garanties de crédits données		
Autres cautions, avals et garanties donnés		
Engagements en souffrance		
Engagements de garantie d'ordre de la clientèle	3 043	1 255 978
Garanties de crédits données		
Cautions et garanties en faveur de l'administration publique		
Autres cautions et garanties données	3 043	1 255 978
Engagements en souffrance		
ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE RECUS	500 000	509 438
Engagements de financement reçus d'établissements de crédit et assimilés	500 000	500 000
Ouvertures de crédit confirmés		
Engagements de substitution sur émission de titres		
Autres engagements de financement reçus	500 000	500 000
Engagements de garantie reçus d'établissements de crédit et assimilés	-	9 438
Garanties de crédits	-	9 438
Autres garanties reçues		
Engagements de garantie reçus de l'Etat et d'organismes de garantie divers		
Garanties de crédits		
Autres garanties reçues		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B19
ENGAGEMENTS SUR TITRES

	31/12/2020	31/12/2019
Engagements donnés	2 151 540	1 572 673
Titres achetés à réméré		
Autres titres à livrer	2 151 540	1 572 673
Engagements reçus	140 251	711 505
Titres vendus à réméré		
Autres titres à recevoir	140 251	711 505

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B20
OPERATIONS DE CHANGE A TERME ET ENGAGEMENTS SUR PRODUITS DERIVES

	Opérations de couverture		Autres opérations	
	31/12/2020	31/12/2019	31/12/2020	31/12/2019
Opérations de change à terme	-	-	3 347 930	3 269 267
Devises à recevoir			1 136 187	1 077 090
Dirhams à livrer			181 983	-
Devises à livrer			1 452 541	1 585 762
Dirhams à recevoir			577 219	606 415
Engagements sur produits dérivés	-	-	352 274	215 289
Engagements sur marchés réglementés de taux d'intérêt			-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de taux d'intérêt			352 274	215 289
Engagements sur marchés réglementés de cours de change			-	-
Engagements sur marchés de gré à gré de cours de change			-	-
Engagements sur marchés réglementés d'autres instruments			-	-
Engagements sur marchés de gré à gré d'autres instruments			-	-

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Valeurs et sûretés reçues en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques de l'actif ou du hors bilan enregistrant les créances ou les engagements par signature donnés	Montants des créances et des engagements par signature donnés couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées			
Autres titres	518 594		
Hypothèques	233 270		
Autres valeurs et sûretés réelles	3 248 233		
TOTAL	4 000 097		

Valeurs et sûretés données en garantie	Valeur comptable nette	Rubriques du passif ou du hors bilan enregistrant les dettes ou les engagements par signature reçus	Montants des dettes ou des engagements par signature reçus couverts
Bons du Trésor et valeurs assimilées	2 064 326		
Autres titres	557 949		
Hypothèques			
Autres valeurs et sûretés réelles			
TOTAL	2 622 274		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B22
VENTILATION DES EMPLOIS ET DES RESSOURCES SUIVANT LA DUREE RESIDUELLE

31/12/2020

	D ≤ 1 mois	1 mois < D ≤ 3 mois	3 mois < D ≤ 1 an	1 an < D ≤ 5 ans	D > 5 ans	TOTAL
ACTIF						
Créances sur les établissements de crédit et assimilés	199 239	-	-	50 000	409 295	658 534
Créances sur la clientèle	400 434	-	454	26 568	318 487	745 943
Titres de créance	5 337	7 378	927 694	5 635 854	2 283 046	8 859 310
Créances subordonnées						-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar placés						-
Crédit-bail et assimilé						-
Ijara						-
TOTAL	605 010	7 378	928 148	5 712 422	3 010 828	10 263 786
PASSIF						
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	4 470 071	190 077	-	-	-	4 660 148
Dettes envers la clientèle	1 472 281	45 947	48 276	-	-	1 566 504
Titres de créance émis	-	712 932	1 010 542	202 722	-	1 926 197
Emprunts subordonnés						-
Dépôts d'investissement et Wakala Bil Isithmar reçus						-
TOTAL	5 942 352	948 957	1 058 818	202 722	-	8 152 849

LAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B23
CONCENTRATION DES RISQUES SUR UN MEME BENEFICIAIRE*

Au 31/12/2020

NOMBRE DE BENEFICIAIRES	TOTAL ENGAGEMENT
25	5 131 529

* Expositions dépassant individuellement 10% des fonds propres prudentiels

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B24

VENTILATION DU TOTAL DE L'ACTIF, DU PASSIF ET DU HORS BILAN EN MONNAIE ETRANGERE

31/12/2020

BILAN	MONTANT
ACTIF	666 717
Valeur en caisse, Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Créances sur les établissements de crédit et assimilés.	173 779
Créances sur la clientèle	-
Titres de transaction et de placement et invest	492 938
Autres actifs	-
Titres de participation et emplois assimilés	-
Créances subordonnées	-
Immobilisations données en crédit-bail et location	-
Immobilisations incorporelles et corporelles	-
PASSIF	170 364
Banques centrales, Trésor public, Service des chèques postaux	-
Dettes envers les établissements de crédit et assimilés	170 364
Dépôts de la clientèle	-
Titres de créance émis	-
Autres passifs	-
Subventions, fonds publics affectés et fonds spéciaux de garantie	-
Dettes subordonnées	-
HORS BILAN	
Engagements donnés	1 470 850
Engagements reçus	1 153 997

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B25
MARGE D'INTERET

	31/12/2020	31/12/2019
INTERETS PERCUS	115 341	101 237
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les EC	28 147	19 543
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	20 988	21 546
Intérêts et produits assimilés sur titres de créance	66 206	60 147
INTERETS SERVIS	138 546	141 486
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec les EC	31 481	44 965
Intérêts et charges assimilés sur opérations avec la clientèle	55 302	58 857
Intérêts et charges assimilés sur titres de créance émis	51 764	37 665

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B26**PRODUITS SUR TITRES DE PROPRIETE**

CATEGORIE DES TITRES	31/12/2020	31/12/2019
Titres de placement	-	529
Titres de participation	-	-
Participations dans les entreprises liées	47 800	25 600
Titres de l'activité de portefeuille	-	-
Emplois assimilés	-	-
TOTAL	47 800	26 129

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B27
COMMISSIONS

	31/12/2020	31/12/2019
COMMISSIONS PERCUES	180 394	165 532
Commissions sur Fonctionnement de compte	272	374
Commissions sur Actifs en gestion ou en dépôt	105 643	145 000
Produits sur Activités de conseil et d'assistance	21 678	18 902
Autres commissions sur prestations de services	52 802	1 257
COMMISSIONS SERVIES	8 391	7 153
Charges sur moyens de paiement	1 039	1 410
Commissions sur achats et ventes	36	193
Commissions sur droits de garde	4 710	4 748
Autres charges sur prestations	2 606	801

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B28

RESULTAT DES OPERATIONS DE MARCHE

PRODUITS ET CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
PRODUITS	391 887	303 276
Gains sur les titres de transaction	306 190	235 320
Plus value de cession sur titres de placement	37 420	25 138
Reprise de provision sur dépréciation des titres de pla	10 300	6 290
Gains sur les produits dérivés	452	1 837
Gains sur les opérations de change	37 525	34 692
CHARGES	242 689	179 207
Pertes sur les titres de transaction	204 448	155 089
Moins value de cession sur titres de placement	2 353	2 277
Dotation aux provisions sur dépréciation des titres d	8 940	4 988
Pertes sur les produits dérivés	5 142	1 744
Pertes sur opérations de change	21 806	15 110
RESULTAT	149 197	124 069

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B29
CHARGES GENERALES D'EXPLOITATION

	CHARGES	31/12/2020	31/12/2019
Charges de personnel		101 280	95 818
Rémunérations du personnel		67 638	66 135
Charges sociales		10 445	9 768
Autres charges		23 197	19 915
Impôts et taxes		2 439	2 290
Charges externes		47 002	42 308
Autres charges générales d'exploitation		9 986	7 329
Dotations aux amortissements et aux provisions des immobilisations corporelles et incorporelles		19 591	15 325
	TOTAL	180 298	163 069

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B 30
AUTRES PRODUITS ET CHARGES

	31/12/2020	31/12/2019
AUTRES PRODUITS ET CHARGES BANCAIRES	138 851	114 380
Autres produits bancaires	392 746	303 802
Autres charges bancaires	253 895	189 422
PRODUITS ET CHARGES D'EXPLOITATION NON BANCAIRES	4 811	12 998
Produits d'exploitation non bancaires	4 945	13 281
Charges d'exploitation non bancaires	134	283
DOTATIONS AUX PROVISIONS ET PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	31 240	21 000
REPRISES DE PROVISIONS ET RECUPERATIONS SUR CREANCES AMORTIES	4 987	14 322
PRODUITS ET CHARGES NON COURANTS	5 953	1 924
Produits non courants	3	-
Charges non courantes	5 956	1 924

HAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT B31

VENTILATION DES RESULTATS PAR METIER OU PAR POLE D'ACTIVITE ET PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

DU 01 JANVIER 2020 AU 31 DECEMBRE 2020

1- VENTILATION PAR POLE D'ACTIVITE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- Activité banque d'affaires	343 840	168 353	136 146
- Autres activités			
TOTAL	343 840	168 353	136 146

2- VENTILATION PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

POLE D'ACTIVITE	PRODUIT NET BANCAIRE	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION	RESULTAT AVANT IMPOT
- MAROC	343 840	168 353	136 146
- Autres zones			
TOTAL	343 840	168 353	136 146

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

INTITULES	MONTANTS(+)	MONTANTS(-)
I - RESULTAT NET COMPTABLE	91 801	-
. Bénéfice net	91 801	
. Perte nette	-	
II - REINTEGRATIONS FISCALES	75 853	
1- Courantes	25 551	
- Charges sur exercices antérieurs	248	
- Pénalités	0	
- Charges à réintégrer dot aux provisions	23 720	
- Charges non déductible	1 133	
- Excédent d'amortissements voitures	451	
2- Non courantes	50 302	
- Impôts sur les sociétés	44 346	
- Contribution à la solidarité	5 956	
III - DEDUCTIONS FISCALES		47 800
1- Courantes		47 800
- Produits des titres de participations et placement		47 800
- Reprise de provisions		
2- Non courantes		-
TOTAL	167 653	47 800
IV - RESULTAT BRUT FISCAL		
. Bénéfice brut si T1 > T2 (A)	119 853	
. Déficit brut fiscal si T2 > T1 (B)		
V - REPORTS DEFICITAIRES IMPUTES (C) (1)		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
VI - RESULTAT NET FISCAL		
. Bénéfice net fiscal (A - C) OU	119 853	
. Déficit net fiscal (B)		
VII - CUMUL DES AMORTISSEMENTS FISCALEMENT DIFFERES		
VIII - CUMUL DES DEFICITS FISCAUX RESTANT A REPORTER		
. Exercice n-4		
. Exercice n-3		
. Exercice n-2		
. Exercice n-1		
(1) Dans la limite du montant du bénéfice brut fiscal (A)		
. Exercice n-1		

ETAT B33

DETERMINATION DU RESULTAT COURANT APRES IMPOTS

31/12/2020

I.DETERMINATION DU RESULTAT	31/12/2020
. Résultat courant d'après le compte de produits et charges (+ ou -)	142 100
. Réintégrations fiscales sur opérations courantes (+)	25 551
. Déductions fiscales sur opérations courantes (-)	47 800
. Résultat courant théoriquement imposable (=)	119 851
. Impôt théorique sur résultat courant (-)	44 345
. Résultat courant après impôts (=)	97 755
II. INDICATIONS DU REGIME FISCAL ET DES AVANTAGES OCTROYES PAR LES CODES DES INVESTISSEMENTS OU PAR DES DISPOSITIONS LEGALES SPECIFIQUES	
NEANT	

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
 Pour Identification

ETAT B34

DETAIL DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

31/12/2020

NATURE	Solde au début de l'exercice 1	Opérations comptables de l'exercice 2	Déclarations TVA de l'exercice 3	Solde fin d'exercice (1+2-3=4)
A. TVA collectée	76 086	123 873	146 466	53 493
B. TVA à récupérer	-	-	-	-
. Sur charges	5 178	17 643	16 221	6 600
. Sur immobilisations	4 157	14 799	14 083	4 873
	1 021	2 845	2 139	1 727
C. TVA due ou crédit de TVA = (A-B)	-	-	-	-
	70 908	106 230	130 245	46 893

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

"Conformément à la législation fiscale en vigueur, les exercices 2017 à 2020 ne sont pas prescrits. Les déclarations fiscales du Groupe CDG Capital au titre de l'impôt sur les sociétés (IS), de la TVA et de l'impôt sur les revenus salariaux (IR), relatives aux dits exercices peuvent faire l'objet de contrôle par l'administration et de rappels éventuels d'impôts et taxes.

Au titre de la période non prescrite, les impôts émis par voie de rôles peuvent également faire l'objet de révision."

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

31/12/2020

Nom des principaux actionnaires ou associés	Adresse	Nombre de titres détenus		Part du capital détenue %	Pourcentage des droits de vote détenus
		Exercice précédent	Exercice actuel		
CAISSE DE DEPOT ET DE GESTION	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	7 799 994	9 299 994	100%	100%
MIR ABDELLATIF ZAGHOUN	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MIR MOHAMED AMINE FILALI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MIR HAMID TAWFIKI	PLACE MOULAY EL HASSAN TOUR EL MAMOUNIA RABAT	1	1	0%	0%
MIR NOUAMAN AL AISSAMI	DIRECTION DU TRESOR ET DES FINANCES EXTERIEURS RABA	1	1	0%	0%
MIR KHALID EL HATTAB	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
MME LATIFA ECHIHABI	BP 408 PLACE MY HASSAN RABAT	1	1	0%	0%
Total		7 800 000	9 300 000	100%	100%

Montant du capital: 930 000 000
 Montant du capital social souscrit et non appelé 0
 Valeur nominale des titres 100

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT C2

AFFECTATION DES RESULTATS INTERVENUE AU COURS DE L'EXERCICE

31/12/2020

	Montants	Montants
A- Origine des résultats affectés Décision de l'AGO du 31/03/2020		
Report à nouveau	109 418	8 231
Résultats nets en instance d'affectation	-	-
Résultat net de l'exercice	81 169	219 960
Prélèvements sur les bénéfices	-	396
Autres prélèvements		
Réserves facultatives	38 000	
TOTAL A	228 588	228 588
		TOTAL B

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT C3

Résultats et autres éléments des trois derniers exercices

31/12/2020

NATURE	EXERCICE N	EXERCICE N-1	EXERCICE N-2
CAPITAUX PROPRES ET ASSIMILES	1 090 628	1 079 418	1 075 959
OPERATIONS ET RESULTATS DE L'EXERCICE			
1- Produit net bancaire	343 840	265 792	278 104
2- Résultat Avant impôts	136 146	107 119	111 935
3- Impôts sur les résultats	44 346	25 949	28 475
4- Bénéfices distribués	219 960	230 000	230 000
5- Résultats non distribués (mis en réserve ou en instance d'affectation)	8 231	-	-
RESULTAT PAR TITRE (en dirhams)			
Résultat net par action	10	10	13
Bénéfice distribué par action	24	29	37
PERSONNEL			
Montants des rémunérations brutes de l'exercice	67 638	66 135	63 873

*MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification*

ETAT C4**DATATION ET EVENEMENTS POSTERIEURS****I. DATATION**

. Date de clôture (1)	31-déc.-2020
. Date d'établissement des états de synthèse (2)	11-mars-2021
(1) Justification en cas de changement de la date de clôture de l'exercice	
(2) Justification en cas de dépassement du délai réglementaire de trois mois prévu pour l'élaboration des états de synthèse.	

II. EVENEMENTS NES POSTERIEUREMENT A LA CLOTURE DE L'EXERCICE NON RATTACHABLES A CET EXERCICE ET CONNUS AVANT LA 1ERE COMMUNICATION EXTERNE DES ETATS DE SYNTHESE

Dates	Indications des événements
	. Favorables . Défavorables NEANT

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT C6
EFFECTIFS

31/12/2020

(En nombre)

EFFECTIFS	31/12/2020	31/12/2019
Effectifs rémunérés	158	158
Effectifs utilisés	158	158
Effectifs équivalent plein temps	158	158
Effectifs administratifs et techniques (équivalent plein temps)		
Effectifs affectés à des tâches bancaires (équivalent plein temps)	158	158
Cadres (équivalent plein temps)	153	153
Employés (équivalent plein temps)	5	5
dont effectifs employés à l'étranger		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT C7
TITRES ET AUTRES ACTIFS GERES OU EN DEPOTS

TITRES	Nombre de comptes	Montants en milliers de DH
	31/12/2020	31/12/2020
Titres dont l'établissement est dépositaire	545	108 244 113
Titres gérés en vertu d'un mandat de gestion	3	2 423 030
Titres d'OPCVM dont l'établissement est dépositaire	57	58 442 278
Titres d'OPCVM gérés en vertu d'un mandat de gestion		
Autres actifs dont l'établissement est dépositaire	485	47 378 805
Autres actifs gérés en vertu d'un mandat de gestion		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

ETAT C8
RESEAU

(En nombre)

RESEAU	31/12/2020	31/12/2019
Guichets permanents	1	1
Guichets périodiques		
Distributeurs automatiques de banque et guichets automatiques de banque		
Succursales et agences à l'étranger		
Bureaux de représentation à l'étranger		

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

COMPTES DE LA CLIENTELE

(En nombre)

COMPTES DE LA CLIENTELE	31/12/2020	31/12/2019
Comptes courants	414	385
Comptes chèques des marocains résidant à l'étranger		
Autres comptes chèques	1 980	1 977
Comptes d'affacturage		
Comptes d'épargne		
Comptes à terme	11	9
Bons de Caisse		
Autres comptes de dépôts	13	9
TOTAL	2 418	2 380

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

LISTE DES ETATS " NEANTS " :

A2 ETAT DES DEROGATIONS

A3 ETAT DES CHANGEMENTS DE METHODES

B7 CREANCES SUBORDONNEES

B8 IMMOBILISATIONS DONNEES EN CREDIT-BAIL, EN LOCATION AVEC OPTION D'ACHAT ET EN LOCATION SIMPLE

B15 SUBVENTIONS, FONDS PUBLICS AFFECTES ET FONDS SPECIAUX DE GARANTIE

B16 DETTES SUBORDONNEES

MAZARS AUDIT ET CONSEIL
Pour Identification

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc

mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

CDG CAPITAL S.A

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

Aux Actionnaires de
CDG CAPITAL S.A
Rabat

RAPPORT SPECIAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

EXERCICE DU 1^{er} JANVIER AU 31 DECEMBRE 2020

En notre qualité de commissaires aux comptes de votre société, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées conformément aux dispositions des articles 56 à 59 de la loi 17-95 telle que modifiée et complétée.

Il nous appartient de vous présenter les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisées par le président du Conseil d'Administration ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé, ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon la loi ci-dessus, de vous prononcer sur leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard des normes de la profession au Maroc. Ces diligences ont consisté à vérifier la concordance des informations qui nous ont été communiquées avec les documents de base dont elles sont issues.

1. CONVENTIONS CONCLUES AU COURS DE L'EXERCICE 2020

1.1 Avenant n° 2 à la convention de mise à disposition de bureaux conclue entre CDG Capital et CDG Capital Gestion

Partie concernée : Hamid TAWFIKI en ses qualités de Président du Conseil d'Administration de CDG Capital Gestion et d'Administrateur Directeur Général de CDG Capital.

Nature et objet du contrat : Mise à disposition d'espace de bureaux pour une superficie globale de 80,72 m² au profit de CDG Capital Gestion dans l'annexe située à Casablanca, moyennant un loyer mensuel de MAD 15.711,34 HT, auquel s'ajoute une quote-part dans les charges communes fixée à 18% des frais suivants : prime d'assurance multirisque, prestations d'entretien et de réparation et prestations de maintenance et de nettoyage.

Date de signature du contrat : 22 juillet 2020

Produits comptabilisés en 2020 (HT) : KMAD 366

Montant TTC encaissé en 2020 : KMAD 237

Solde créance TTC au 31/12/2020 : KMAD 129

2. CONVENTIONS CONCLUES LORS DES EXERCICES ANTERIEURS ET DONT L'EXECUTION S'EST POURSUIVIE DURANT L'EXERCICE 2020

2.1 Contrat d'aménagement d'un site de repli utilisateurs avec CDG Capital Gestion et CDG Capital Bourse.

Personne concernée : M. Hamid TAWFIKI en ses qualités de Président du Conseil d'Administration de CDG Capital Bourse et de CDG Capital Gestion et d'Administrateur Directeur Général de CDG Capital.

Nature et objet du contrat : réalisation d'un site de repli pour 18 utilisateurs et une salle informatique pour les besoins des deux filiales pour mutualiser les équipements. Les coûts d'investissement et de fonctionnement (loyers et charges locatives, consommation eau et électricité, facility management, taxes locales) liés sont refacturés par CDG Capital à l'identique selon les clefs de répartition suivantes

- Les dépenses d'investissements liés au site sont réparties à égalité entre les deux filiales ;
- Les dépenses de fonctionnement sont réparties à raison de 55% pour CDG Capital Gestion et 45% pour CDG Capital Bourse.

Date de signature du contrat : 01/07/2019

Produits comptabilisés en 2020 (HT) : KMAD 582

Montant TTC encaissé en 2020 : Néant

Solde créance TTC au 31/12/2020 : KMAD 844

2.2 Convention relative à la mise en place de la solution BRS ANALYTICS pour la gestion des risques financiers du Groupe CDG.

Personne concernée : CDG en tant qu'administrateur commun.

Nature et objet du contrat : modalités de mise en place de la solution Risque au niveau de CDG (EP), CDG Capital et FINEA.

Date de signature du contrat : 10/10/2019

Charge comptabilisée en 2020 (HT) : KMAD 108

Montant TTC décaissé en 2020 : KMAD 130

Solde dette TTC au 31/12/2020 : Néant

2.3 Convention de substitution pour prise en charge des honoraires de NOVEC.

Personne concernée : CDG en tant qu'administrateur commun.

Nature et objet du contrat : Substitution de SAI M'DIQ à la CDG, CDG Capital et RCAR pour la prise en charge des honoraires de NOVEC relatifs au projet Chwiter.

Date de signature du contrat : 2019

Charge comptabilisée en 2020 (HT) : Néant

Montant TTC décaissé en 2020 : Néant

Solde dette TTC au 31/12/2020 : Néant

2.4 Convention relative à la mise en place de la solution de gestion dématérialisée des supports des instances de gouvernance du Groupe CDG

Partie concernée : CDG et M. Abdellatif ZAGHNOUN

Nature et objet de la convention : Convention de mise en place de solution "DILITRUST EXEC" pour la gestion dématérialisée des supports des instances de gouvernance du groupe CDG, conclue entre CDG, CDG Capital, Compagnie Générale Immobilière (CGI), CDG Développement, Madaef et Medz , moyennant un coût annuel de 59.827 Euros (soit la contrevaletur de KMAD 688), dont 8.252 Euros (soit la contrevaletur de KMAD 88) représentant la quote-part de CDG Capital.

Date de conclusion de la convention : 26 février 2018

Charge HT comptabilisée en 2020 : KMAD 88

Somme TTC décaissée en 2020 : KMAD 88

Solde dette TTC au 31/12/2020 : Néant

2.5 Convention d'avance en compte courant entre CDG Capital et CDG Capital Real Estate

Personne concernée : CDG Capital en tant que principal actionnaire (maison mère).

Nature et objet de la convention : Convention de mise en place d'une avance en compte courant d'associé par CDG Capital au profit de CDG Capital Real Estate destinée au reprofilage de la dette globale de cette dernière envers CDG Capital et dont le solde au 31 décembre 2016, intérêts courus compris, s'élève à 23.371 KMAD. Cette avance est accordée pour une durée d'une année, renouvelable par tacite reconduction au taux d'intérêt fiscal en vigueur, soit 2.21% pour 2017 et 2.22% en 2018.

Date de conclusion de la convention : 30 décembre 2016 prenant effet à partir du 1er janvier 2017

Produits comptabilisés au titre de l'exercice 2020 : Néant

Sommes TTC encaissées en 2020 : Conversion partielle en capital à hauteur de KMAD 500

Solde créance TTC au 31/12/2020 : KMAD 22.871

2.6 Convention d'avance en compte courant entre CDG Capital et CDG Capital Real Estate

Personne concernée : CDG Capital en tant qu'actionnaire principal (maison mère).

Nature et objet de la convention : Octroie d'une avance en compte courant d'associé de 1.500 KMAD au taux d'intérêt fiscal en vigueur, soit 2.21% pour 2017 et 2.22% en 2018, à compter du 24 avril 2017 pour une durée de 12 mois, soit jusqu'au 24 avril 2018.

Date de signature de la convention : 24 avril 2017

Produits comptabilisés en 2020 (HT) : Néant

Montant TTC encaissé en 2020 : Créance convertie en capital

Solde créance TTC au 31/12/2020 : Néant

2.7 Convention d'assistance pour la gestion des fonds de la CNRA

Partie concernée : CDG

Date de conclusion de la convention : Convention conclue en date du 31 mars 2006, ayant fait l'objet, depuis, de quatre avenants intervenus respectivement le 27 novembre 2006, le 1er septembre 2008, le 1er janvier 2010 et le 18 juillet 2012.

Modalités de rémunération : Mise en application de nouvelles conditions tarifaires (avenant n°5 en cours de signature), applicables à partir du 1er janvier 2014 comme suit :

- Une commission fixe de gestion financière fixée à 0,05% TTC par an, appliquée à l'encours global de l'actif moyen valorisé de chaque portefeuille de la CNRA ou de chaque portefeuille de tiers dont la gestion des ressources est dévolue à la CNRA. Cette commission est facturée trimestriellement.
- Une commission variable (performance fées) facturée au terme de chaque exercice, appliquée à l'écart de performance suivant les taux suivants :
 - o 15% si la performance absolue cumulée du portefeuille est positive ;
 - o 8% si la performance cumulée est négative.

Le paiement de la commission variable est plafonné à 0,034% TTC de l'Actif Moyen de la période consommée pour chaque portefeuille de la CNRA ou chaque portefeuille de tiers dont la gestion des ressources est dévolue à la CNRA soit un ratio par rapport aux commissions fixes de maximum 66%.

L'écart de performance désigne la différence entre la performance de l'actif adossé au benchmark et la performance du benchmark. Il est constaté en cumulé sur une période de 4 ans, de manière à ce qu'il soit incrémenté / décrétementé chaque année par la surperformance / la sous-performance réalisée.

Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) : KMAD 10.050

Sommes encaissées TTC en 2020 : KMAD 16.257

Solde créance TTC au 31/12/2020 : KMAD 34.954

2.8 Convention d'assistance pour la conservation des actifs de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) et de sa clientèle

Partie concernée : CDG en tant que principal actionnaire (maison mère)

Objet de la convention : Convention d'assistance pour la conservation des actifs de la CDG et de sa clientèle

Date de conclusion de la convention : 31 mars 2006

Conditions de rémunération : En contrepartie de sa prestation, CDG Capital perçoit des commissions facturées mensuellement suivant les modalités ci-après :

- Avoirs propres de la CDG : 0,012% HT applicable aux avoirs de fin de mois.
- Avoirs de la clientèle CDG : 90% HT des frais facturés par la CDG à ses clients.

Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) : KMAD 24.989

Sommes encaissées en 2020 (TTC) : KMAD 39.850

Solde créance TTC au 31/12/2020 : KMAD 42.529

2.9 Mandat de gestion financière et patrimoniale conclu avec la CDG concernant le RCAR

Partie concernée : CDG

Objet de la convention : la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) mandate CDG Capital pour la gestion financière et patrimoniale du fonds RCAR (Régime Collectif d'Allocation des Retraites).

Date de conclusion de la convention : 15 juillet 2014

Avenant n°1 conclu le 5 décembre 2019 : modification de certains éléments de la tarification appliquée au titre du mandat et précision que tout amendement y afférents devra nécessairement résulter d'un avenant au mandat signé par les parties

Modalités de rémunération : La rémunération de CDG Capital est fixée comme suit :

- Une commission fixe de gestion financière fixée à 0,06% HT par an, appliquée à l'encours global de l'actif moyen valorisé et calculée trimestriellement. Cette commission est facturée trimestriellement.
- Une commission variable (performance fees) facturée au terme de chaque exercice, appliquée à l'écart de performance suivant les taux suivants :
 - o 15% si la performance absolue cumulée du portefeuille est positive ;
 - o 8% si la performance cumulée est négative.

Le paiement de la commission variable est plafonné à 0,04% HT de l'Actif Moyen de la période consommée, soit un ratio par rapport aux commissions fixes de maximum 66%.

L'écart de performance désigne la différence entre la performance de l'actif adossé au benchmark et la performance du benchmark. Il est constaté en cumulé sur une période de 4 ans, de manière à ce qu'il soit incrémenté / décrétementé chaque année par la surperformance / la sous-performance réalisée.

Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) : KMAD 62.418

Sommes encaissées TTC en 2020 : KMAD 196.856

Solde créance TTC au 31/12/2020 : KMAD 212.194

2.10 Convention d'assistance pour la gestion de la trésorerie de la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG)

Partie concernée : CDG en tant que principal actionnaire (maison mère)

Date de conclusion de la convention : 31 mars 2006

Objet de la convention : Convention d'assistance pour la gestion de la trésorerie de la CDG.

Modalités de rémunération : La commission de gestion due à CDG Capital au titre de la convention est fixée à 0,10% HT annuel de la moyenne quotidienne de la position nette de trésorerie. Cette prestation est facturée trimestriellement.

Produits comptabilisés au cours de l'exercice (HT) : KMAD 2.504

Sommes encaissées TTC en 2020 : KMAD 1.278

Solde créance TTC au 31/12/2020 : KMAD 1.840

Casablanca, le 29 mars 2021


Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE AUDIT


DELOITTE AUDIT
Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C - Tour Ivoire 3, La Marina
Casablanca
Tél: 05 22 22 40 25 / 05 22 22 47 34
Fax: 05 22 22 40 18 / 47 59

Sakina Bensouda-Korachi
Associée

MAZARS AUDIT ET CONSEIL


MAZARS AUDIT ET CONSEIL
101, Boulevard Abdelmoumen
20360 Casablanca
Tél. : 05 22 42 34 25
Fax : 05 22 42 34 00

Taha Ferdaous
Associé

Deloitte.

Bd Sidi Mohammed Benabdellah
Bâtiment C – Tour Ivoire 3 – 3^{ème} étage
La Marina - Casablanca
Maroc

mazars

101, Boulevard Abdelmoumen
Casablanca
Maroc

ÉTAT DES HONORAIRES VERSÉS AUX CONTRÔLEURS DE COMPTES

En milliers de DH

	Mazars						Deloitte				Fidaroc Grant Thornton		TOTAL
	Montant / Année			Pourcentage / Année*			Montant / Année		Pourcentage / Année*		Montant / Année	Pourcentage / Année*	
	2020	2019	2018	2020	2019	2018	2020	2019	2020	2019	2018	2018	
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	380	387	327	95%	95%	94%	240	250	92%	93%	239	92%	1 823
-Emetteur	260	267	207	65%	66%	60%	240	250	92%	93%	199	77%	1 423
-Filiales	120	120	120	30%	29%	35%	-	-	0%	0%	40	15%	400
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du Commissaire aux comptes	20	20	20	5%	5%	6%	20	20	8%	7%	20	8%	120
-Emetteur	20	20	20	5%	5%	6%	20	20	8%	7%	20	8%	120
-Filiales	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	0%	0%	-	0%	-
Sous total	400	407	347	100%	100%	100%	260	270	100%	100%	259	100%	1 943
Autres prestations rendues	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	0%	0%	-	0%	-
Autres	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	0%	0%	-	0%	-
Sous total	-	-	-	0%	0%	0%	-	-	0%	0%	-	0%	-
TOTAL GÉNÉRAL	400	407	347	100%	100%	100%	260	270	100%	100%	259	100%	1 943

* Part de chaque ligne dans le total de l'année concernée



Rapport ESG

2020

CDG CAPITAL

SOMMAIRE

MOT DE L'ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL	2
PRÉSENTATION DE CDG CAPITAL	3
UNE POLITIQUE RSE AU CŒUR DE NOTRE STRATEGIE	5
Une démarche participative et collaborative	5
15 enjeux pour porter notre politique RSE	7
Evaluation de notre maturité RSE	8
Dialogue avec les parties prenantes	9
NOTRE MODÈLE DE FINANCEMENT DURABLE	11
Soutenir les initiatives nationales de développement	11
S'engager dans la lutte contre le changement climatique	13
Tenir compte des Critères ESG dans nos processus décisionnels	15
UNE CONDUITE EXEMPLAIRE DE NOS AFFAIRES	17
Consolider notre gouvernance	17
Garantir la loyauté de nos pratiques au quotidien	20
Une posture de communication responsable	24
Préserver la confiance de nos clients	26
DES COLLABORATEURS AU COEUR DE NOTRE DÉMARCHE	28
Notre profil humain	28
Favoriser un dialogue social de qualité	30
Asseoir notre politique de rémunération et d'évolution sur des principes équitables	32
S'engager en faveur de la diversité et de l'égalité des chances	35
Offrir un environnement de travail favorable à la santé et à l'équilibre	39
Valoriser les potentialités et développer les talents	42
PRÉSERVATION DE NOTRE ENVIRONNEMENT ET SOUTIEN DE NOS COMMUNAUTÉS	44
Mesurer et alléger notre empreinte environnementale	44
S'engager pour nos communautés locales	47
À PROPOS DE CE RAPPORT	48

Mot de l'Administrateur Directeur Général



En tant qu'acteur responsable de référence du secteur financier national, nous réaffirmons notre engagement total en faveur du développement d'une économie marocaine plus durable.

Un engagement qui prend encore plus de sens dans le contexte de crise sanitaire que nous connaissons actuellement.

Dans ce contexte nouveau, CDG Capital a pris le parti de transformer un cadre d'incertitudes en un chemin d'opportunités menant vers un avenir plus socialement responsable. Aujourd'hui plus que jamais, nos engagements sociaux et environnementaux revêtent une dimension encore plus fondamentale.

Nous avons ainsi encouragé et valorisé davantage le dialogue que nous entretenons avec nos parties prenantes. Grâce à la mise en place d'outils de communication plus adaptés au contexte sanitaire, nos équipes ont été en mesure d'être à leur écoute, de les rassurer et de leur proposer des solutions pertinentes en ingénierie financière et une capacité de financement long terme adaptée et répondant à leurs contraintes nouvelles.

Dans une période de fortes incertitudes, maintenir la confiance qui nous lie à nos différents partenaires est une condition essentielle de durabilité. Chez CDG Capital, conserver et faire grandir cette confiance est une responsabilité que nous prenons très à cœur et que nous déclinons de façon affirmée aussi bien au niveau de notre gouvernance, de nos stratégies d'investissement, de notre politique de gestion des risques, de notre dispositif de contrôle permanent, que de notre mission RH et environnementale.

A CDG Capital, notre performance durable repose sur l'engagement individuel et collectif de nos collaborateurs à faire converger, de façon responsable et cohérente, l'ensemble de nos 15 enjeux RSE vers une croissance durable. Aussi, dans ce rapport, nous vous invitons à découvrir ces enjeux, les actions qui en découlent, ainsi que notre performance extra-financière pour l'année 2020.

Vous en souhaitant bonne lecture !

Hamid Tawfiki
Administrateur Directeur Général

Présentation de CDG Capital

Créée en 2006, CDG Capital est issue de la consolidation de l'ensemble des lignes métiers dédiées aux marchés financiers au sein du Groupe CDG.

Depuis, CDG Capital a su développer une expertise métier reconnue, au service d'une clientèle institutionnelle, d'entreprises privées et appartenant au secteur public. Elle se positionne aujourd'hui comme un acteur majeur du secteur bancaire marocain.

Pour répondre au mieux aux besoins de nos clients, nous adoptons une approche collaborative, en nous imposant une rigueur dans notre exécution et dans le traitement des dossiers. Notre objectif est de proposer des solutions sur mesure basées sur des connaissances pointues et une expérience confirmée dans de nombreux domaines de financements spécialisés.

Aujourd'hui, la banque est à même :

1. d'offrir des expertises affirmées en ingénierie financière, de développer une capacité de financement, d'investissement et de distribution utile aux acteurs publics et privés ;
2. d'offrir des solutions d'investissement performantes (en termes d'optimisation du couple risque / rendement) et efficaces (en termes d'exécution et de services), adaptées aux attentes, aux contraintes et à l'appétence au risque de nos clients ;
3. de canaliser et mobiliser l'épargne nationale et d'en assurer une gestion responsable et efficace, à la hauteur des enjeux de l'épargne longue ;
4. de participer au développement du marché de capitaux et de son infrastructure en s'inscrivant dans le cadre d'un partenariat proactif avec les autorités économiques et financières.

Nos filiales :

- ✓ CDG Capital Bourse : société d'intermédiation boursière, détenue à 100%
- ✓ CDG Capital Gestion : société de gestion d'actifs, détenue à 100%

Notre mission : Servir le développement durable de l'économie nationale

CDG CAPITAL contribue au financement durable de l'économie et à la gestion financière responsable de l'épargne au service du développement national.

Grâce à des expertises sans cesse aiguisées et bien ancrées dans l'espace des marchés de Capitaux, CDG Capital accompagne ses clients et ses partenaires dans la réalisation de leurs projets et de leurs ambitions en leur proposant des solutions innovantes de financement et d'investissement.

Une offre de service globale et intégrée

Pour répondre au mieux aux besoins de nos clients, nous adoptons une approche collaborative, en nous imposant une rigueur dans notre exécution et dans le traitement des dossiers.

Notre objectif est de proposer des solutions sur mesure basées sur des connaissances pointues et une expérience confirmée dans de nombreux domaines de financements spécialisés.

Corporate et Investment Banking

Expert reconnu dans l'ingénierie financière, le conseil en fusion-acquisitions, les financements structurés et les opérations d'émission d'actions et d'obligations, le Pôle Corporate & Investment Banking a mis en place une démarche « Originate to Distribute » qui se base sur la structuration de solutions de financement adaptées aux besoins des émetteurs et qui tiennent compte des contraintes des investisseurs.

Investment Management

Le Pôle Investment Management est le métier spécialisé en gestion d'actifs de CDG Capital. Classé 1^{er} Asset Manager au Maroc, avec des distinctions multiples témoignant de la grande qualité de gestion. Le pôle gère des encours de plus de 246,4 milliards de dirhams à travers une offre de gestion collective (via sa filiale CDG Capital Gestion) et de gestion sous mandat.

Securities Services

Faisant du service aux investisseurs une priorité stratégique, le Pôle Securities Services assure la sécurité des transactions et des actifs des clients ainsi que la maîtrise des risques et est l'unique sous-traitant de l'activité titres de la place avec de multiples affiliés sous mandat. Les activités du dépositaire sont certifiées ISAE et ISO 9001 (TUV). Le Pôle assure la conservation de plus de 400 milliards de dirhams d'encours.

Une politique RSE au cœur de notre stratégie

Une démarche participative et collaborative

Portée au plus haut niveau de notre management, notre politique RSE traduit notre ambition en matière de développement durable.

Construite sur une approche participative et collaborative, intégrant les attentes de l'ensemble de nos parties prenantes internes et externes, cette politique est le fruit d'une analyse de matérialité qui a fait ressortir 15 enjeux prioritaires. Des enjeux qui viennent nourrir notre stratégie globale dans une interdépendance, et qui nous permettront de faire converger modèle de financement et durabilité.

Tout au long du processus de définition de notre politique RSE, nous avons intégré la norme ISO 26000 comme cadre de référence, et avons pris soin de questionner notre contribution à l'atteinte des 17 Objectifs de Développement Durable de l'ONU.

Nous avons également identifié les parties prenantes, avec lesquelles nous entretenons une relation étroite, et que nous avons consulté lors de la sélection de nos enjeux RSE.

Les enjeux proposés, résultaient d'un croisement réalisé entre les éléments d'un benchmark national et international, d'une revue documentaire, des questions centrales de la norme ISO 26000, et d'un diagnostic réalisé par un tiers expert.

C'est ainsi, qu'en interne, nous avons lancé une large consultation en ligne auprès de l'ensemble de nos collaborateurs et que 17 de nos responsables ont été invité à s'exprimer sur l'importance de ces enjeux au regard de notre stratégie et du niveau d'impact sur notre performance économique, environnementale et sociale. Parallèlement, nos parties prenantes externes, fournisseurs, clients, partenaires, experts, représentants de la société civile, ainsi que notre actionnaire la CDG, ont également répondu présents à notre sollicitation.

La matrice de matérialité, ci-dessous, vient hiérarchiser les 15 enjeux économiques, financiers, sociétaux et environnementaux retenus au regard de l'ambition de la banque et des attentes de nos principales parties prenantes.

Matrice de matérialité

Attentes des parties prenantes	- Contribution au développement régional	- Équité et limitation de la précarité de l'emploi	- Bonne gouvernance - Respect des critères ESG et Genre - Dialogue social	- Développement des compétences - Gestion des risques - Santé, sécurité et qualité de vie - Contribution au développement national - Rémunération équitable
	- Évaluation responsable	- Dialogue avec les parties prenantes - Relation client digitale - Parité dans les instances décisionnelles	- Financement économie bas carbone - Diversité et inclusion - Communication transparente	- Éthique et déontologie - Relation client responsable
		- Engagement sociétal structuré - Engagement sociétal des collaborateurs	- Promotion de la RSE - Impact environnemental interne - Achats responsables - Offre responsable	

Importance pour CDG Capital

Bien que n'apparaissant pas sur la matrice de matérialité en tant qu'enjeux prioritaires pour les deux parties, nous avons décidé de retenir 3 thématiques supplémentaires :

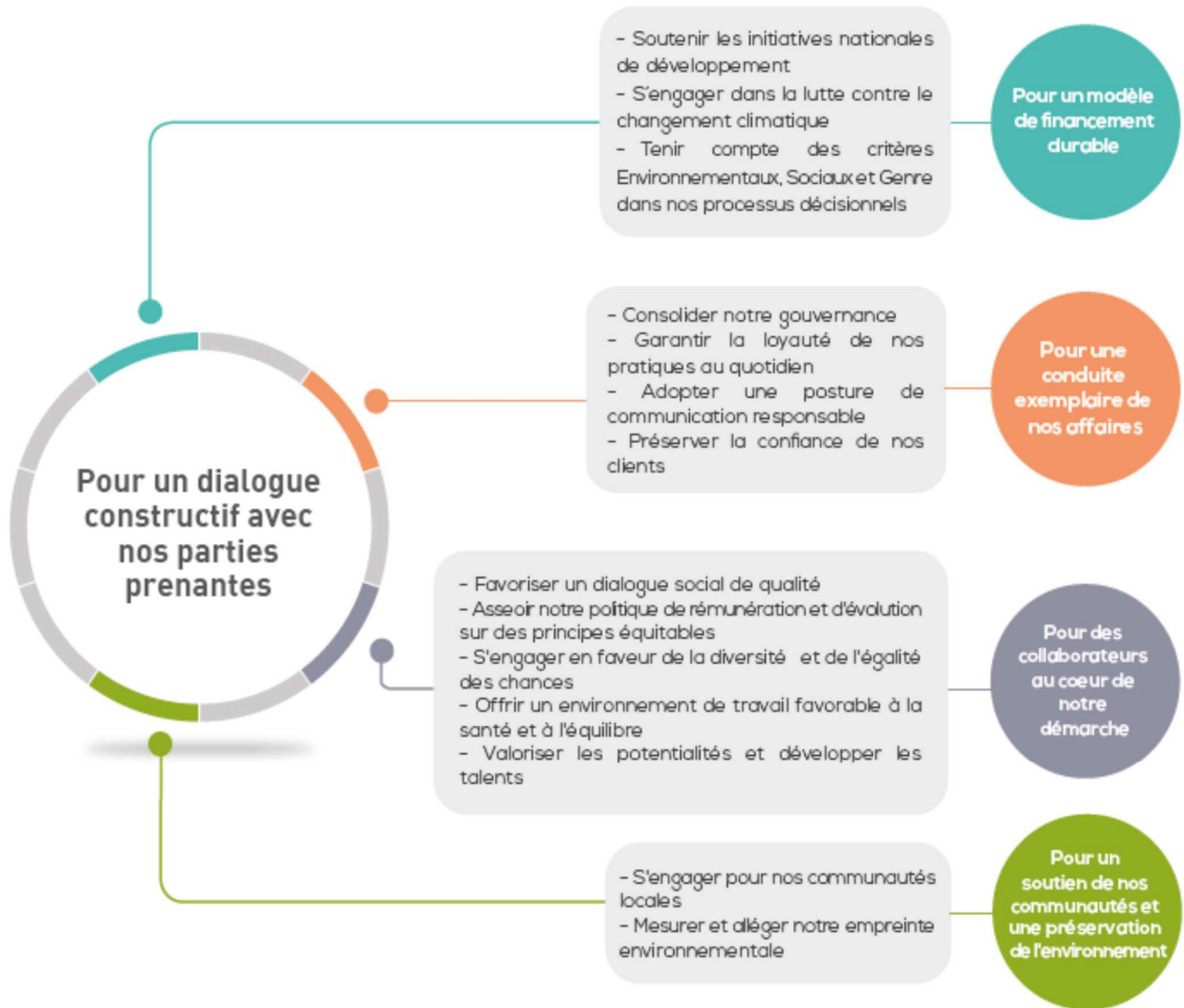
- Le dialogue avec les parties prenantes, qui constitue le socle de toute stratégie RSE ;
- L'impact environnemental interne, dont il nous paraît important de nous soucier dans un contexte de changement climatique ;
- L'engagement sociétal, qui relève de la solidarité dont toute entreprise citoyenne doit faire preuve.

Enfin, nous avons également pris le parti de regrouper des enjeux présentant des synergies :

- Contribution au développement régional et Contribution au développement national ;
- Évaluation responsable et Rémunération équitable ;
- Relation client digitale et Relation client responsable ;
- Gestion des risques et Respect des critères ESG & Genre.

15 enjeux pour porter notre politique RSE

Notre analyse de matérialité a permis de prioriser 15 enjeux s'articulant en 4 grands axes, soutenus par un enjeu transversal :



Evaluation de notre maturité RSE

Après avoir défini les grandes lignes de notre politique RSE en 2018, nous avons procédé au lancement, en juillet 2020, d'une mission d'évaluation de notre maturité RSE, que nous avons confiée au cabinet Vigeo-Eiris.

Cette mission couvrait CDG Capital ainsi que ses deux filiales CDG Capital Bourse et CDG Capital Gestion, et revêtait un objectif double. Dans un premier temps, il s'agissait d'identifier les forces et les faiblesses de notre dispositif RSE, ainsi que le niveau de maîtrise des enjeux y afférent, par rapport à notre secteur d'activité. Dans un second temps, nous souhaitons rendre compte de nos performances auprès de l'ensemble de nos parties prenantes.

L'audit mené par le cabinet Vigeo-Eiris s'est articulé autour de la norme ISO 26000, permettant ainsi d'orienter la démarche autour de 7 thématiques majeures : les Droits de l'Homme, les Relations et Conditions de Travail, l'Environnement, la Loyauté des Pratiques, les Questions relatives aux Consommateurs, les Communautés et le Développement local et enfin la Gouvernance.

A l'issue de cette mission, chacune des trois entités auditées a obtenu une attestation de maturité RSE « ISO 26000 » avec un niveau « Avancé », le niveau le plus élevé de l'échelle de notation de l'agence internationale Vigeo-Eiris, leader du rating social.

Cette attestation vient ainsi récompenser les collaborateurs de CDG Capital, qui veillent au quotidien à créer de la valeur partagée. Elle conforte également CDG Capital dans sa position de Banque responsable et engagée dans le déploiement de sa politique RSE, la déclinaison effective des enjeux qui en découlent et la concrétisation de bon nombre de projets RSE.

Dialogue avec les parties prenantes

Dans le cadre de notre politique RSE, nous avons à cœur de préserver un dialogue constructif avec l'ensemble de nos parties prenantes ; et en cette période de pandémie, cet engagement a été encore plus fort.

Il était désormais primordial de préserver la fluidité de nos échanges avec nos différents interlocuteurs et d'assurer la disponibilité de nos équipes pour répondre aux besoins de nos parties prenantes et les rassurer quant à la continuité de nos activités.

Aussi pour maintenir un dialogue continu avec ses parties prenantes, CDG Capital a adopté une communication plus renforcée, et ce notamment grâce à l'adoption d'outils technologiques adaptés aux nouvelles contraintes imposées par la crise sanitaire actuelle.

CDG Capital a ainsi pu respecter ses engagements auprès de l'ensemble de ses partenaires, tout en maintenant le même niveau de qualité et en respectant les plannings définis initialement.

Type de partie prenante	Canaux de dialogue	Fréquence du dialogue
Collaborateurs	<ul style="list-style-type: none"> Communication interne Intranet Convention interne Dialogue social Entretiens annuels Formations Blog CDG Capital Réseaux sociaux en particulier LinkedIn Messages Audio du DG Messages Audio du médecin du travail (Conseils) Capsules vidéo Guides Flashs Covid Affichage interne Visioconférences 	<p>Quotidienne, périodique et à la demande selon les canaux</p> <p>Depuis le début de la pandémie : hebdomadaire</p>
Clients & Investisseurs	<ul style="list-style-type: none"> Réseaux sociaux en particulier LinkedIn Supports de communication institutionnelle Publications Enquêtes de satisfaction lancées annuellement auprès des clients dans le cadre de la Certification de P2S Conférences, séminaires et événements thématiques dédiés Réunions et comités Reportings sur les performances des produits de placement Roadshows Visioconférences WEBINARS sur des thématiques d'actualité Publications de l'Equipe Recherche & Analyse 	<p>En continu ou périodique selon les canaux</p> <p>Durant les premiers mois de la crise sanitaire : hebdomadaire voir quotidienne</p>

Fournisseurs	Contrats Partenariats Engagements de confidentialité Visioconférences	Hebdomadaire à mensuelle ou au besoin selon la nature de la prestation
Actionnaire et administrateurs	Réunions du Conseil d'Administration et des comités spécialisés	Fréquence des réunions desdites instances précisée dans la charte de fonctionnement interne
Société civile & associations	Rencontres Partenariats Projets	Mensuelle avec les tutorés Au besoin avec les responsables de l'association
Media	Rencontres one to one Conférences	Mensuelle
Autorités de régulation	Ateliers Emails Réunions	En réponse aux exigences et requêtes des autorités de régulation
Organismes professionnels	Commissions thématiques Projets sectoriels Reportings sur les risques	De mensuelle ou trimestrielle à variable selon les canaux
Bailleurs de fonds internationaux	Réseaux sociaux Supports de communication institutionnelle Conférences et séminaires Evénements thématiques dédiés Partenariats & Projets	Périodique selon les besoins

Notre modèle de financement durable

Soutenir les initiatives nationales de développement

Le Maroc a adopté une Stratégie Nationale de Développement Durable ambitieuse, dotée de plans sectoriels dédiés à la création de valeur et au financement durable de notre économie.

A travers des financements pensés en relais au marché de capitaux, CDG Capital œuvre, aux côtés de partenaires publics et privés, à apporter son concours à la réalisation de cette stratégie. Nous nous positionnons ainsi comme partenaire privilégié de l'ensemble des acteurs de la sphère publique, qu'il s'agisse d'entreprises, d'établissements, d'autorités ou encore d'instances de gouvernance.

CDG Capital structure, à travers sa banque d'affaires, des opérations financières et fournit des financements sous forme de prêts et de garanties dans les principaux secteurs suivants :

- Les infrastructures de base : notamment les ports, les voies ferrées, les aéroports, la production d'eau, la production d'électricité d'origine conventionnelle, la distribution d'eau et d'électricité, les infrastructures de communication, les réseaux routiers ;
- Les infrastructures urbaines : notamment les tramways, les bus, les infrastructures liées à la santé et à l'éducation ;
- L'économie verte : dont les solutions d'énergie renouvelable, les technologies d'énergie propre et de réduction de la consommation énergétique, les réseaux d'irrigation, la collecte et le traitement des eaux usées et déchets ;
- Le tissu productif : soit les entreprises de droit marocain, créatrices de valeur ajoutée et opérant dans les secteurs de l'agroalimentaire, l'industrie ou les activités liées aux infrastructures...

Ces services sont proposés aux opérateurs publics et institutionnels et aux entreprises privées qu'elles soient industrielles, de services ou dédiées à un projet.

Dans un souci de soutien à l'économie nationale et de promotion de modèles de financement durable, CDG Capital a enrichi son offre en 2020 en l'élargissant au financement de TPME dans le cadre d'écosystèmes de donneurs d'ordre de premier plan.

Dans le cadre de la régionalisation avancée, CDG capital accompagne cette dynamique de deux façons complémentaires :

- D'une part, dans le cadre d'une offre globale du Groupe CDG en faveur du déploiement des Programmes de Développement Régional (impliquant également d'autres filiales comme

Novec et MedZ). Cette offre de service comprend toutes les expertises techniques et financières clés permettant d'adresser l'ensemble des besoins des régions.

- D'autre part, dans le cadre d'une offre propre de structuration des montages juridico-financiers des projets et de recherche d'opérateurs en faveur des Agences Régionales d'Exécution des Projets (AREP) et des Sociétés de Développement Régional (SDR).

Cette offre spécifique à l'accompagnement des régions couvre toute la chaîne de valeur, de la réflexion en amont sur la stratégie de financement du plan de développement régional à la mobilisation du financement par la recherche d'opérateurs ou en dette, en passant par le schéma juridico-financier et la structuration du financement de projet

En tant que leader des métiers de la gestion d'actifs, CDG Capital est un des principaux investisseurs en dette publique.

A travers ses fonds gérés, CDG Capital est investisseur actif et significatif en bons du Trésor et autres instruments de dette auxquels l'Etat a recours pour le financement de son déficit public et de son budget important d'investissement.

Ces mêmes fonds sont également actifs sur la dette des établissements publics à travers des placements importants en dette obligataire émises par ces agences et offices de l'Etat, contribuant ainsi indirectement à l'effort de financement des infrastructures nationales. Ainsi, CDG Capital participe régulièrement aux émissions de dette privée émises par les principaux Etablissements et Entreprises Publiques.

CDG Capital participe également au financement de l'économie nationale à travers l'investissement de l'épargne institutionnelle sur les marchés financiers, en Immobiliers et en Private Equity :

- Prise de participation dans les sociétés cotées et non cotées permettant de financer leur développement, croissance et création d'emploi ... ;
- Investissements pour le compte de clients Institutionnels sur le marché d'Immobilier Professionnel, sur les zones offshores et sur les grands projets urbains ;
- Financement de projets d'infrastructures et prise de participation dans des projets à dimension socioculturelle (ex. Universités privées).

CDG Capital accompagne ainsi ses clients Institutionnels, fonds de prévoyance, caisse de retraites dans le déploiement de leur stratégie Immobilière en réalisant pour leur compte des acquisitions d'envergures sur des projets structurants qui permettent de promouvoir la destination Maroc tout en créant de des emplois direct et indirect.

S'engager dans la lutte contre le changement climatique

Les impacts du changement climatique sur la chaîne de valeur des entreprises sont nombreux, faisant de ce phénomène un défi majeur pour notre pays. A CDG Capital, nous pensons que nous avons un rôle crucial à jouer dans la lutte contre le réchauffement climatique, et que notre engagement en faveur d'une transition bas-carbone est nécessaire.

Accréditation Green Climate Fund (GCF)

En 2017, CDG Capital a obtenu l'accréditation du GCF en tant qu'intermédiaire financier pour la mise en œuvre de financements verts. Grâce à cette accréditation, notre banque est habilitée par le GCF à lui présenter, en vue d'un co-financement ou co-investissement, des projets d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques en ligne avec la NDC (National Determined Contribution) du Maroc.

Afin de soutenir cet engagement et accompagner sa mise en œuvre, CDG Capital a assuré la tenue d'une formation sur les critères d'investissement du GCF à l'attention de ses collaborateurs et des membres du COMEX. Cette formation a été financée par la GIZ, l'agence de coopération internationale allemande pour le développement.

Financement de la première station de dessalement d'eau de mer

Dans le cadre de notre contribution à la lutte contre le changement climatique, nous travaillons à développer et à proposer des instruments financiers pertinents. Nous veillons également à aligner notre intervention sur les secteurs prioritaires du pays : l'eau, l'énergie, la forêt, l'agriculture, les villes, le transport et la gestion des déchets solides.

En 2018, CDG Capital a participé, dans le cadre d'un partenariat public-privé, à la structuration et au financement de la première station de dessalement d'eau de mer au Maroc, mobilisant un montant de près de 4 milliards de dirhams.

Ce projet constitue un modèle à l'échelle nationale de projet d'adaptation au changement climatique. En effet, cette station va permettre d'assurer le service public de distribution d'eau potable dans une région à fort développement économique et social tout en stimulant l'emploi et l'approvisionnement local. Elle garantira également un apport constant en eaux d'irrigation assurant ainsi le maintien d'une activité agricole à forte valeur ajoutée.

Lors de la conférence internationale tenue par l'Association Internationale de Dessalement (IDA) du 20 au 24 octobre 2019 à Dubaï, ce projet a remporté le prix du meilleur Partenariat Public-Privé.

Cercles de réflexions autour du développement durable

CDG Capital participe activement à des cercles de réflexion autour de thématiques relatives au développement durable. En effet, CDG Capital a pris part à plusieurs initiatives organisées par des think tanks et des coalitions de premier rang, composés d'acteurs financiers engagés en faveur du climat et du développement durable.

International Development Finance Club (IDFC)

L'International Development Finance Club (IDFC) est un réseau de 26 banques de développement nationales, régionales et bilatérales. Créé en 2011, la Caisse de Dépôt et de Gestion (CDG) en est membre fondateur et CDG Capital un de ses Sherpas.

Les membres de ce club travaillent activement à mettre en œuvre les Objectifs de Développement Durable (ODD) et les agendas de l'Accord de Paris, à travers la promotion des investissements de développement durable à travers le monde.

Grâce à son engagement auprès de l'IDFC, CDG Capital a pris part à plusieurs initiatives menées par le Club :

- CDG Capital a piloté un groupe de travail sur le business model des banques de développement au sein de l'IDFC, ce qui a donné lieu à la production d'un rapport sur l'impact de la covid-19 sur le business model des membres de IDFC ;
- CDG Capital a modéré la session de recherche externe sur la thématique des business models ;
- CDG Capital a participé au Sommet des banques de développement (Finance in Common) en novembre 2020 sous format digital en animant un webinaire sur le rôle du public equity dans la relance.

CDG Capital a également participé à la réalisation d'une étude au Maroc, pour analyser les facteurs clés de succès de la coopération entre les banques de développement régionales et nationales en vue de financer les ODDs.

Tenir compte des Critères ESG dans nos processus décisionnels

La prise en compte des critères environnementaux et sociaux dans nos décisions de financement revêt une importance capitale chez CDG Capital. Aussi, et afin d'éviter, de réduire et dans certains cas compenser les effets négatifs des projets sur les populations et l'environnement, nous mettons constamment en œuvre les diligences qui s'imposent.

Ces dernières s'appuient sur un processus rigoureux d'évaluation des risques, de mesure et de suivi des impacts environnementaux et sociaux tout au long du cycle de vie du projet. Elles prennent également en considération l'approche genre dans le but d'assurer une meilleure équité socio-économique entre les hommes et les femmes au niveau des projets financés.

L'identification des risques environnementaux, sociaux et genre se fait en concertation avec le client, et induit la définition d'un plan d'actions correctif. Ces éléments font également l'objet d'une présentation au Comité de Crédit de la banque pour décision collégiale.

Durant l'étude du projet et pour accompagner l'identification des risques environnementaux, sociaux et genre, les collaborateurs impliqués bénéficient de formations dédiées : possibilité de faire appel à des expertises spécialisées internes (Direction Développement Durable) ou externes (assistance technique).

Enfin, un suivi rapproché est opéré par les équipes métiers lorsque l'impact environnemental et/ou social d'un financement de projet est jugé « modéré » à « élevé ». Ce contrôle est réalisé tout au long de la durée de vie du projet grâce à des rapports d'avancement fournis par le client.

Circulaire Bank Al Maghrib

En 2020, les équipes de CDG Capital ont pris part à un atelier organisé par Bank Al Maghrib au sujet du projet de circulaire relative à l'intégration des risques environnementaux et des risques climatiques dans le processus de décision des banques.

Cette circulaire a vu le jour en Mars 2021 et s'applique aux établissements de crédits, leurs filiales et entités contrôlées. Les établissements concernés sont ainsi tenus de :

- Identifier les risques financiers liés au climat et à l'environnement au niveau du bilan, du financement, du placement, et de l'investissement ;
- Evaluer les risques encourus à court, moyen et long terme et estimer leurs impacts ;
- Inclure des covenants liés à des exigences environnementales dans le cadre des projets et transactions et en assurer le suivi ;
- Mettre en place un plan d'action pour atténuer les risques financiers liés au changement climatique et à l'environnement ;
- Estimer et contrôler l'empreinte environnementale au niveau du portefeuille, titres ou autres actifs ;
- Assurer un programme de formations et de sensibilisation sur les enjeux climatiques et environnementaux au profit du top management et des collaborateurs ;

- Publication des pratiques et performances en matière de gestion des risques financiers liés à l'environnement ;
- Transmission à BAM de reporting périodiques.

Formation ESRA UNEP-FI

L'Initiative Financière du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (UNEP-FI) est un partenariat public-privé établi par le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) et le secteur financier.

Composée de 240 institutions financières du monde entier, l'UNEP-FI vise à promouvoir une meilleure application des principes de développement durable auprès des institutions financières, par l'intégration des facteurs environnementaux, sociaux et gouvernementaux (ESG) dans les analyses de risque.

Au courant de l'année 2020, l'UNEP-FI a dispensé une formation sur l'Analyse des Risques Environnementaux et Sociaux (ARES) au profit des équipes de CDG Capital en charge du Développement Durable.

Réalisée par des professionnels et des experts des institutions membres de l'UNEP-FI, la formation ARES s'est déroulée sur une durée de trois semaines, et a couvert les domaines suivants : la Finance Durable, la classification des Risques, l'identification des Risques Environnementaux et Sociaux, leur évaluation, et leur gestion.

Une conduite exemplaire de nos affaires

Consolider notre gouvernance

Les règles de gouvernance insistent sur l'importance de l'indépendance du Conseil d'Administration et sur l'intégration de la RSE à l'ordre du jour des conseils et comités.

Le Conseil d'Administration

Nomination d'un administrateur indépendant

Conformément aux critères retenus par la législation et la réglementation applicables aux sociétés anonymes et aux établissements de crédit, l'assemblée générale ordinaire de CDG Capital a nommé, en date du 2 décembre 2020, Monsieur Thierry Sciard en tant qu'administrateur indépendant.

Riche d'une grande expérience internationale, notre administrateur indépendant dispose d'une expertise éprouvée sur les différents compartiments des marchés de capitaux, de la Banque de Financement & d'Investissement et de la gestion d'actifs.

Composition du Conseil d'Administration

En 2020, le Conseil d'Administration, constitué de huit membres dont un administrateur indépendant (depuis le 2 décembre 2020) s'est réuni sept fois.

Tous les membres du Conseil d'Administration sont non exécutifs, hormis M. Hamid Tawfiki, Administrateur Directeur Général de CDG Capital. Le tableau ci-dessous présente le Conseil Administration plus en détail ainsi que les taux de participation aux réunions. Les administrateurs ne perçoivent aucune rémunération, à l'exception de l'administrateur indépendant.

Membres du Conseil d'Administration	Fonction	Type de partie prenante représentée	Dates de nomination et d'expiration du mandat	Nombre de mandats	Taux de présence effective
M. Abdellatif ZAGHNOUN	Président du conseil	CDG Actionnaire	30/01/2015 à l'AGO 2027	2	7/7
Mme Latifa ECHIHABI	Administrateur	CDG Actionnaire	25/09/2017 à l'AGO 2023	1	7/7

M. Mustapha LAHBOUBI	Représentant permanent de la CDG	CDG Actionnaire	20/02/2006 à l'AGO 2024	3	7/7
M. Hamid TAWFIKI	Administrateur	CDG Capital	07/09/2010 à l'AGO 2027	2	7/7
M. Nouaman AL AISSAMI	Administrateur	Ministère des Finances	20/12/2013 à l'AGO 2024	2	7/7
M. Khalid EL HATTAB	Administrateur	CDG Actionnaire	25/09/2017 à l'AGO 2024	1	7/7
M. Mohamed Amine FILALI	Administrateur	CDG Actionnaire	02/12/2019 à l'AGO 2025	1	7/7
M. Thierry SCIARD	Administrateur Indépendant	Indépendant	02/12/2020 à AGO 2023	1	1/1

Nos comités spécialisés

Notre dispositif de gouvernance, articulé autour du Conseil d'Administration et de la Direction Générale, s'appuie sur trois comités spécialisés : le Comité d'Audit et des Risques, le Comité des Grands Risques et Stratégie et le Comité de Nomination et de Rémunération.

Ces comités se complètent pour assurer le respect des normes, la gestion transparente des activités permettant ainsi un pilotage équilibré et pertinent des sujets courants et des projets de transformation.

Comité d'Audit et des Risques (CAR)	Comité de Nomination et de Rémunération (CNR)	Comité des Grands Risques et Stratégie (CGRS)
M. Thierry SCIARD, Président (à partir du 22/12/2020)	M. Abdellatif ZAGHNOUN, Président du CNR	M. Hamid TAWFIKI, Président du CGRS
M. Nouaman AL AISSAMI, Membre	Mme Latifa ECHIHABI, Membre	M. Mustapha LAHBOUBI, Membre
M. Mohamed Amine FILALI, Membre		M. Mohamed Amine FILALI, Membre
M. Khalid HATTAB, Membre (ex-Président jusqu'au 22/12/2020)		M. Thierry SCIARD, Membre (depuis le 11/03/2021)

Représentation des femmes au Conseil d'Administration

Le Conseil d'Administration compte une femme parmi ses membres.

Aussi, et dans le cadre de notre Politique Genre initiée en 2019, CDG Capital prévoit la mise en place d'une stratégie visant à assurer une représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein des instances dirigeantes.

Lors de la sélection des profils d'administrateurs indépendants, ce critère sera pris en compte.

Autoévaluation du Conseil d'Administration

Le fonctionnement du Conseil d'Administration fera l'objet courant 2021 d'une auto-évaluation, et intégrera un volet concernant les thématiques économiques, environnementales et sociales.

L'objectif de cet exercice sera de faire le constat sur les forces et les axes d'améliorations, et aboutir à un plan d'actions qui devront être mises en œuvre pour permettre un meilleur fonctionnement du Conseil d'Administration.

La RSE à l'ordre du jour du CA

CDG Capital place les enjeux sociaux et environnementaux au cœur même des réflexions stratégiques de son Conseil d'Administration.

Lors du Conseil d'Administration du mois de septembre 2020, un point RSE a été intégré à l'ordre du jour, ce qui a permis de sensibiliser l'ensemble des administrateurs aux enjeux RSE et de leur présenter les réalisations en la matière.

La rémunération des dirigeants

En 2020, la rémunération globale annuelle des dirigeants s'élève à 10.277.105,38 Dhs.

Garantir la loyauté de nos pratiques au quotidien

CDG Capital veille au respect des règles d'intégrité, de loyauté des affaires et de transparence. En effet, en tant que banque responsable et tiers de confiance, nous portons une attention particulière aux risques potentiels de conflits d'intérêts, de délits d'initiés et de blanchiment d'argent.

Nos équipes agissent quotidiennement dans le respect d'engagements éthiques et déontologiques, couvrant des sujets aussi importants que la protection des données personnelles de nos parties prenantes, l'obligation de confidentialité et de transparence, la lutte contre la corruption....

La sélection de nos prestataires

Notre politique d'achat responsable passe par la mise en place d'un processus transparent de sélection des prestataires, garantissant ainsi une égalité des chances à l'ensemble des acteurs du marché. Ce processus est décliné au niveau des procédures internes de notre Direction des Achats et de la Logistique.

Ainsi, toute société bien constituée peut demander à se faire référencer au niveau de notre système d'approvisionnement et d'achats, et répondre à nos différents types de consultations :

- Appels d'offres : ouverts, restreints ou avec présélection
- Achat sur offres de prix ou devis contradictoires
- Concours
- Gré à gré ou "entente directe"

Les informations relatives aux différents appels à manifestation d'intérêt sont communiquées simultanément et sous le même format à l'ensemble des prestataires potentiels.

Les éventuels reports, modifications, et/ou tout autre complément d'information sont systématiquement communiqués à l'ensemble des entreprises ayant retiré le cahier des charges.

Les critères de sélection sont basés sur la conformité du dossier administratif, la qualité de l'offre technique, l'offre financière, et les séances de présentation quand cela est nécessaire.

A noter également que pour certains Appels d'Offres, et en raison du niveau de technicité et d'exigence métier, un critère supplémentaire peut également être pris en compte : le passage MPV (Minimum Viable Product). Cette étape d'évaluation technique nous permet d'intégrer une assurance complémentaire quant à la viabilité du produit et sa conformité aux besoins exprimés.

Enfin, et toujours dans un souci de transparence et d'équité, une fois le prestataire retenu et le procès-verbal de sélection validé, l'ensemble des soumissionnaires sont informés par lettre du choix final et des raisons ayant motivé notre décision.

L'entrée en relation avec les clients

Etablir une relation durable et pérenne avec nos clients est au cœur de nos priorités. Aussi, nous conjugons expertise et expérience au profit d'un partenariat basé sur la confiance et créateur de valeur.

Conformément aux exigences réglementaires, l'entrée en relation avec les clients de l'activité de financement suit un processus d'identification et de vérification rigoureux, prenant en considération la liste d'exclusion d'activités (activités illégales, armement, blanchiment d'argent...); ainsi que la présence des personnes sur les listes d'exclusion (lien direct ou indirect avec des organisations terroristes...).

Une fois ces vérifications réalisées, nos équipes métiers et commerciales rencontrent nos clients lors d'un entretien de type Know Your Customer (KYC). Ce processus est reconduit et mis à jour pour les clients existants ayant recours à de nouveaux services CDG Capital. Ceci concerne l'ensemble des lignes métiers : du conseil, au financement, placement, change ou dépositaire.

Continuité des opérations et maîtrise des risques opérationnels

Le nouveau mode d'organisation adopté pour faire face à la pandémie Covid 19 a donné lieu à l'émergence de nouveaux risques. Ces derniers ont été maîtrisés à travers la mise en place de contrôle proactif et adapté.

Notre objectif a été d'accompagner au mieux les différentes lignes métiers dans l'ajustement de leur dispositif, tout en adoptant une démarche structurée et optimale afin de sécuriser nos opérations. Cela s'est traduit par :

- L'adaptation des contrôles aux changements des procédures et référentiels internes post Covid, voire aux spécificités mise en place par nature de clientèle ;
- La revue à la hausse de la fréquence et de l'étendue des contrôles critiques ainsi que le focus sur la maîtrise des risques opérationnels et ceux liés à la fraude ;
- Le contrôle des flux monétaires automatisés au niveau des plateformes dédiées ainsi que la surveillance des opérations sensibles, atypiques, et de régularisation ;
- Le renforcement des travaux de contrôle de deuxième niveau pour le screening de la régularité des opérations.

Éthique et déontologie

Organe vital de notre capital immatériel, la réputation de notre banque est au centre de nos préoccupations.

A CDG Capital nous pensons fortement que le respect et la protection de notre image sont intimement liés à notre capacité à susciter l'adhésion et à inspirer la confiance de l'ensemble de nos parties prenantes.

Pour ce faire, CDG Capital a adopté des règles éthiques et déontologiques qui régulent les comportements et agissements de ses collaborateurs, avec pour objectif de protéger la réputation de la banque. Ce dispositif déontologique repose sur un certain nombre de politiques et de codes à respecter pour sauvegarder la croissance et le développement de notre activité.

Notre code de déontologie est destiné à l'ensemble des collaborateurs, et est soumis à leur signature dès leur intégration. Il détaille les règles de bonne conduite professionnelles ainsi que les obligations légales et réglementaires auxquelles CDG Capital est soumise.

L'ensemble de ce dispositif fait l'objet d'une actualisation régulière, en fonction de l'évolution des activités de la banque et de son environnement. C'est ainsi qu'en 2020, il a été procédé au renforcement des normes déontologiques au niveau de CDG Capital et ses filiales, et à l'échelle du Groupe CDG :

- Actualisation du code d'éthique et de Déontologie de CDG Capital et de ses filiales : Le code mis à jour a été diffusé en juillet 2020 ;
- Mise en place par la CDG des codes spécifiques aux collaborateurs du Groupe occupant des fonctions sensibles et intervenant sur des opérations financières, foncières, bancaires et les opérations liées à la fonction Achats ;
- Mise en place de la Politique de lutte contre la fraude et la corruption du Groupe CDG.

La lutte contre la corruption

CDG Capital dispose d'un dispositif de prévention contre la corruption, qui fait l'objet d'une démarche d'amélioration continue afin de tenir compte des évolutions réglementaires. Ce dernier comprend :

- Un code de déontologie et d'éthique qui énonce des normes, règles et principes qui doivent gouverner la conduite de tous les collaborateurs ;
- Une cartographie des risques opérationnels qui a pour objectif d'appréhender les risques opérationnels afin de renforcer le dispositif de contrôle et de conformité, et d'atteindre ainsi un niveau de qualité optimal ;
- Un dispositif de formation des collaborateurs adapté aux différents niveaux d'exposition au risque de corruption, avec pour objectif de sensibiliser nos collaborateurs à adopter un comportement éthique et déontologique dans le cadre de l'exercice de leurs activités ;
- Une procédure d'alerte professionnelle qui permet aux collaborateurs de communiquer en toute confidentialité, par l'intermédiaire de la Direction Conformité, leurs préoccupations sérieuses et légitimes concernant des pratiques douteuses, contraires à la déontologie ou illégales.

Ce dispositif d'alerte professionnelle permet de signaler les éventuels manquements relatifs aux domaines suivants :

- ✓ Atteinte aux règles de concurrence, conflits d'intérêts, délits d'initiés ;
- ✓ Falsification de documents, comptes ou rapports d'audit ;

- ✓ Vol, fraude, corruption ou détournements de fonds ;
 - ✓ Discrimination ou harcèlement.
-
- Une politique cadeaux qui édicte des règles de déontologie que tous les collaborateurs doivent observer afin d'éviter les situations professionnelles dans lesquelles leur pouvoir de décision ou d'appréciation pourrait être influencé, et ainsi risquer d'altérer leur indépendance ou leur intégrité ;
 - Un règlement des achats qui constitue le cadre de référence pour la réalisation des opérations d'achats initiées par CDG Capital. Ces principes permettent d'assurer l'efficacité des achats et la bonne utilisation des ressources affectées ;

A ce jour, aucun incident de corruption n'a été reporté.

Une posture de communication responsable

La communication responsable est l'un des enjeux stratégiques sur lesquels repose notre politique RSE. En effet, CDG Capital s'engage, envers l'ensemble de ses parties prenantes, à adopter une communication plus sensible aux enjeux extra-financiers et à prendre ainsi ses responsabilités dans un contexte de transition écologique.

Ainsi et conformément aux standards internationaux, CDG Capital communique de manière transparente sur ses sujets matériels, allant de la gouvernance aux dilemmes rencontrés dans le cadre de ses activités. L'ensemble de nos progrès sont également étayés par des indicateurs dédiés.

En effet, et au-delà des informations financières publiées régulièrement, CDG Capital s'est engagée à informer ses parties prenantes sur ses performances extra-financières, notamment en publiant des rapports d'activité et de responsabilité depuis 2018. En 2020, CDG Capital a également publié un rapport dédié aux informations ESG.

A travers une communication responsable, nous nous engageons à accompagner les nouveaux enjeux sociétaux en mettant notre créativité au service d'une société plus durable.

▪ Une communication digitale

Nous sommes en effet convaincus qu'il est possible de réduire les impacts environnementaux de nos actions de communication tout en conservant leur efficacité. C'est ainsi que nous avons décidé de définir, dans un écosystème numérique, nos actions de communication externe sur le web et les réseaux sociaux (site www.cdgcapital.ma, LinkedIn, YouTube...).

▪ Des supports et canaux de communication dématérialisés

Nous orientons également nos actions de communication interne vers des canaux et des supports dématérialisés, assurant ainsi une large diffusion de nos messages tout en gardant une stratégie de communication digitale cohérente.

C'est ainsi qu'en décembre 2020, CDG Capital a lancé son blog interne, média dédié, sur lequel seront consignées toutes les communications à destination de ses collaborateurs : actualités business, état d'avancement des projets CDG Capital, témoignages...

▪ Des webinaires à thème

Tout au long de l'année 2020, nous avons organisé plusieurs webinaires autour de sujets très divers : finance verte, marché boursier, économie nationale, ...

▪ Un plan de communication « COVID »

Enfin, pour faire face à la situation sanitaire actuelle et aux différentes périodes de confinement qui en ont découlé, CDG Capital a mis en place un plan de communication dédié pour maintenir le lien entre l'ensemble de ses collaborateurs, et ainsi les garder informés des actualités de la banque, et les soutenir pendant cette période difficile :

- ✓ Plan PCA ;
- ✓ Prise de parole de la direction générale ;
- ✓ Vidéo « keep in touch » : réalisée par et pour les collaborateurs ;
- ✓ Flash d'information : hebdomadaire voir quotidien ...

▪ **Capsule RSE**

Dans une approche de transparence, et dans un esprit de communication responsable envers nos différentes parties prenantes, nous avons élaboré une capsule RSE que nous avons diffusé sur nos réseaux sociaux.

Dans cette capsule, nous avons présenté les lignes directrices de notre stratégie RSE, les principaux enjeux sur lesquels elle repose, nos réalisations en matière de développement durables, ainsi que nos projets à venir.

Préserver la confiance de nos clients

Dans un contexte économique et financier toujours en mouvement, nous attachons une attention encore plus particulière à la qualité de notre relation client. Nous conseillons et orientons nos clients vers les produits et services idoines répondant à leurs besoins, et ce de manière totalement indépendante et dénuée de conflit d'intérêt.

Des solutions digitales sécurisées

Pour construire une expérience client différenciante et adaptée, CDG Capital a entamé en 2020 une transformation profonde de son patrimoine technologique afin de réussir une ouverture sécurisée sur son écosystème de clients et de partenaires.

Cette transformation s'appuie sur des solutions sécurisées et des capacités technologiques digitales telles que les API (Application Programming Interface), les Microservices, le Cloud d'Entreprise ou le DevOps*. Un véritable atout stratégique qui va nous permettre d'accélérer le déploiement de nouveaux produits et services répondant aux attentes et contraintes de nos clients.

** DevOps : ce terme est né de l'union du « development » et des « operations » dont l'objectif est de favoriser une meilleure communication entre les deux équipes.*

Nous adoptons également une démarche plus proactive dans notre communication des réglementations en vigueur et travaillons à fluidifier davantage nos échanges de documents par de nouveaux outils digitaux sécurisés.

Un traitement efficace des réclamations clients

Préserver la confiance de nos clients, c'est aussi porter une attention particulière au traitement de leurs réclamations tout en préservant la confidentialité de leurs données.

CDG Capital a ainsi formalisé une procédure de traitement des réclamations pour assurer le respect des dispositions règlementaires. Cette procédure définit les étapes constitutives du traitement des réclamations et précise les responsabilités de chaque partie concernée.

Les réclamations sont centralisées au niveau de notre Direction Conformité qui veille à la prise en charge des requêtes par les métiers concernés et assure l'interface avec le client concerné. Grâce à ce dispositif, CDG Capital veille au traitement sécurisé des réclamations avec diligence, transparence et professionnalisme, et ce dans le respect des délais et des normes de confidentialité.

Une évaluation continue de la relation client

Notre Pôle Securities Services (PSS) a certifié ses activités Asset Servicing et Développement Clients & Relation Clientèle à la norme ISO 9001 version 2015.

L'obtention de la certification traduit le niveau de maîtrise du Système de Management par la Qualité (SMQ) du PSS, depuis sa mise en place, et confirme l'engagement de la banque à améliorer continuellement la qualité de ses prestations en vue de satisfaire ses clients.

Dans le cadre de cette certification, nous menons des études de satisfactions régulières afin d'évaluer la qualité de la relation qui nous lie à nos clients, et de procéder à des ajustements en cas de besoin.

Un accompagnement sur mesure en temps de crise

En cette période de crise sanitaire, nos équipes se sont engagées auprès l'ensemble de nos clients afin de les assister au mieux à prévenir ou réduire l'incidence de la crise sur leurs activités.

Cet appui s'est notamment traduit par :

- Une communication renforcée pour :
 - Évaluer au cas par cas la situation de nos clients ;
 - Mesurer les conséquences de la crise sur leur activité ;
 - Réfléchir à des solutions pouvant répondre à leurs contraintes notamment pour les clients dont le secteur d'activité est impacté par la crise sanitaire.
- Une revue des modalités opérationnelles pour fluidifier les processus tout en veillant à la sécurité des traitements au regard des exigences contractuelles et réglementaires.
- Une veille et explication des évolutions de marché dans ce contexte exceptionnel à travers des publications et des analyses pertinentes permettant à nos clients d'apprécier en permanence les impacts de cette crise sur leurs portefeuilles, stratégies et activités.
- La mise en place d'outils technologiques adaptés pour assurer une continuité opérationnelle fluide et agile soutenue par l'engagement fort de nos équipes.
- Un suivi régulier de l'impact de la crise sanitaire sur les portefeuilles de placement de notre clientèle ;
- Un accompagnement des clients financés par CDG Capital pour leur permettre de faire face aux tensions sur la trésorerie (reports d'échéances...);
- L'étude et la proposition de diverses solutions de financement, notamment à court terme ;
- La mise en place de solutions de financement par dette de TPME dans le cadre d'écosystèmes ;
- Une contribution active dans le cadre des instances de gouvernance des sociétés des participations pour la mise en place d'un dispositif de sortie de la crise ...

Des collaborateurs au cœur de notre démarche

Notre profil humain

Nous comptons 204 collaborateurs en contrat à durée indéterminée dont plus de 97% sont des cadres. Plus de 60% de l'effectif ont plus de 5 ans d'ancienneté.

Les répartitions de notre effectif global par branche d'activité et par nature de contrat de travail se présentent comme suit :

Indicateur	2018	2019	2020
Effectif par branche d'activité : CDG Capital et filiales	212	204	207
CDG Capital	163	158	158
CDG Capital Gestion	33	31	34
CDG Capital Bourse	16	16	15
Répartition par nature du contrat de travail			
CDI	100%	100%	100%
CDD	-	-	-
<i>Nombre d'intérimaire (CDG Capital uniquement)</i>	6	12	10

Les répartitions des effectifs, hors intérimaires, par catégorie et par ancienneté sont les suivantes :

Indicateur	2018	2019	2020
Répartition par catégorie			
Directions	19,3%	21,1%	24,05%
Cadres	75,5%	74,5%	72,78%
Employés	5,2%	4,4%	3,16%
Répartition de l'effectif par ancienneté			
<=5	37,7%	39,2%	39,87%
] 5;10]	34,4%	29,9%	25,95%
] 10;15]	27,8%	30,9%	34,18%

Malgré les conditions particulières de l'année 2020, nous avons réalisé 9 recrutements, principalement des cadres. Cette même année, nous comptons 5 démissions, 3 mobilités groupe et 1 départ négocié.

Les mouvements de personnel (hors intérimaires) par catégorie sont les suivants :

Indicateur	2018	2019	2020
Nombre de licenciements par catégorie	2	0	0
Directions	1	-	-
Cadres	1	-	-
Employés	-	-	-
Nombre de démissions par catégorie	14	20	5
Directeurs	-	2	-
Cadres	14	17	5
Agents	-	1	-
Nombre de mobilités par catégorie	3	5	3
Directeurs	1	1	1
Cadres	2	4	2
Agents	-	-	-
Nombre de départs négociés par catégorie	1	4	1
Directeurs	1	2	1
Cadres	-	1	-
Agents	-	1	-
Nombre de détachements par catégorie	0	1	0
Directeurs	-	-	-
Cadres	-	1	-
Agents	-	-	-
Nombre de recrutements par catégorie	23	22	9
Directeurs	3	3	0
Cadres	20	19	9
Agents	-	-	-

Favoriser un dialogue social de qualité

A CDG Capital, nous avons réussi à instaurer un véritable dialogue avec nos représentants du personnel, plaçant ainsi nos collaborateurs au cœur du débat.

En favorisant des échanges de qualité, répondant aux intérêts des différentes parties, nous avons ainsi pu construire un dialogue social responsable, qui contribue à la promotion d'une bonne gouvernance, à la stabilisation sociale, et au développement économique de la banque.

Aussi, et afin d'assurer la prise en considération des attentes de nos collaborateurs et leur participation active à la vie de l'entreprise, CDG Capital a mis en place divers moyens de communication :

- Création d'une adresse mail dédiée à la diffusion des informations et actualités à caractère « Social » ;
- Tenue de réunions périodiques entre les représentants du personnel et la Direction du Capital Humain ;
- Institutionnalisation de réunions entre les représentants du personnel et la Direction Générale.

Ces différents échanges ont ainsi permis de :

- Signer des conventions pour une couverture médicale plus large, en particulier celle relative à l'Assurance Santé Internationale ;
- Renégocier les conditions des prêts de logement ;
- Améliorer les conditions de travail au sein de la banque, grâce notamment à l'aménagement d'un nouvel espace de détente et de restauration ;
- Enrichir notre offre d'avantages sociaux : un catalogue regroupant l'ensemble de ces offres est mis à la disposition de l'ensemble de nos collaborateurs. Il présente les offres ainsi que les tarifs préférentiels négociés avec nos partenaires conventionnés, par catégorie :
 - ✓ Santé ;
 - ✓ Hôtellerie ;
 - ✓ Résidentiel ;
 - ✓ Spa et bien-être ;
 - ✓ Restauration ;
 - ✓ Ameublement...

L'adoption d'un baromètre de satisfaction vient également nourrir notre dialogue social. Cette enquête, que nous réalisons chaque 3 ans, vient évaluer la satisfaction interne. En 2020, nous avons élargie le champ du baromètre en procédant au lancement et à la mise en place d'une enquête d'opinion interne. Cette dernière nous a permis d'apprécier les éléments pertinents de la vie de l'entreprise qui ont un impact sur nos collaborateurs ainsi que sur le bon déroulement du business.

Nous avons ainsi recueilli les avis de nos collaborateurs sur des thématiques telles que la performance, la rémunération & les avantages sociaux, la formation et le développement, la satisfaction au travail,

le travail d'équipe, la responsabilisation, le style de management, la RSE, la communication, l'image de l'entreprise, et la gestion du COVID par l'entreprise.

Enfin, il est à noter que sur les trois dernières années, CDG Capital a enregistré un seul cas de litige social, correspondant à un licenciement individuel en 2018.

Indicateur	2018	2019	2020
Nombre de représentants du personnel	6	5	5
Nombre de jours de grève	-	-	
Nombre et nature des litiges sociaux :	1	-	-
- Collectifs	-	-	-
Individuels	1	-	-

Asseoir notre politique de rémunération et d'évolution sur des principes équitables

La politique salariale constitue l'un des piliers de la satisfaction et de l'implication des salariés. Conscients de son importance, nous travaillons au quotidien à assurer une équité interne en matière de rémunération et d'évolution.

Notre politique de rémunération et d'évolution est basée sur une approche non discriminatoire avec une attention particulière portée à l'égalité des genres. Une approche qui nous accompagne tout au long de notre processus de recrutement et de gestion de carrière :

- Lors de la phase des recrutements et de la définition des offres salariales, nous nous appuyons sur une grille définie en fonction du marché, du niveau d'études et des compétences.
- Tout au long de l'évolution de carrière de nos collaborateurs, nous basons notre politique de rétribution variable sur l'atteinte des objectifs.

La mobilité interne en entreprise est un outil stratégique de gestion des compétences. En effet, en offrant à nos collaborateurs méritants des perspectives d'évolution, en reconnaissance de leurs performances, nous encourageons nos salariés à évoluer sur des compétences transversales, en changeant de poste ou de métier. Une approche qui permet de renforcer la fidélisation de nos collaborateurs tout en impactant positivement notre performance en retour.

Notre politique de rémunération comprend :

1. Une rémunération fixe définie par des grilles de salaires internes se référant au système de classification. Les grilles de salaires sont évolutives et tiennent compte des conditions de rémunération du marché et du secteur financier en particulier ;
2. Une rémunération variable qui tient compte aussi bien du niveau d'atteinte des objectifs individuels que collectifs.

Au-delà de l'aspect financier, nos collaborateurs bénéficient également d'un certain nombre d'avantages sociaux.

- Un premier volet comprend assurances et retraites complémentaires, à savoir :

Intitulé	Couverture
Assurance maladie complémentaire	Jusqu'à 90% de la différence entre les dépenses engagées et les sommes restituées par l'assurance maladie de base
Assurance Accident de Travail	100% patronale
Assurance décès invalidité	100% patronale, avec un capital assurant jusqu'à : <ul style="list-style-type: none">• 150% du traitement annuel pour les célibataires, veufs ou divorcés, sans enfants à charge ;

	<ul style="list-style-type: none"> 200% du traitement annuel majoré de 50% par enfant à charge dans la limite de 5 enfants, pour les personnes mariées. 	
Assurance voyage	Au profit des collaborateurs, de leurs conjoints et de leurs enfants	
Retraite complémentaire	Contribution mensuelle, calculée sur la base du salaire brut, et ce dans les conditions suivantes :	
	Ancienneté (A) ou durée restant à courir jusqu'à l'âge de 60 ans (DRC)	Contribution patronale
	A<10 ans ou DRC>10 ans	2%
	25<A>10 ou 10<DRC>5 ans	3%
	A>25 ou DRC<5	4%

- Le second volet concerne les différents prêts :

Type	Spécificités	Taux
Prêt Logement	Des taux de crédit bonifiés sont accordés aux collaborateurs pour l'octroi de prêts logement, dans le cadre d'une convention entre la CDG et le CIH	Taux appliqué au collaborateur :
	Une contribution à l'acquisition au logement est accordée par CDG Capital aux collaborateurs, ayant au moins 12 mois d'ancienneté (sous certaines conditions). Le montant de la contribution de CDG Capital au titre des intérêts liés au prêt logement est calculée en fonction de la différence entre la mensualité calculée sur la base du taux pratiqué par la banque et la mensualité calculée sur la base du taux appliqué au salarié selon les tranches ci-contre.	De 0 à 500 000 Dhs : 1,3 % De 500 000 à 1 000 000 Dhs : 2,21 % De 1 000 000 à 1 500 000 Dhs : 3,32 % De 1 500 000 à 2 000 000 Dhs : 4,21 %
Prêt Automobile	Octroyé à l'ensemble des collaborateurs ayant au moins 12 mois d'ancienneté	Taux appliqué au collaborateur :
	Le montant maximum de financement est de 300 000 Dhs	Du 0 à 150 000 Dhs : 2 % De 150 000 à 250 000 Dhs : 3,5 % De 250 000 à 300 000 Dhs : 4,5 %
Prêt Personnel	Octroyé à l'ensemble des collaborateurs ayant au moins 12 mois d'ancienneté	Taux appliqué au collaborateur :
	Le montant maximum du prêt est de 150 000 Dhs. Une contribution aux intérêts liés aux prêts personnels est accordée aux collaborateurs, selon le même principe de la contribution aux prêts logements, selon les tranches ci-contre.	Du 0 à 50 000 Dhs : 0% De 50 000 à 100 000 Dhs : 4% De 100 000 à 150 000 Dhs : 5%
Prêt de scolarité	Accordé annuellement aux collaborateurs à leur demande, sans condition d'ancienneté	Le montant maximum du prêt est fixé selon le niveau scolaire :

Remboursable sur maximum 12 mois et sans intérêt

- 2 500 Dhs par enfant âgé de 3 ans et plus et fréquentant la maternelle ou une institution équivalente
- 3 000 Dhs par enfant inscrit dans un établissement d'enseignement primaire ou secondaire
- 5 000 Dhs par enfant poursuivant des études supérieures jusqu'à l'âge de 25 ans

- Les salariés bénéficient également de dons divers :
 - ✓ Dons de scolarité allant de 500 dhs à 3700 dhs par enfant selon l'âge et/ou le niveau de scolarisation ;
 - ✓ Dons à l'occasion de Aïd Al Adha ;
 - ✓ Dons à l'occasion de Achoura.
- Autres avantages sociaux :
 - ✓ Un service de restauration ;
 - ✓ Des centres d'estivage subventionnés.

Nous ne disposons d'aucun schéma d'intéressement.

S'engager en faveur de la diversité et de l'égalité des chances

A CDG Capital nous croyons fortement que notre engagement en faveur de la diversité et de l'égalité des chances constitue une source incontestable de valeur ajoutée. Nous traduisons cet engagement à travers une politique de gestion du capital humain fondée sur des critères objectifs et non-discriminatoires tout au long des différents process RH : recrutement, rémunération, promotion...

Le principe de diversité dans nos recrutements s'apprécie particulièrement en termes de genre, de profil académique, et d'âge. Il se traduit également dans le rôle que nous jouons dans l'insertion professionnelle des jeunes diplômés ainsi que dans l'accès à l'emploi des personnes issues de milieux défavorisés et des personnes en situation de mobilité réduite.

Le recrutement

CDG Capital s'est engagée dans une politique proactive de recrutement de jeunes diplômés pour accompagner son développement. En effet, le transfert des connaissances et de l'expérience entre les générations constitue un facteur essentiel pour assurer durablement la maîtrise de notre activité.

Pour repérer les meilleurs profils, nous assurons une présence forte dans les bassins d'emploi traditionnels : salons, foires, et forums nationaux et internationaux et également sur les réseaux sociaux professionnels de type LinkedIn.

Pour les attirer, nous communiquons autour de notre qualité d'employeur responsable ; une communication que nous poursuivons auprès de nos collaborateurs en poste, qui sont nos premiers ambassadeurs. Parallèlement, et toujours dans le but de renforcer l'attractivité de notre entreprise auprès des jeunes, nous accueillons chaque année des étudiants issus de grandes écoles nationales et étrangères qui viennent effectuer leur Projet de Fin d'Études aux côtés de nos équipes. Nous contribuons ainsi à favoriser l'insertion professionnelle de ces futurs lauréats.

Notre processus de recrutement est organisé en plusieurs étapes, il s'adapte à la nature de chaque poste à pourvoir, et garantit ainsi une adéquation optimale entre postes et profils. Il se déroule en toute transparence et dans le respect des règles d'équité. L'ensemble de nos offres d'emploi sont ainsi communiqués via nos différents canaux de diffusions internes et externes.

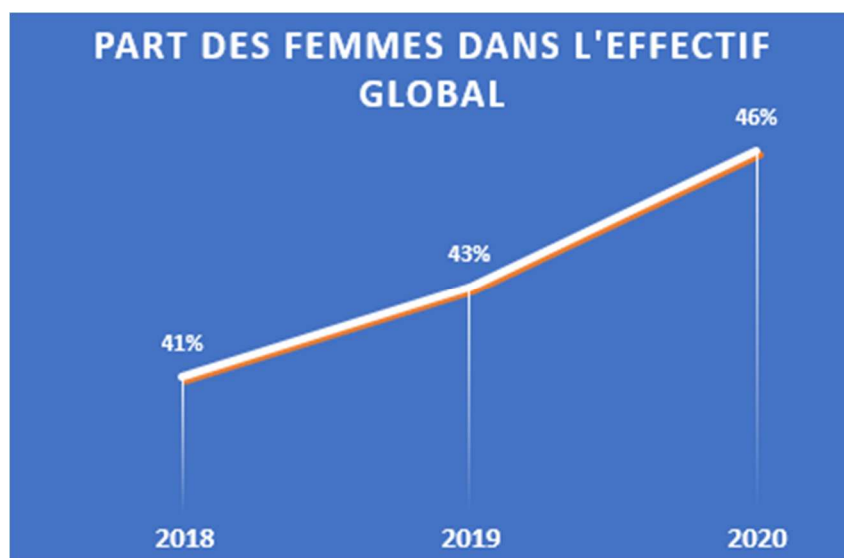
Une fois le recrutement finalisé, nos nouvelles recrues bénéficient d'un programme de parrainage mis en place afin de faciliter leur intégration et développer leur sentiment d'appartenance à l'entreprise.

Le genre

CDG Capital a adopté une politique de diversité et de non-discrimination, notamment en matière de représentation équilibrée des femmes et des hommes au sein de ses équipes.

L'égalité professionnelle implique le respect de principes de base, qui font aujourd'hui partie intégrante de la politique RH de CDG Capital, comme l'interdiction des discriminations en matière d'embauche et l'absence de différenciation en matière de rémunération et d'évolution de carrière.

En 2020, les femmes représentent environ 46 % de l'effectif de CDG Capital, part en augmentation régulière ces trois dernières années.



Elles sont près de 49 % parmi les cadres et 39% des directeurs, en évolution de plus de 4 points par rapport à 2018.

Indicateur	2018	2019	2020
Part des femmes parmi les directeurs	31,7%	37,2%	39,47%
Part des directrices parmi les femmes	14,8%	18,2%	20,83%
Part des femmes parmi les cadres	45%	44,8%	48,7%
Part des cadres parmi les femmes	81,8%	77,3%	77,78%
Part des femmes parmi les employés	27,3%	25%	20%
Part des employées parmi les femmes	3,4%	3,4%	1,39%

La prise en compte du Genre constitue un enjeu majeur pour CDG Capital. Cet engagement est profondément ancré dans nos valeurs et fait partie intégrante de notre démarche de responsabilité sociale.

Conscients que l'égalité professionnelle constitue un réel atout pour l'entreprise, nous avons lancé une étude sur la mixité femmes/hommes au sein de CDG Capital. Réalisée en quatre phases, cette étude a permis de réaliser un diagnostic, et d'identifier les mesures à adopter.

- Phase 1 : BENCHMARK
 - ✓ Réalisation d'un benchmark national et international ;
 - ✓ Identification des principales initiatives en la matière.
- Phase 2 : ANALYSE
 - ✓ Analyse quantitative sur 2018 et 2019 ;
 - ✓ Analyse qualitative par des entretiens avec différentes directions de la banque ;
 - ✓ Atelier animé avec les équipes projet pour élaborer un plan d'actions.
- Phase 3 : PLAN D'ACTIONNEMENTS
 - ✓ Validation du plan d'actions.
- Phase 4 : SENSIBILISATION
 - ✓ Ateliers de sensibilisation à destination des managers.

Aussi, et dans un souci d'amélioration continue, CDG Capital s'est dotée d'une charte Genre visant à favoriser l'égalité professionnelle et le développement de la mixité à tous les niveaux et dans les différentes fonctions de la banque. Cette politique permet de promouvoir la parité entre les femmes et les hommes, et de faire de cette égalité une puissante source de croissance, de performance et d'innovation.

Nous œuvrons ainsi pour la promotion de l'égalité des chances à travers :

- Une représentativité équilibrée autant au niveau des effectifs globaux que par direction et par groupe de rôle ;
- Une rémunération équitable indépendamment du critère de genre ;
- Une évolution professionnelle et progression de carrières de tous les potentiels hommes et femmes ;
- La sensibilisation des managers et collaborateurs sur l'importance de la diversité des genres.

Enfin, plusieurs mesures portées par une politique RH équitable ont été adoptées pour favoriser une égalité professionnelle et développer un environnement de travail inclusif, mettant nos collaboratrices et nos collaborateurs sur un pied d'égalité.

Les personnes à mobilité réduite

A travers sa politique RSE, CDG Capital s'engage à jouer un rôle actif dans l'accès à l'emploi des personnes en situation de mobilité réduite (PMR). Cet engagement passe par l'élaboration d'une stratégie cohérente, fondée sur une politique RH structurée et une mobilisation interne pour assurer un accueil sécurisé aux PMR.

Forum Handicap Maroc

Chaque année, l'association Espoir Maroc organise un forum de recrutement dédié à des candidats en situation de handicap : « Handicap Maroc ».

Dès 2019, CDG Capital a pris part à cet événement, confirmant ainsi son positionnement en tant que banque responsable, qui met sa politique RH au service de l'intégration des personnes sous handicap au monde du travail.

Grâce à notre participation à ce forum, nous avons pu mener des entretiens de recrutement et informer les différents candidats sur les opportunités d'emploi offertes au sein de CDG Capital.

Diagnostic Accessibilité PMR

Dans le cadre du déploiement de notre politique d'emploi en faveur des personnes en situation de mobilité réduite, nous avons mandaté l'association Espoir Maroc pour réaliser un diagnostic d'accessibilité PMR de nos locaux.

Cet audit a permis d'évaluer avec précision chacune des zones de la « chaîne de circulation » pouvant être empruntées par une personne sous handicap. Grâce aux conclusions de cet audit, nous disposons désormais d'un plan d'actions pour améliorer notre niveau de conformité quant aux normes d'accessibilité nécessaires à l'accueil des PMR.

Offrir un environnement de travail favorable à la santé et à l'équilibre

Nous sommes à l'écoute des besoins de nos collaborateurs et mettons en œuvre l'ensemble des mesures pour leur assurer un environnement de travail sain.

Le bien-être et la santé de nos collaborateurs sont au cœur de nos préoccupations, et nous travaillons chaque jour pour créer un sentiment général de satisfaction et d'épanouissement dans et par le travail.

Dispositif PCA Pandémie

Le PCA (Plan de Continuité d'Activité) pandémie est une stratégie de continuité ciblée et adaptée aux impératifs de la conjoncture actuelle de crise sanitaire. Il a pour but d'assurer la résilience de la banque tout en mettant la santé de ses collaborateurs au centre des priorités.

Aussi, depuis le début de la pandémie, CDG Capital a veillé à la mise en place des mesures d'hygiène et de sécurité sanitaire pour protéger la santé et le bien-être de ses collaborateurs au sein de ses locaux :

- Désinfection des locaux et traitement des déchets suspects ;
- Prise de température corporelle de toute personne devant accéder aux locaux de la banque ;
- Mise à disposition de l'ensemble du personnel de gels hydro- alcoolique, masques de protection, désinfectants de surface... ;
- Constitution d'un stock important de produits d'hygiène ;
- En termes d'aménagement, les postes de travail ont été réaffectés pour permettre une meilleure distanciation et éviter les risques de contamination éventuelle.

A noter, bien entendu, que l'adoption de ces mesures reste étroitement attachée à une politique d'achat toujours aussi responsable.

En effet, l'ensemble des produits d'hygiène achetés en cette période de crise l'ont été dans le respect de notre politique RSE :

- En privilégiant les produits bio et sans impact sur l'environnement ;
- En limitant autant que possible l'utilisation des sacs et autres conteneurs en plastique ;
- En s'assurant de la composition chimique des produits utilisés par les prestataires et fournisseurs.

Médecin du travail

Un médecin du travail intervient régulièrement auprès de CDG Capital et de ses filiales. Son action vise à réduire voire supprimer les facteurs de risque, à surveiller l'état de santé de nos collaborateurs, et à minimiser les conséquences du travail sur la santé. Son rôle a été primordial dans la gestion de la crise sanitaire.

En prévention des accidents pouvant survenir sur le lieu de travail, notre médecin du travail a dispensé une formation "Sauveteur Secouriste du Travail" (SST) au profit d'une dizaine de nos collaborateurs. Cette formation a permis d'initier les participants aux gestes de premiers secours.

Cellule d'écoute et webinaires Bien-Être

Dans le contexte de crise sanitaire dans lequel nous vivons depuis plusieurs mois, et afin de renforcer davantage sa contribution au bien-être de ses collaborateurs, CDG Capital a mis en place une cellule d'écoute et de soutien.

En effet, afin de lutter contre les impacts néfastes de la situation sanitaire actuelle et de ses conséquences éventuelles sur nos collaborateurs : stress, anxiété, surmenage, isolement..., nous avons fait appel aux services d'un coach spécialiste en Rapid Transformation Therapy (RTT). Ce dernier est à la disposition des collaborateurs qui le souhaitent, pour leur apporter un soutien et un accompagnement professionnel, à distance, et les aider à faire face aux difficultés qu'ils pourraient rencontrer.

Cet accompagnement a également été élargi pour intégrer l'organisation de plusieurs webinaires internes traitant de thématiques telles que : « La capacité à faire face au changement et à l'adversité », « La qualité de vie, le stress, le bien-être et le bonheur au travail », « La Gestion des émotions et de la peur »... Animés par le même coach en charge de notre cellule d'écoute, ces webinaires ont connu un véritable succès auprès de nos collaborateurs.

Charte de déconnexion

Avec les nouvelles technologies, la barrière entre vie privée et vie professionnelle s'amincit, et travailler les soirs, les week-ends et durant les congés se popularise de plus en plus, augmentant ainsi la fréquence du stress et des burn-out chez des salariés, sans cesse connectés au monde du travail.

A CDG Capital, nous croyons fortement en l'importance du bon usage et de la régulation des nouvelles techniques de communication pour assurer le bien-être de nos collaborateurs aussi bien au travail qu'en dehors.

Nous nous sommes ainsi engagés dans un projet de charte de droit à la déconnexion en réponse à ce besoin de rétablir l'équilibre entre nos vies privées et nos vies professionnelles, préservant ainsi la santé de chacun d'entre nous. A travers cette charte, nous nous engagerons à installer une culture managériale respectueuse des temps de repos alloués à nos collaborateurs, tout en les incitant à se déconnecter en dehors des horaires de bureau.

Télétravail

Face à la crise actuelle et les mesures de confinement sans précédent, CDG Capital a déroulé son plan de continuité d'activité en renforçant ses ressources informatiques pour permettre le recours massif au télétravail, total ou partiel.

En effet, face à l'évolution de la pandémie Covid 19, nous avons dû adopter une revue de l'organisation de travail et des modes de production et de collaboration pour assurer une continuité de notre activité.

Ce nouveau mode de travail consiste à assurer les missions confiées à chaque collaborateur à distance en étant joignable en permanence, pendant les horaires en vigueur et dans les mêmes conditions qu'il remplissait lorsqu'il exerçait dans les locaux physiques CDG Capital.

Pour ce faire, les horaires de travail ont été aménagés et les moyens matériels mis à disposition des collaborateurs afin de leur permettre d'exercer leur fonction dans les meilleures conditions possibles.

Pour assurer la réussite de la mise en œuvre du télétravail, CDG Capital a élaboré un Guide interne au profit de l'ensemble des collaborateurs de la banque. Ce guide vient définir les champs d'application du télétravail, les modalités du travail à distance, les dispositifs de contrôle mis en place, les normes et règles à observer, ainsi que l'application de ce nouveau mode de travail aux processus opérationnels de la banque.

Ergonomie et espace de travail

Afin de conseiller ses collaborateurs sur la meilleure façon de disposer de leur espace de travail, CDG Capital a élaboré une charte d'ergonomie. Cette charte apporte des solutions pratiques et concrètes pour réduire les accidents du travail et améliorer la sécurité de tous ; elle traite notamment de l'architecture des postes de travail, des postures de travail à adopter, des environnements thermique, sonore et lumineux, et des espaces de circulation. Nous avons ainsi adopté une organisation des espaces de travail en mode « open space » afin d'assurer une meilleure circulation de l'information entre les collaborateurs.

Par ailleurs, soucieux de garantir une qualité saine de l'air, les relevés du niveau de CO2 et une évaluation de la température ambiante par espace sont effectués régulièrement. La luminosité fait également l'objet d'un suivi rigoureux via des relevés de données permettant de réguler son niveau.

Nouveau service de restauration

Compte tenu de la pandémie à laquelle nous devons faire face, et au vu des contraintes sanitaires qui en découlent, CDG Capital a mis en place un nouveau service de restauration collective.

Ce service assure la livraison de coffrets repas au profit des collaborateurs présents sur site, limitant ainsi les déplacements de nos collaborateurs et les risques sanitaires.

Indicateur	2018	2019	2020
Nombre d'accidents du travail	6	0	1

Valoriser les potentialités et développer les talents

Le développement des compétences est un levier important pour faire face à un environnement concurrentiel de plus en plus agressif. Aussi, pour anticiper l'évolution de nos métiers et préparer nos futurs managers, nous accordons un soin tout particulier à la gestion de nos talents.

En effet, nous pensons fortement que la valorisation des potentialités de nos collaborateurs est une approche nécessaire pour faire face de façon efficace et performante aux transformations et au défis auxquels nous faisons face au quotidien.

La formation

Nous définissons chaque année un plan de formation ambitieux qui comprend un large spectre de sujets allant des compétences métier au développement personnel.

Notre politique de formation est étroitement liée aux orientations et à la stratégie de l'entreprise. Elle prend en considération les écarts de compétences individuels et collectifs, ainsi que les évolutions de nos activités et métiers que nous tâchons d'anticiper.

Ainsi, nos collaborateurs bénéficient de trois types de formations complémentaires : des formations métiers, des formations managériales et développement personnel, et des formations diplômantes et certifiantes.

Pour renforcer la bonne gestion de notre politique de formation, nous avons mis en place de nouveaux processus de traitement :

- Une ingénierie de formation assurant la meilleure adéquation entre besoins et actions de formation ;
- Un processus interactif et participatif pour l'identification des priorités du plan de formation ;
- Des outils d'évaluation de l'impact de la formation.

Indicateur	2017	2018	2019	2020
Part des salariés ayant bénéficié d'une formation	58,9%	53,3%	81,8%	80%
Part du budget de formation par rapport à la masse salariale	1,7%	1,3%	1,6%	1,2%

La gestion de carrières

Notre gestion de mobilité de carrière suit une approche structurée dans le cadre de comités RH dédiés. Ces comités tiennent compte aussi bien de la performance durable de nos managers, de leurs souhaits d'évolution, que de leur potentiel à pouvoir évoluer rapidement vers des niveaux de responsabilités importants.

Selon les aspirations de carrière de chacun, et grâce à la diversité des métiers de la banque, nos collaborateurs peuvent bénéficier d'une large palette d'opportunités d'évolution interne intéressante.

Tous ces éléments viennent nourrir l'employabilité de nos collaborateurs et améliorer leurs perspectives de carrière.

Pour que la gestion de carrière de nos collaborateurs devienne une action anticipative et proactive, et qu'elle puisse répondre au mieux à leurs besoins et attentes, nous avons adopté une démarche basée sur les outils suivants :

- **Une évaluation annuelle de la performance**

Lors de cette évaluation, manager et collaborateur font le bilan de l'année écoulée en termes de réalisations, d'attentes du collaborateur et de besoins en compétences techniques, comportementales et transverses.

Cette rencontre est un moyen de reconnaissance des efforts et de la contribution du collaborateur à l'activité de la banque, c'est également l'occasion d'échanger sur ses souhaits d'évolution et de mobilité.

- **Un plan de développement des compétences**

Ce plan est élaboré sur la base d'une ingénierie de formation qui identifie les besoins des collaborateurs et qui gère leurs compétences individuelles et collectives.

- **Une politique de mobilité**

Cette politique constitue un axe central dans la gestion des ressources humaines que ce soit au niveau de CDG Capital et de ses filiales, qu'au niveau du Groupe CDG.

Les collaborateurs intéressés par des postes vacants au niveau de CDG Capital, de ses filiales ou du Groupe CDG peuvent postuler et être affectés à une position d'une des entités du Groupe.

Préservation de notre environnement et soutien de nos communautés

Mesurer et alléger notre empreinte environnementale

En tant que banque responsable, CDG Capital s'inscrit dans le cadre de l'effort national de réduction des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) de 42% à l'horizon 2030.

Bien que notre fonctionnement propre n'ait pas d'impact majeur sur l'environnement, nous pensons que la mesure de notre empreinte carbone nous permettra d'agir de façon responsable pour lutter contre la pollution atmosphérique, et réduire ainsi notre impact environnemental.

Mesurer notre point de départ


En 2018, CDG Capital a réalisé son premier Bilan Carbone. Ce bilan a permis d'évaluer les émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) engendrées par le fonctionnement interne de nos services pour l'année de référence 2016.

Le périmètre opérationnel couvert par le bilan concerne 3 scopes :

- **Scope 1 - Emissions directes de GES** (sources détenues ou contrôlées) : flotte de véhicules appartenant à l'entreprise, énergies utilisées dans la production ;
- **Scope 2 - Emissions indirectes de GES** : liées à la consommation d'électricité, de vapeur, chaleur ou froid ;
- **Scope 3 – Autres émissions indirectes de GES** : issues des sources n'appartenant pas ou non contrôlées par l'entreprise (déplacements professionnels, déplacements domicile/travail, transport des marchandises, déchets...).

Ce bilan a ainsi fait ressortir que les émissions générées par les biens et activités exploités par CDG Capital et ses filiales, sur le territoire national et pour l'année de référence 2016, correspond à 4,52 TCO2e par collaborateur.

Emissions GES 2016– Périmètre Restreint

		Total	SIEGE	BOURSE	GESTION
S1 • Sources fixes et Mobiles • Emissions fugitives	Total tCO2e – Périmètre Restreint	957,5	714,08	106,89	136,53
	Effectif	212	161	17	34
					
		CDG Capital & Filiales Indicateur Global	SIEGE	BOURSE	GESTION
Indicateurs Bilan 2016 - <u>Périmètre restreint</u>					
tCO2e/employé		4,52	4,44	6,29	4,02

A l'issue de ce bilan, nous avons également identifié deux axes de progrès, que nous poursuivons au quotidien :

- Mise en œuvre d'un plan d'actions de réduction de ces émissions orientées principalement vers l'économie d'énergie, l'efficacité énergétique et l'optimisation des ressources ;
- Poursuite de notre contribution au programme de compensation carbone volontaire mené par la Fondation Mohammed VI pour la Protection de l'Environnement afin de neutraliser partiellement nos émissions incompressibles.

Enfin, nous prévoyons de poursuivre notre engagement pour réduire notre impact sur l'environnement en programmant un second Bilan Carbone au courant de l'année 2021.

Nos actions

La consommation d'énergie a un impact important sur notre environnement. Au niveau de CDG Capital, cet impact est principalement lié à notre consommation d'électricité (en grande partie liée à la climatisation), notre consommation de papier, de toners d'imprimante et de plastique.

En 2020, notre consommation d'électricité a sensiblement baissé, notamment en raison de la période de confinement national. Après un pic de consommation en 2018, nous avons procédé à la révision de la puissance souscrite de 250KVA à 130 KVA, entraînant ainsi une meilleure maîtrise de la consommation. Selon nos prévisions, cette tendance baissière devrait se maintenir une fois la mise à niveau de notre salle informatique réalisée.

Nous avons également diminué de façon drastique nos achats de journaux en format papier au profit des abonnements électroniques, enregistrant ainsi une baisse significative de 82% entre 2019 et 2020, pour s'établir à 26 KMAD au lieu de 144 KMAD.

Notre plateforme logistique a rationalisé la consommation des fournitures de bureau en la réduisant de 32% par rapport à l'année 2019. Un suivi rigoureux des statistiques de consommation de papier a ainsi permis de réduire significativement les consommations entre 2018 et 2020. Dans le même temps, les collaborateurs ont été encouragés à recycler le papier. Un recyclage organisé et généralisé du papier est en étude.

La consommation du carburant a également diminué de 34% comparée à 2019. Ce trend baissier se confirme depuis 2015 suite aux efforts de modernisation du parc auto.

Nous avons équipé chaque étage de fontaines à eau filtrée sans gobelets et avons distribué des gourdes en verre au niveau du siège et des filiales.

Enfin, le déploiement d'un éclairage LED a permis une amélioration de notre performance énergétique. Ce dispositif a été accompagné par l'installation de détecteurs de mouvements dans les toilettes pour économiser l'éclairage, et grâce à une programmation par Gestion Technique Centralisée, mise en place en 2019, nous avons pu maîtriser le nombre d'heures de marche des climatiseurs,

Indicateur	Unité	2018	2019	2020
Consommations de carburant	kJ	1 071 095 478	1 026 366 592	592 235 830
Consommations d'électricité	kWh	856 748	711 261	572 578
Consommations d'eau	Litres	1 718 000	2 401 000	1 133 500
Consommations de papier	Kg	3 780	2 850	960
Consommations de toners	Nb.	187	166	128

Capsule EcoGestes

Dans le but de sensibiliser nos collaborateurs au rôle de chacun dans la préservation de l'environnement, nous avons réalisé une capsule animée mettant en avant les gestes et habitudes à adopter au quotidien pour réduire notre impact.

Diffusée en interne, cette capsule décrit l'ensemble des réflexes que nous devons adopter, aussi bien au travail qu'à domicile, pour aider à maîtriser nos consommations d'énergie au quotidien.

S'engager pour nos communautés locales

En tant que banque responsable, CDG Capital mène des actions solidaires en faveur de nos communautés locales. En effet, nous nous positionnons en tant que mécène des arts et soutien financier de Fondations, et soutenons des programmes de développement au profit d'organisations caritatives.

CDG Capital a apporté son soutien au rayonnement de la musique, un art véhiculant des valeurs universelles très chères à notre banque. Pendant plus de 10 ans, nous nous sommes associés à l'Orchestre Philharmonique du Maroc, contribuant ainsi à sensibiliser différents publics à la magie de la musique classique. Nous avons également apporté notre soutien au Festival Mawazine-Rythmes du monde, carrefour d'expression pour divers artistes nationaux et internationaux.

Depuis 2019, CDG Capital accompagne Fondation Marocaine de l'Étudiant (FME) dans sa mission de permettre aux bacheliers les plus brillants, issus de milieux défavorisés, de poursuivre des études supérieures et de les accompagner jusqu'à leur insertion professionnelle.

Dans le cadre de sa mission, la FME met en relation un étudiant boursier et un cadre d'entreprise bénévole qui lui accordera un minimum de deux heures de mentoring par mois sur une année renouvelable. Notre contribution à ce programme consiste en la participation d'une vingtaine de nos collaborateurs à ce programme de tutorat. Nos collaborateurs tuteurs ont ainsi pu accompagner leurs tutorés en leur apportant écoute, conseil et partage d'expérience, à travers des échanges réguliers.

Nous apportons également un soutien financier à la FME à travers notre filiale CDG Capital Bourse qui octroi des dons annuels à la fondation depuis deux ans.

A propos de ce rapport

Méthodologie de reporting

Ce rapport a été structuré autour de nos enjeux de responsabilité sociétale, issus de notre étude de matérialité. L'ensemble des fonctions concernées ont été consultées lors de la phase de collecte d'informations. Les informations ont été validées par la Direction Générale.

Les informations collectées sont relatives à nos enjeux matériels et aux informations requises par l'Autorité Marocaine du Marché des Capitaux dans sa circulaire n° 03/19 du 20 février 2019 relative aux opérations et informations financières, qui s'applique à CDG Capital en tant qu'organisme faisant appel public à l'épargne. Le contenu de ce rapport a été construit dans un souci d'exhaustivité et de transparence dans la limite des informations disponibles.

Notre exercice de matérialité s'est attaché à tenir compte de la norme ISO 26000 et des Objectifs de développement durable de l'ONU.

Au-delà des indicateurs quantitatifs, nous nous sommes attelés à mettre en exergue les actions emblématiques de ces trois dernières années, permettant de répondre à nos engagements RSE.

Périmètre de reporting et de consolidation des données

Ce reporting couvre la période 2018-2020 pour le périmètre consolidé de CDG Capital et ses deux filiales détenues à 100% : CDG Capital Bourse et CDG Capital Gestion.

Contacts

Laila Mikou
Directrice Développement Durable
laila.mikou@cdgcapital.ma
0522 23 97 56

Rhoulami Hind
Responsable RSE
h.rhoulami@cdgcapital.ma
0537 66 52 45



CDG CAPITAL

Place Moulay El Hassan, Tour Mamounia,
BP 1045, Rabat

Tél. : 05 37 66 52 52 (LG)

Fax : 05 37 66 52 00

E-mail : cdgcapital@cdgcapital.ma

www.cdgcapital.ma